

Elérika LEROY

Toulouse, mémoire de rues

Guide historique des *Années noires* et
de la *Résistance à Toulouse*
à travers les plaques de rue et les stèles commémoratives.



MAIRIE DE



TOULOUSE

www.toulouse.fr

A mes grands-parents.

Les rues de Toulouse nous proposent chaque jour des leçons de mémoire, par les plaques, les stèles, les inscriptions apposées sur des maisons ou des lieux particuliers.

Elérika Leroy a choisi de nous raconter l'histoire de la Résistance toulousaine au nazisme et au régime collaborationniste de Vichy à travers ce qu'elle donne à voir au passant.

En rendant visibles derrière les noms, les histoires de personnages aussi divers que Raymond Naves, Silvio Trentin, Jean Cassou, François "Forain" Verdier, Marie-Louise "Françoise" Dissard, Jean-Pierre Vernant, Marcel Langer, Jean Philippe, Henri Lion, Marcel Taillandier, Serge Ravel, et tant d'autres... Elérika Leroy souligne la singularité de Toulouse.

Toulouse, ville d'accueil des exilés politiques italiens à partir du milieu des années 20, puis allemands et polonais et bien sûr espagnols à partir de 1939 ; Toulouse, ville universitaire où vécurent et enseignèrent des intellectuels remarquables, tant par leur œuvre que par leur engagement ; Toulouse, ville républicaine où les militants politiques et syndicaux surent se regrouper et reconstruire dans la clandestinité.

Ces trois forces se sont fondues dans le creuset de la résistance au nazisme. Cette union marquera pour des générations l'histoire politique singulière de notre ville qui sut, rappelons-le, se libérer le 19 août 1944, par la seule convergence de tous les maquis régionaux.

L'ouvrage d'Elérika Leroy, que je tiens à remercier chaleureusement, a un rôle important à jouer pour la constitution d'une forte identité toulousaine bâtie sur la connaissance et le partage de notre histoire.

*Pierre COHEN
Député-maire de Toulouse*



Il n'est pas un coin de Toulouse qui ne réveille
en moi un souvenir des temps de Résistance.
Et non seulement les coins obscurs, écartés,
favorables aux rendez-vous, mais le centre même,
le cœur de Toulouse, cette place du Capitole où
tous les jours, à midi, à l'heure où la plus grande
affluence s'amasse et circule comme les choristes
au premier acte d'un opéra de ce même Capitole,
les agents de liaison et jusqu'aux chefs
se rencontraient, se transmettaient les instructions
et le courrier avec cette désinvolture publique
et goguenarde qui ne fleurit que
dans les pays du soleil.
Et dans les bureaux du Capitole aussi l'audace
régnait : les services de la France Libre étaient
installés et fonctionnaient là au ravitaillement,
et à la police, et partout.
Oui, de tous les coins et recoins de la ville
gracieuse, nonchalante, éloquente et cordiale,
les souvenirs se lèvent, et il en est de terribles
qui sont ceux qu'il faudra le moins oublier.
Car le rose de Toulouse
a bien souvent tourné au rouge sang.



Jean Cassou

Bulletin Municipal
Octobre 1944

Toulouse est marquée dans sa chair par une sombre période de notre histoire contemporaine, celle que l'on a appelée les Années noires. Le régime de Vichy, l'oppression, le fascisme, l'occupation par l'armée allemande, la déportation... Des femmes et des hommes ont révélé un courage exceptionnel dont aujourd'hui encore la ville porte la trace au fil de ses rues.

Cet ouvrage éclaire quelques parcours de vie et de combat dont les murs de Toulouse résonnent encore aujourd'hui. Il a pour seule ambition de permettre à chacun, aujourd'hui, de savoir qui est la personne cachée derrière un nom sur une plaque. Ce n'est pas un livre sur l'histoire de la Résistance à Toulouse mais un guide des plaques commémoratives, des plaques de rues et des lieux emblématiques de Toulouse.

Toulouse, terre d'exil et de refuge, a vécu au rythme d'une Résistance multiple, riche et variée, unie dans un idéal commun malgré toutes ses différences. Ce guide en est un aperçu.

Germaine Chaumel 1895-1982



Ce livre est en grande partie illustré par des photographies de Germaine Chaumel, l'une des premières femmes reporter-photographe en France. Toulousaine, elle a immortalisé avec talent et sensibilité les moments forts des Années Noires et de la Libération. Elle fut la marraine de métier du jeune photographe Jean Dieuzaide.

Sommaire

1^{ère} partie : Repères chronologiques

Toulouse, terre d'exil	8-9
Toulouse, terre d'accueil et ville refuge	10-11
De la défaite à l'occupation allemande	12-13
La Résistance s'organise	14-15

2^{ème} partie : La Déportation

La déportation raciale	18-19
Alfred Nakache dit "Artem"	20-21
Jules Géraud Saliège	22-23
Markus Heineken dit "Marcel Hennequin"	24-25
La déportation de répression	26-27

3^{ème} partie : La Résistance toulousaine

Marcel Langer	30-31
La 35 ^{ème} Brigade FTP-MOI Marcel Langer	32-33
Silvio Trentin	34-35
Jean Cassou	36-37
François Verdier dit "Forain"	38-39
Raymond Naves dit "Leverrier"	40-41
Jean Phillippe	42-43
Marie-Louise Dissard dite "Françoise"	44-45
Maurice Jacquier dit "Ambroise"	46-47
Maurice Dide	48-49
Pierre Bourthoumieux dit "Bonnard"	50-51
Les frères Lion, imprimeurs de la Résistance	52-53
Louis Péliissier dit "Carton"	54-55
Marcel Taillandier dit "Morhange"	56-57
Achille Viadieu dit "Ginou"	58-59
Le Lycée de Garçons, pépinière de la Résistance	60-61

Jean-Pierre Vernant dit "Berthier"	62-63
Les tragédies de l'Armée secrète	64-65
La dramatique opération des Variétés	66-67
Prison Saint Michel, le simulacre de justice de la Milice	68-69

4^{ème} partie : Libérer

L'été 1944	72-73
Le maquis de Saint Lys	74-75
Le Train Fantôme	76-77
La souricière du 11 rue de la Pomme	78-79
Albert Carovis dit "Jean"	80-81
Les FFI., Les Forces Françaises de l'Intérieur	82-83
Le départ des allemands	84-85
La Libération de Toulouse 19-20 août 1944	86-87
La dernière réunion clandestine	88-89
Toulouse libérée	90-91

5^{ème} partie : Se souvenir : les lieux de la mémoire

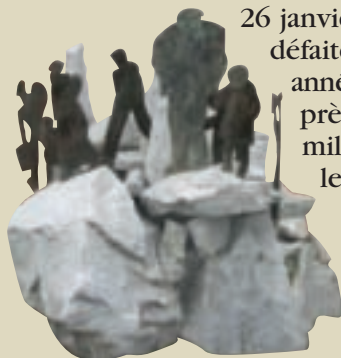
Le siège de la Gestapo	94-95
Les Prisons St-Michel et Furgole	96-97
19-20 août : Cérémonies du souvenir	98-99
Préserver la mémoire	100-101

Annexes

Mémoire au fil des rues.....	102-111
Remerciements	112-113
Bibliographie indicative	114-117
Crédit photographique	117
Index	118-119
Repères cartographiques	dernières pages

1^{ère} partie
Repères chronologiques

Toulouse, terre d'exil



26 janvier 1939. La chute de Barcelone marque la défaite des Républicains espagnols après trois années de guerre civile. De janvier à mars 1939, près d'un demi-million d'Espagnols, civils et militaires, empruntent les routes de l'exil par les Pyrénées. C'est la "Retirada".

La Retirada

Inaugurée en 2002, près de la Casa de España avenue des Minimes, cette sculpture de Joan Jordá représente l'exil des Républicains espagnols à travers les Pyrénées. Elle a été placée à proximité de la Casa de España, haut lieu de convivialité pour les Espagnols installés à Toulouse.

500 000 réfugiés passent la frontière pyrénéenne en quelques semaines

Au passage de la frontière, les soldats républicains et les miliciens sont fouillés et désarmés. Face à cet afflux et dans l'urgence, le gouvernement français dirigé par Daladier ouvre ce qu'il appelle alors des camps de concentration (Argelès-sur-Mer, Gurs, Agde, Bram, Septfonds...). Cet exil n'a pas été anticipé par les autorités françaises, tout s'est fait dans l'urgence et avec peu de moyens, ce qui lui confère un caractère apocalyptique. Ainsi, 180 000 personnes s'entassent dans le "camp" installé sur les plages d'Argelès-sur-Mer dont beaucoup furent rapatriés en Espagne dans les mois qui suivirent. Mais il restait plus de 120 000 réfugiés espagnols au printemps 1940.



Collection Géraldine Charniol

Toulouse, capitale de l'exil espagnol

Après guerre, une grande partie de la jeune émigration espagnole choisit Toulouse pour construire une nouvelle vie. Certains quartiers sont encore emprunts de la mémoire de cette installation, comme la Cité Madrid aux Sept Deniers. Les Espagnols exilés conservent des liens très forts avec leur passé et à l'appel des associations culturelles, des partis politiques et des syndicats espagnols en exil, ils se réunissent dans des lieux de Toulouse pour manifester contre la dictature de Franco. De la rue du Taur au Parc des Expositions en passant par la Bourse du Travail, ce sont autant de lieux où Français et Espagnols se retrouvent régulièrement. Raymond Badiou, maire de Toulouse de 1944 à 1958, n'a cessé de marquer le soutien des Toulousains aux Républicains espagnols en les recevant régulièrement au Capitole.



Collection Géraldine Charniol

La peur de l'étranger

Législation et répression

Dès 1938, le gouvernement Daladier, par la voix de son ministre de l'intérieur, Albert Sarraut, entend débarrasser la France "des éléments indésirables trop nombreux". Il est déjà possible pour les préfets de faire interner des étrangers. Le régime de Vichy accentue la répression dans une logique extrémiste et répressive. Dès juillet 1940, le statut des étrangers se dégrade. Une loi interdit la fonction publique aux enfants d'étrangers tandis qu'une révision des naturalisations accordées depuis 1927 est opérée.

Pour faire face au besoin de main-d'œuvre, le gouvernement de Vichy instaure les Groupements de Travailleurs Etrangers (GTE). Les étrangers sont enrôlés de force et envoyés dans des chantiers. A partir de 1941, la répression policière devient féroce contre les étrangers suspectés d'opinion anti-gouvernementale, en particulier les anarchistes et les communistes désignés comme des assassins dans cette affiche de propagande vichyste d'octobre 1941.



Un rôle primordial dans la Résistance

Traqués, les étrangers se sont rapidement engagés dans le combat clandestin. La très grande majorité a rejoint la Résistance, dans les groupes de résistants français ou dans des organisations plus indépendantes comme la MOI ou les Guérilléros. Un grand nombre d'étrangers a également rejoint les forces de la France Libre. Les étrangers ont eu un rôle fondamental dans la Résistance. A Toulouse, les exemples de Jean Cassou, Silvio Trentin ou Marcel Langer en sont les symboles.

Un camp répressif pour étrangers : le Vernet d'Ariège

Camp français le plus répressif de France, Le Vernet a été l'un des principaux foyers de la Résistance intellectuelle en Europe par la forte concentration de personnalités anti-fascistes, des membres des Brigades Internationales aux intellectuels anti-nazis réfugiés en France. Camp disciplinaire pour Républicains espagnols (en particulier pour les combattants anarchistes de la division Durutti) de 1939 à 1940, le Vernet devient un camp répressif pour étrangers à partir de l'automne 1940.



Amicale des internés du Camp du Vernet d'Ariège.

58 nationalités

Entre internés italiens, polonais, espagnols, allemands, autrichiens, ce sont quelques 58 nationalités qui se côtoient au camp du Vernet.

Des anti-fascistes aux militants communistes, ce sont en fait toutes les opinions politiques qui sont mélangées.

Le camp du Vernet devient un camp disciplinaire pour internés jugés extrémistes et dangereux comme les combattants volontaires des Brigades Internationales qui sont environ un millier à avoir été transférés du camp de Gurs au Vernet.

Des conditions de vie terribles

Au fil des mois, le camp reçoit de plus en plus d'internés, notamment à partir de l'automne 1940 avec l'arrivée des Juifs étrangers puis de tous les étrangers arrêtés sur le sol français. Le Vernet regroupe dès lors la plus forte concentration de résistants étrangers en France et a joué un rôle exceptionnel dans la résistance européenne en fournissant de très nombreux cadres aux réseaux et maquis de tous les pays d'Europe. Les conditions de vie y sont extrêmement difficiles, tant par le froid et la faim que par le traitement répressif et violent infligé par les gardes français. A partir de l'été 1942, Le Vernet se transforme en antichambre des camps de la mort avec les arrivées massives de Juifs rafles dans la région sur ordre du gouvernement et livrés aux Allemands. **40 000 personnes environ sont passées par le Camp du Vernet d'Ariège.**

Toulouse, terre d'accueil et ville refuge

L'installation des régimes fascistes en Europe, la montée de la violence et de la haine contre les opposants et les minorités dans l'Italie de Mussolini, l'Allemagne d'Hitler et l'Espagne de Franco ont poussé sur les routes de l'exil beaucoup d'habitants de ces pays. Ces hommes et ces femmes, de tous milieux, de toutes conditions, trouvent asile dans la région. Ils viennent chez nous, conscients du danger qui menace l'Europe entière, parce que l'expérience de ces régimes de haine est le sombre bagage qu'ils traînent avec eux.



Collection Gemmaire Charrel.

Une terre d'accueil

Toulouse avait accueilli dès 1922 des Italiens antifascistes et après 1933 des Juifs et des communistes d'Allemagne et d'Europe centrale fuyant les persécutions nazies. Nombre d'entre eux, traqués par la police ou non, se trouvèrent à l'origine des mouvements de Résistance, précoces et actifs. La défaite de l'Espagne républicaine avait provoqué l'arrivée au début du printemps 1939 d'au moins 7 000 réfugiés, dont l'intégration fut facilitée par la proximité culturelle et par la solidarité de nombreux militants de gauche. Pour eux, la guerre contre l'Allemagne était la suite logique du conflit espagnol et nombre d'entre eux s'engagèrent dans le combat. La débâcle de mai-juin 1940 apporte de nouveau un flot de réfugiés.

Une ville refuge

Mai 1940 : arrivée massive des réfugiés belges

Dès le mois de mai 1940, à la suite de l'offensive allemande sur la Belgique, Toulouse est brusquement assaillie par l'arrivée de réfugiés belges. Les convois de trains se succèdent à un rythme hallucinant. Le hall de la Gare Matabiau est plein jour et nuit. La foule de réfugiés ne sait pas où aller, c'est le désordre le plus complet. Les hôtels sont pris d'assaut, ainsi que tous les appartements encore disponibles. Toulouse est rapidement surpeuplée et les autorités littéralement dépassées. Le Consul de Belgique, Courtois, installe dans sa banque régionale un service d'accueil d'urgence et propose aux réfugiés de leur procurer un emploi. Une partie des réfugiés part en direction de Montpellier tandis qu'une autre s'installe à Toulouse et en Haute-Garonne. 40 000 Belges ont ainsi choisi de rester dans le département.



Collection Gemmaire Charrel.

Ici des réfugiés belges place St-Etienne.

L'Exode

Quelques semaines plus tard, les premiers convois de réfugiés français arrivent à Toulouse. En quelques jours, ce sont six à huit millions d'habitants de la moitié nord de la France qui fuient l'avancée de l'armée allemande en direction du sud de la Loire, par les voies ferrées ou par la route. Si l'afflux des réfugiés belges avait finalement pu être plus ou moins bien géré, celui des Français se fait dans le chaos le plus total. Le contexte et les conditions d'arrivée des réfugiés sont différents...

Les réfugiés français arrivent à Toulouse traumatisés par les mitraillages de l'aviation allemande. Un désordre indescriptible règne dans Toulouse, surpeuplée (la population a pratiquement triplé). Le centre-ville reste bloqué pendant plus d'un mois par les véhicules des réfugiés immobilisés pare-choc contre pare-choc. Ecoles, lycées, cinémas, stades, théâtres, squares se transforment en dortoirs.

Il faut plusieurs semaines pour que les autorités parviennent à surmonter cette épreuve. Les Toulousains font preuve d'une grande solidarité.



Gare Matabiau, mai 1940.

Collection Germaine Charnel



Toulouse organise l'aide aux réfugiés.

Collection Germaine Charnel



Plaque située
Boulevard de Strasbourg.

Toulouse reste surpeuplée pendant toute la période de l'Occupation. Ce qui complique considérablement les problèmes de rationnement. Néanmoins, la ville devient rapidement un lieu d'accueil et de transit avant l'évasion par l'Espagne.



Banque Courtois, juin 1940.

Collection Germaine Charnel

De la défaite à l'occupation allemande

La "drôle de guerre"

Pendant neuf mois, de septembre 1939 à mai 1940, il n'y pas de combats. Les soldats français sont en attente, dans une position défensive, derrière la ligne Maginot. Les Allemands déclenchent une offensive fulgurante (Blitzkrieg, la Guerre éclair) le 10 mai 1940. Leur avancée est foudroyante grâce à leur puissance de feu et leur expérience de la guerre moderne (l'aviation allemande s'est entraînée pendant la Guerre d'Espagne). L'armée française est anéantie en 6 semaines. C'est un désastre : une centaine de milliers de soldats ont été tués, 1,5 million d'hommes sont faits prisonniers et 200 000 ont été blessés.



Les Français de nouveau mobilisés 20 ans après la "drôle de guerre".

L'exode

L'avancée allemande jette des millions de personnes sur les routes. La panique est totale. Le gouvernement français quitte Paris où les nazis arrivent le 14 juin 1940. Désespérés, abasourdis par une telle défaite, les Français font confiance au Maréchal Pétain, chef du gouvernement depuis quelques jours, qui prend la parole le 17 juin 1940 pour appeler à cesser le combat.

Collection Germaine Choumel.



Toulouse, 1943. Image de la pénurie et des restrictions.

L'Armistice

L'armistice est signé le 22 juin 1940. La France est coupée en deux et occupée au nord par l'armée allemande. La partie sud est appelée "zone libre", en réalité zone non-occupée. Les Allemands obligent la France à lui livrer une très grande partie de sa production et des hommes pour travailler dans les usines et les fermes allemandes... La pénurie s'installe dans notre pays.

Le régime de Vichy

Le 10 juillet 1940, au théâtre du casino de Vichy, les parlementaires français, par 569 voix contre 80, votent les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain. La République française n'existe plus. Le Maréchal Pétain entend débarrasser la France de tous ceux qu'il juge responsables de la défaite : étrangers, communistes, hommes politiques de la III^{ème} République, francs-maçons, Juifs... Le 24 octobre 1940, Pétain rencontre Hitler à Montoire et engage la France dans la voie de la collaboration politique, économique et militaire.

Le travail en Allemagne : la relève

L'Allemagne nazie, "le grand Reich" manque de bras pour son industrie. Les Français sont réquisitionnés. En 1942, Vichy invente "la Relève" : en échange de 3 travailleurs français, l'Allemagne libère un prisonnier. Mesure vite jugée insuffisante par les nazis. Le **STO**, service du travail obligatoire, est instauré en février 1943. Tous les Français âgés de 20 à 23 ans sont obligés, sous peine d'arrestation, de partir travailler dans les usines et les fermes allemandes. Mesure impopulaire, elle incite les jeunes hommes à se cacher et rejoindre les maquis.

Vichy : l'état répressif

C'est le règne de la censure et de la pensée unique. Les jeunes, qu'il faut "éduquer", sont envoyés dans des "chantiers de jeunesse" ; les étrangers sont pourchassés, internés, contrôlés ; les partis politiques comme les associations sont dissous...

Un service d'ordre légionnaire est créé en 1942, prémisses à la mise en place de la Milice en 1943. Des groupes paramilitaires constitués de francs-gardes armés sont chargés de lutter contre les ennemis du régime de Vichy.

A l'image du gouvernement de Vichy, des Français empruntent la voie de la collaboration. Certains, attirés par l'appât du gain ou par idéologie, s'engagent aux côtés des nazis et endossent l'uniforme allemand.



Toulouse, gare Matabiau. Départ pour la Relève.

Collection Gemme Charrel.



Toulouse, stade des Sept-Deniers, 1942.

Collection Gemme Charrel.



Toulouse, rue de Metz. Défilé des francs-gardes de la Milice.

Collection Gemme Charrel.

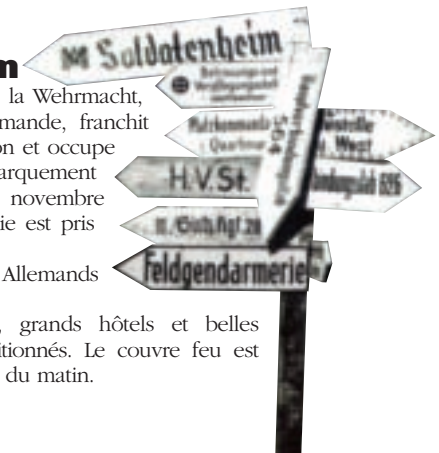


L'Occupation

Le 11 novembre 1942, la Wehrmacht, l'armée régulière allemande, franchit la ligne de démarcation et occupe la zone sud. Le débarquement anglo-américain du 8 novembre au Maroc et en Algérie est pris comme prétexte.

En quelques jours, les Allemands sont installés.

Immeubles, casernes, grands hôtels et belles demeures sont réquisitionnés. Le couvre feu est instauré de 20 h à 6 h du matin.



La Résistance s'organise



Un peu partout en France, des femmes et des hommes se révoltent contre la défaite, l'Armistice et l'occupation allemande.

Vichy et les nazis les appellent "terroristes". Isolés, ils cherchent tout d'abord à rassembler d'autres personnes, de tous horizons, prêtes à franchir le pas vers le combat de l'ombre. Les premières actions de la Résistance sont tournées vers l'information. Vient ensuite le temps de l'organisation. La Résistance se structure en mouvements (Libération, Combat, Franc Tireur, Libérer et Fédérer) et en réseaux d'actions, de renseignement ou d'évasion.



Stèle en mémoire du Général De Gaulle, square du Capitole.

La France Libre

Quand le Général de Gaulle arrive à Londres le 17 juin 1940, il est seul ou presque. Il ne dispose d'aucune force mais il se sent investi d'une mission suprême : conduire la France Libre, celle qui ne capitule pas. Peu à peu, les territoires d'outre-mer se rallient, les volontaires arrivent et une armée se reconstitue. Les mois passants, de plus en plus de Français écoutent chaque soir l'émission française de la B.B.C., "les Français parlent aux Français".

L'unification de la Résistance

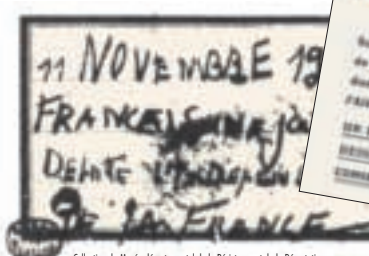
En France, territoire occupé, l'unité des combattants fait encore défaut. De Gaulle charge Jean Moulin, préfet révoqué par Vichy, de la réaliser. Celui-ci, parachuté le 1^{er} janvier 1942, travaille dans l'ombre au rassemblement des forces éparses de la Résistance intérieure. C'est sous l'autorité de Jean Moulin que dans la région François Verdier rassemble les groupes, mouvements et réseaux de résistants au sein des Mouvements Unis de la Résistance en 1943. L'action de Jean Moulin aboutit à la création du Conseil National de la Résistance (CNR) le 27 mai 1943 à Paris. Moins d'un mois plus tard, Jean Moulin est arrêté sur dénonciation à Caluire (Rhône) au cours d'une réunion clandestine. Torturé par la Gestapo, il meurt sans avoir parlé dans son convoi de déportation.



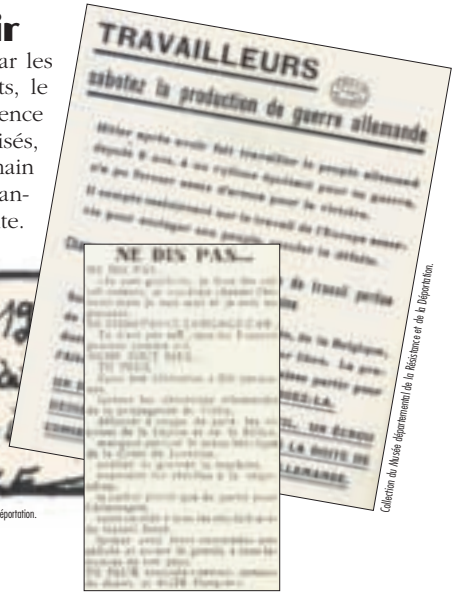
Buste de Jean Moulin placé à la sortie du Monument de la Résistance au Jardin des Plantes.

Informer et faire réagir

L'information est tronquée, contrôlée par les Allemands. Pour les premiers opposants, le but est d'abord de faire prendre conscience de la réalité. Tous les moyens sont utilisés, des petits tracts patriotiques écrits à la main aux tracts et journaux qui circulaient clandestinement, appels à la lutte et la révolte.



Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.



Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.



Collection Germaine Cornuud.

5 novembre 1940 L'une des premières actions spectaculaires

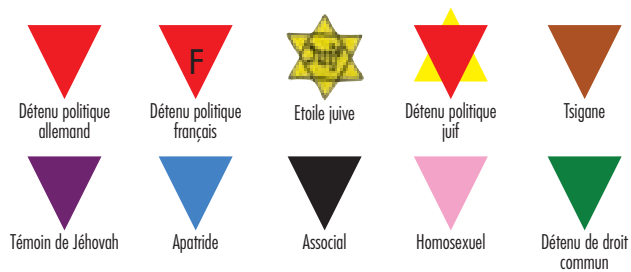
Le 5 novembre 1940, le maréchal Pétain fait sa première visite officielle en zone "libre" depuis l'Armistice. Toulouse lui réserve un accueil chaleureux. La foule est venue en masse acclamer le "sauveur de la patrie". Toutes les personnalités politiques et religieuses de la ville sont présentes. Un petit groupe des Jeunesses communistes, dont Angèle Del Rio et Yves Bettini, 18 ans, décide de faire un coup d'éclat pour protester. Inventifs et téméraires, ils élaborent un plan très ingénieux. Ils mettent au point trois machines à projeter des tracts, avec un système à retardement. Sortes de tapettes géantes au système inversé, ces machines étaient déclenchées par le poids de l'eau qui tombait goutte à goutte d'un récipient percé. Ce stratagème laissait ainsi le temps aux jeunes de disparaître dans les rues.



Collection Germaine Cornuud.

2^{ème} partie

La Déportation



Dans le processus de déshumanisation, les déportés n'ont plus de noms mais des numéros tatoués sur leur bras et portent sur leur pyjama rayé le symbole de leur condition dans le système concentrationnaire nazi.

La déportation raciale



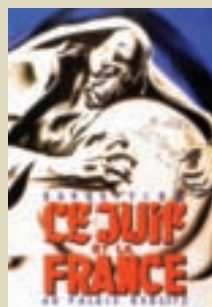
L'extermination des minorités avait commencé avant la guerre par les handicapés, elle se poursuit avec celle des Juifs, des Tsiganes et des homosexuels. L'assassinat de 6 millions de personnes est effroyablement organisé à l'échelle industrielle par les nazis. En France, le gouvernement de Vichy a participé à cette entreprise de mort. 76 000 personnes, dont 11 000 enfants, furent déportées de France parce que juives, en majorité vers Auschwitz-Birkenau via le camp de Drancy. Ces personnes furent, pour la grande majorité, immédiatement exterminées dans les chambres à gaz.

Mémorial de la Shoah, au Grand Rond.

Inauguré en novembre 2008, les six portes du Mémorial représentent les six millions de personnes assassinées dans les camps parce que juives. Ce portique est conçu pour inviter à "une déambulation au travers de l'absence".

Instauration d'un antisémitisme officiel en France

Le régime de Vichy encourage avec ferveur des pratiques qui existaient depuis le Moyen Âge et les boucs émissaires sont tout trouvés. La législation instaure un antisémitisme officiel appliqué à la lettre par la bureaucratie française. Les Juifs, désignés comme responsables de la guerre et de la défaite, sont désormais fichés. Les premières mesures antisémites promulguées par l'Etat français se font sans aucune pression allemande. La loi française les déclare catégorie inférieure et leur interdit certaines professions (statuts des Juifs d'octobre 1940 et de juin 1941). Dès octobre 1940, les Juifs étrangers, dits apatrides, sont internés. Un millier de Juifs environ sont enfermés dans les camps autour de Toulouse. En 1941, la confiscation des biens juifs se développe en zone nord puis Vichy l'étend à la zone sud. Les Juifs sont spoliés de tous leurs biens.



En juin 1942, en zone occupée, l'étoile jaune est imposée aux Juifs de plus de 6 ans. En zone sud, la mention "JUIF" doit figurer sur la carte d'identité et la carte d'alimentation à partir de décembre 1942.



Collection du Musée Départemental de la Résistance et de la Déportation.

L'été 1942

En mai 1942, les Allemands sollicitent les Français pour déporter les Juifs étrangers de zone nord. Bousquet, chef de la police française, propose d'adjoindre ceux de zone sud et Laval, chef du gouvernement, suggère aux nazis d'ajouter aux convois les enfants de moins de seize ans. Dès l'été 1942, les premiers convois de déportation sont organisés en zone sud.



Femmes et enfants déportés à Auschwitz, 1943.

Les rafles

Le 26 août 1942, les Juifs étrangers sont raflés dans toute la zone sud. Ils sont traqués, arrêtés, leurs biens pillés, et enfermés dans les camps autour de Toulouse. Ceux qui échappent aux rafles cherchent à se cacher et vivent deux années dans la terreur. A Toulouse, les Juifs s'organisent rapidement. Un grand nombre d'entre eux parviennent à échapper à la mort tandis que d'autres combattent dans les rangs de la Résistance de manière très efficace.

Les convois de la déportation

Le 9 août 1942, le premier convoi part de Toulouse. 330 personnes rejoignent à pied, depuis le Récébédou, la gare de Portet-Saint-Simon. C'est une colonne de vieillards et de gens malades. Sur le quai, plusieurs personnes tentent de se suicider, l'affolement gagne la gare malgré la très forte présence policière. Les prisonniers sont montés brutalement dans des wagons à bestiaux. Le 9 août, le convoi arrive à Drancy et le 12 à Auschwitz. 5 convois vers l'enfer se succèdent ainsi du 8 août au 25 septembre. A partir de 1943, les Allemands prennent en main la déportation des Juifs. Ils organisent des convois réguliers de juillet 1943 à août 1944 et y incorporent même des personnes jugées jusque-là intransportables. 33 convois sont partis de Toulouse entre août 1942 et août 1944. Entassés dans les wagons à bestiaux, deux milliers de personnes ont été envoyées dans les camps de la mort.



Collection Gemmaire Chamaud.

Le silence des rues : la déportation des Tsiganes

La répression fut identique contre les Tsiganes. Les mêmes mesures leur étaient réservées : fichage, arrestation, internement, déportation et extermination. En France, plus du quart de la population tzigane, évaluée à 40 000 personnes en 1939, ne revint jamais des camps de la mort.

La déportation des homosexuels

Les nazis accusaient les homosexuels de mettre en danger la pureté de la "race germanique". Ils furent donc traqués et déportés dans tout le III^{ème} Reich, territoires annexés compris. Ainsi, les homosexuels masculins des départements annexés du Nord-est de la France furent eux aussi arrêtés et déportés au camp de Natzweiler-Struthof en Alsace.

Marqués d'un triangle rose, ils sont méprisés par les autres prisonniers et sont les premiers à subir les sévices des Kapos.

Toulouse a été la première ville de France à attribuer à une rue le nom d'un déporté pour homosexualité. Pierre Seel (1923-2005) est l'un des rares témoins de cette déportation. .



Alfred Nakache, dit “Artem”

1915-1983



Sportif au palmarès impressionnant de champion de France, d'Europe et du monde, Alfred Nakache dit “Artem”, le poisson, est l'un des nageurs les plus titrés de l'histoire (15 titres de champion de France, 9 records de France, 3 records d'Europe et un record du monde). Sa personnalité hors du commun, sa détermination et sa joie de vivre lui ont permis de survivre à l'enfer d'Auschwitz.

Débuts prometteurs en Afrique du Nord

A peine âgé de 16 ans, Alfred Nakache était champion d'Afrique du Nord. Né en 1915 à Constantinople dans une famille juive traditionaliste de 11 enfants, Nakache rejoint la métropole et intègre un club parisien. Meilleur nageur de France en nage libre avec son club, il est sélectionné en 1936 pour les Jeux Olympiques de Berlin.

Les années noires

En 1940, il s'installe à Toulouse après avoir été expulsé de son poste de professeur au lycée Jeanson de Sailly de Paris en raison de ses origines juives. Démobilisé, il rejoint le club des dauphins du TOEC avec Alban Minville comme entraîneur. Champion de France et d'Europe, il parvient à poursuivre les compétitions sous Vichy. En 1941, il bat le record du monde du 200 m brasse papillon à Marseille et, en 1942, remporte 6 épreuves sur 8 au Championnat de France à Lyon.



Collection Germaine Charrel



La haine et l'antisémitisme

Mais en 1943, lors de la tournée de Borotra, Nakache est victime d'une campagne antisémite à Alger et Oran. Les nageurs sont solidaires de Nakache, interdit de bassin, et refusent de nager sans lui. Ses camarades du TOEC observèrent la même solidarité à chaque fois que Nakache fut victime d'antisémitisme.

L'abîme

Fin 1943, il est dénoncé par un de ses camarades passé au service de la Gestapo.

Il est arrêté le 20 novembre 1943, avec sa femme Paule et sa fille Annie, âgée de 2 ans (elle avait tout d'abord échappé à l'arrestation puis finalement elle fut ramenée à ses parents à la prison St-Michel). Début 1944, ils sont jetés dans les wagons à bestiaux en direction de Drancy puis pour le camp d'Auschwitz en Pologne. Ils sont séparés dès l'arrivée.

Alfred y survit jusqu'au 20 janvier 1945, date à laquelle, face à l'avancée des troupes alliées, les nazis suppriment les chambres à gaz. Il est évacué vers Buchenwald.

Le camp est libéré le 11 avril 1945.

C'est seul, qu'il rentre à Toulouse, très affecté moralement et physiquement (il ne pèse plus qu'une quarantaine de kilos). Il passe les premiers temps de sa libération à rechercher sa femme et sa fille, en vain.

Entouré par sa famille, ses amis et ses camarades comme Alex Jany et sa famille, il reprend vie.

Le retour à la vie

En 1946, il redevient le champion qu'il était avant Auschwitz et bat, avec Alex Jany et Georges Vallerey le record du monde du 3 fois 100 m nage libre. Il redevient champion de France du 200 m brasse papillon à Paris.

En 1948, Alfred Nakache est sélectionné pour les Jeux Olympiques de Londres. Ces jeux marquent la fin de sa carrière.

Enseignant d'éducation physique à la faculté de droit de Toulouse, il prend sa retraite en 1976. Il meurt à 68 ans, en août 1983, d'une crise cardiaque en exerçant sa traversée quotidienne de la baie de Cerbère.



Alfred Nakache est l'un des plus grands nageurs français de tous les temps. De nombreuses piscines portent aujourd'hui son nom, comme celle du Parc des Sports à Toulouse.



Jules Géraud Saliège

1870-1956

“Les Juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes. Les étrangers sont des hommes, les étrangères sont des femmes. Tout n’est pas permis contre ces hommes, contre ces femmes”.

Face à l’innommable, un acte courageux : la lettre de l’archevêque de Toulouse en août 1942 est l’un des très rares actes de protestation contre la déportation et les conditions inhumaines infligées aux civils de confession juive. La lettre fut reproduite par la Résistance et eut un retentissement bien au-delà de la région toulousaine.



Buste du Cardinal Saliège à la cathédrale St-Etienne.

LIBÉRATION
publie le texte de la lettre pastorale adressée aux fidèles de son diocèse par S. E. Monseigneur SALIÈGE, Archevêque de Toulouse.

« Mes très chers Frères, il y a une morale chrétienne, il y a une morale humaine qui impose des devoirs et reconnaît des droits. Ces devoirs et ces droits tiennent de la nature humaine. Ils viennent de Dieu. On ne peut les violer. Il n'est au pouvoir d'aucun mortel de les supprimer. Que des enfants, que des femmes, des pères et des mères soient traités comme un vil troupeau, que des membres d'une même famille soient séparés les uns des autres et embarqués pour une destination inconnue, il était réservé à notre temps de voir ce triste spectacle. Pourquoi le droit d'asile de nos églises n'existe-t-il plus ? Pourquoi sommes nous des vaincus ? Seigneur ayez pitié de nous. Notre Dame priez pour la France. Dans notre diocèse des scènes d'épouvante ont lieu dans les camps de Noé et de Récéhdou. Les juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes. Les étrangers sont des hommes, les étrangères sont des femmes. Tout n'est pas permis, contre eux, contre ces hommes et contre ces femmes, contre ces pères et mères de famille. Ils font partie du genre humain. Ils sont nos frères comme tant d'autres. Un Chrétien ne peut l'oublier. France, patrie bien aimée, France qui porte dans la conscience de tous tes enfants la tradition du respect de la personne humaine, France chevaleresque et généreuse, je ne doute pas, tu n'est pas responsable de ces horreurs. Recevez mes Frères l'assurance de mon affectueux dévouement. » Jules Géraud SALIÈGE, Archevêque de Toulouse.

Vichy a interdit la lecture en chaire de ce texte. La majorité des curés du diocèse de Toulouse a lu, en même temps que la lettre pastorale, le texte de l'interdiction de Vichy.

LIBÉRATION.

Le Journal “Libération” publie le texte de la lettre pastorale adressée aux fidèles de son diocèse par S.E. Monseigneur Saliège.

La lettre pastorale

Au mois d'août 1942, les premiers convois de détenus internés dans les camps de Noé et du Récébédou partent pour l'Allemagne.

L'Archevêque est informé du spectacle lamentable et déchirant des familles séparées, bousculées, entassées dans des wagons à bestiaux par des gendarmes français sur le quai de la gare de Portet-sur-Garonne.

Monseigneur Saliège s'insurge et réagit. Il rédige une lettre pastorale dont il ordonne la lecture par tous les prêtres du diocèse à la messe du dimanche 23 août 1942.

Le gouvernement de Vichy, par l'intermédiaire du préfet, tente de dissuader les curés de lire cette lettre. Mais Monseigneur Saliège refuse d'obéir et ordonne de nouveau la lecture de sa lettre pastorale aux curés qui ne l'avaient pas lue à la messe précédente. Le retentissement de cette déclaration est considérable, la radio de Londres la fait même diffuser sur les ondes.

L'attitude courageuse de l'archevêque de Toulouse comme celle de Monseigneur Théas, évêque de Montauban, apparaissent comme des manifestations exceptionnelles de l'esprit de Résistance au sein même de la hiérarchie catholique.

L'ARCHEVÊQUE DE TOULOUSE



Prêtre depuis l'âge de 25 ans, Jules Gérard Saliège s'engage en 1914.

Il rejoint le front comme aumônier militaire pour soutenir les soldats au fond de leurs tranchées. Il est nommé archevêque de Toulouse en 1928.

Après la défaite de 1940, Monseigneur Saliège écoute avec attention le vieux maréchal et comme la grande majorité des Français, il se laisse guider.

Mais il semble rapidement indigné par la législation répressive et totalitaire à l'égard des Juifs.

Les paroles et les actes

Cette prise de conscience conforte Monseigneur Saliège dans son choix d'aider les Juifs, adultes et enfants, contre les persécutions du gouvernement de Vichy. Confection de faux papiers, mise à l'abri dans la région toulousaine, Monseigneur Saliège ne se limite pas au message pastoral. Il organise activement l'aide aux familles juives. Le 9 juin 1944, la police allemande vient l'arrêter à son domicile pour le déporter (convoi des "déportés d'honneur") mais compte tenu de son âge et de son état de santé, la Gestapo y renonce. Après la guerre, Jules Saliège fut élevé au rang de Compagnon de la Libération et figure parmi les "Juste des Nations".



Collection Germaine Chauriol

L'archevêque Saliège à la Libération. Il fut nommé Cardinal en 1946.

Markus Heineken, dit “Marcel Hennequin”

Résistant allemand, il aide l’archevêque Saliège à cacher des Juifs et leur fabriquer de faux papiers. Dénoncé, il est tué dans son lit, à l’aumônerie de l’Archevêché.

D’origine allemande, Marcel Hennequin, en réalité Markus Heineken, est le premier à occuper l’aumônerie de l’Archevêché, située Allée des Demoiselles. En compagnie d’un résistant espagnol, il y fabriquait de faux papiers imprimés chez les Frères Lion. Il s’agissait de faux certificats de baptême pour les familles juives protégées par Monseigneur Saliège. Ses activités éveillèrent les soupçons dans le quartier et la Gestapo fut mise au courant. Elle décide de perquisitionner l’aumônerie et enfonce la porte le 10 mars 1944. Surpris dans son lit, Markus tente d’attraper ses lunettes soigneusement rangées sous l’oreiller, pour voir ce qui se passe. Mais le soldat allemand présent interprète ce geste comme dangereux et tire sur Markus qui est tué sur le coup.



Aumônerie de l’Archevêché Allée des Demoiselles.



Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

*Pour les juifs traqués,
il était indispensable
de trouver de nouveaux
papiers sans le tampon “JUIF”
figurant à l’encre rouge.*

Juste des Nations

Le titre de "Juste parmi les Nations", distinction la plus haute de l'Etat d'Israël à titre civil, est décernée par le Mémorial Yad Vashem à Jérusalem. Le titre est destiné aux personnes non-juives qui, pendant la Seconde Guerre mondiale et la Shoah, ont aidé des Juifs en danger, au péril de leur propre vie, dans un total désintéressement.

Le titre de Juste des Nations est décerné sur la foi de témoignages des personnes sauvées ou de témoins oculaires et documents fiables. L'instruction du dossier peut prendre beaucoup de temps et s'avérer parfois impossible faute de preuves de ces actes courageux.

Chaque année, des personnes reçoivent ce titre lors d'une cérémonie organisée par le comité français de Yad Vashem.

Créé en 1953, le Mémorial de Yad Vashem est situé sur la colline du Souvenir à Jérusalem. Il a pour but de perpétuer la mémoire des six millions de Juifs assassinés par les nazis et leurs complices, ainsi que celle des actes d'héroïsme.



**“Quiconque
sauve une vie,
sauve l'humanité
toute entière”**



*Stèle recensant l'ensemble des Justes des Nations des 8 départements de la région Midi-Pyrénées inaugurée en février 2003 au Jardin des Plantes.
En 1969, Monseigneur Saliege fut le premier à être honoré de ce titre en Haute-Garonne.*

La déportation de répression

Mauthausen, Auschwitz, Buchenwald, Ravensbrück...

La déportation “par mesure de répression” concerne en France 88 000 personnes arrêtées en raison d’activités ou d’opinions jugées dangereuses par les nazis et leurs collaborateurs. Parmi ces déportés, 45 000 le furent pour faits de Résistance. 1 500 furent exterminés dans les chambres à gaz.



Le triangle rouge des déportés politiques, marqué d’un F pour les Français.

La déportation de répression devient un phénomène de masse à partir de janvier 1943. Résistants, opposants politiques (socialistes, communistes, gaullistes...), membres des Brigades Internationales, droits communs, personnes raflées composent de grands convois d’un à deux milliers de déportés. Ils transitent par le camp de Compiègne pour la grande majorité ou par le fort de Romainville (en particulier pour les femmes). Ces convois prennent la direction des camps de Buchenwald, Neuengamme, Dachau, Sachsenhausen, Ravensbrück (camp principalement réservé aux femmes), Natzweiler ou Auschwitz. Un peu plus de la moitié a survécu à la déshumanisation, la faim, les maladies (surtout le typhus), les coups, les mauvais traitements des nazis et le travail forcé. Les déportés constituaient une main d’œuvre primordiale à l’industrie de guerre nazie.

A Toulouse, l’hiver 1943-1944 est marqué par une intensification de la répression policière française et allemande contre la Résistance. Ses membres sont dénoncés et déportés vers les camps de la mort lente.

FNDIR

Fédération Nationale des Déportés et Internés de la Résistance



Sylvain Dauriac

1894-1969



Militaire à la retraite, Sylvain Dauriac entre en résistance dès 1940 aux côtés de Jean Chaubet. Responsable du réseau d’évasion Brutus pour Toulouse, il met son domicile à la disposition du groupe de Raymond Naves. Dénoncé, Sylvain Dauriac est arrêté par la Gestapo le 24 février 1944. Il est déporté en mai 1944 à Auschwitz puis au camp de Buchenwald. Il y retrouve d’anciens camarades et intègre avec eux l’organisation clandestine du camp. En mai 1945, le camp est enfin libéré par l’armée américaine. De retour à Toulouse, il participe à la création de la Fédération Nationale des Déportés et Internés de la Résistance (FNDIR)



Maurice Fonvieille

1896-1945



Instituteur, conseiller municipal de Toulouse, Maurice Fonvieille combat au sein du Mouvement Libérer et Fédérer. En charge de la propagande (tracts, journaux clandestins), il participe également à l'organisation des groupes francs puis devient responsable régional des maquis du mouvement.

Le 4 février 1944, il se rend à l'imprimerie des frères Lion pour y récupérer du matériel. Il tombe, en même temps que d'autres résistants, dans la souricière tendue par la police allemande. Il est déporté en mars 1944 via Compiègne au camp de Gisen en Allemagne. Il meurt après plus d'un an de souffrances, à 49 ans, en mai 1945.



Adolphe Coll

1912-1945

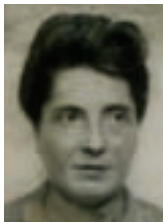


Homme d'engagement, Adolphe Coll entre dans le combat de la Résistance aux côtés de Silvio Trentin. Il fait partie des premiers membres du Mouvement Libérer et Fédérer à Toulouse. Adolphe Coll est arrêté le 4 février 1944 en même temps que les employés de l'imprimerie Lion. Enfermé à la prison St-Michel, il est déporté avec ses camarades au camp de Maulbausen où il meurt le 15 février 1945.



Yvonne-Lucienne Curvale

1903-1962



Elle s'engage dans la Résistance dès 1940 aux côtés de son mari, l'architecte Albert Curvale puis intègre le Mouvement Libération Sud en octobre 1941. Responsable du "service social" du mouvement, elle devient agent de renseignement et participe au noyautage des administrations publiques (NAP). Elle rejoint ensuite le réseau d'évasion Gallia où, en plus de la diffusion de la presse clandestine, du renseignement et des liaisons, elle s'occupe des évadés. Tout bascule dans la nuit du 13 au 14 décembre 1943, au cours de ce que la police allemande appela "l'opération de minuit". La Gestapo était venue arrêter son mari et ne trouve que sa femme et ses trois enfants. Yvonne, qui ne dit rien, malgré les coups, est arrêtée. Elle est internée à la prison Saint Michel puis déportée en janvier 1944 au camp de Ravensbrück. Elle est libérée du camp de travail où elle avait été envoyée le 10 avril 1945 par les troupes américaines.



Présidente de l'ADIR* après le décès de Madame Verdier, veuve de François Verdier, Yvonne Curvale n'a eu de cesse de se battre pour que la République accorde aux déportées de la Résistance un véritable statut, au même titre que les anciens combattants. En France, ce sont environ 9 000 femmes qui ont été déportées "par mesure de répression".

*ADIR : Association des Déportées et Internées de la Résistance.

3^{ème} partie
La Résistance toulousaine



Marcel Langer

1903-1943



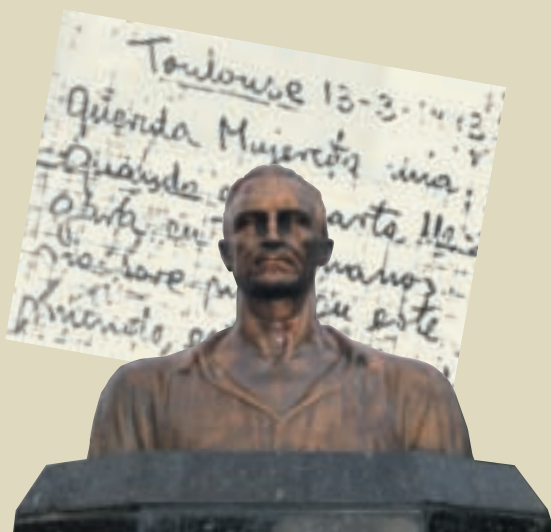
Militant ouvrier, polonais (d'où son prénom Mendel "francisé" Marcel), plusieurs fois exilé, il a organisé les premières actions militaires contre l'occupant nazi à Toulouse. Arrêté pour transport d'explosifs, il est condamné à mort par la justice française. Résistant étranger, il crie "Vive la France" avant d'être guillotiné à la Prison Saint Michel. En souvenir de son courage, une station de métro porte aujourd'hui son nom.

Marcel Langer est jugé par la section spéciale de la Cour d'Appel de Toulouse. Le réquisitoire du procureur est sans appel. Cet homme est condamné à mort, pour l'exemple, pour avoir transporté des armes. Pour le procureur, Marcel Langer avait surtout le tort d'être étranger, juif, communiste et résistant.

Le procureur fut exécuté quelques mois plus tard par les membres de la 35^{ème} brigade.



Lettre à sa femme Rosita, rencontrée pendant la guerre d'Espagne. Ils eurent une fille que Marcel Langer n'a jamais connue. Retrouvées en 1984 par l'amicale de la 35^{ème} brigade, elles ont pu venir pour la première fois sur sa tombe au cimetière de Terre-Cabade (photo ci-contre).



Une personnalité forgée dans l'exil

Né en Pologne, Marcel Langer a connu l'exil dès son enfance. Ses parents ont dû fuir les persécutions antisémites en Pologne. Réfugié en Palestine, Marcel Langer milite très tôt pour la cause ouvrière. Combattant la colonisation britannique en Palestine, il est exilé en 1931. Il se réfugie en France, à Paris, puis à Toulouse en 1933. Ouvrier, il intègre un organisme regroupant les ouvriers étrangers installés en France, appelé MOI (main d'œuvre immigrée).

L'engagement dans la Résistance française

Son expérience de la guérilla lui permet d'organiser un groupe de jeunes femmes et de jeunes hommes de toutes nationalités décidés à lutter activement contre l'occupation allemande. Ce groupe prend le nom de 35^{ème} Brigade FTP-MOI. C'est au cours d'une opération discrète que Langer est arrêté. Le 5 février 1943, il attend sur le quai de **la gare St-Agne** l'arrivée du train des Pyrénées. Une personne, agent de liaison, doit lui remettre discrètement une valise contenant des bâtons d'explosifs. Un gendarme a remarqué cet homme qui attend sur le quai... Il le surveille et l'observe prendre la valise. Il l'interpelle aussitôt, Langer tente de s'enfuir, puis d'expliquer, mais le gendarme ne veut rien entendre et le conduit au commissariat de police.

Le jugement de l'Etat français

Marcel Langer y est interrogé, frappé et torturé par la police française mais refuse de révéler la provenance et la destination des 60 bâtons d'explosif trouvés dans sa valise. Conduit à la prison Saint Michel, il est jugé le 11 mars 1943. Sa brigade est parvenue à lui trouver un bon avocat mais qui reste impuissant face au réquisitoire implacable du procureur qui réclame la mort. Malgré les tentatives de recours, Marcel Langer est guillotiné dans la cour intérieure de la prison Saint Michel à l'aube du 23 juillet 1943.

LE COMBAT POUR LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE



Militant et combattant convaincu, il s'engage, au moment de la Guerre d'Espagne, dans les Brigades Internationales. Il se bat pendant deux ans aux côtés des Républicains espagnols, jusqu'au retrait des brigades en novembre 1938. Le retour en France est difficile, Langer laisse en Espagne la jeune femme qu'il vient d'épouser. Embarqué dans le flot des soldats républicains, il est interné au camp de Gurs. Remis en liberté (ou évadé ?), il rejoint Toulouse et la MOI et se fait embaucher comme ouvrier aux Ateliers Mécaniques du Midi.



Tableau du peintre Gleb. Collection du Musée Départemental de la Résistance et de la Déportation.

La 35^{ème} Brigade FTP-MOI Marcel Langer

Polonais, Italiens, Hongrois, Russes, Yougoslaves, Allemands, Français, Juifs, Catholiques... Etudiants, ouvriers, agriculteurs, mineurs...

Les membres de la 35^{ème} brigade, parmi lesquels beaucoup de jeunes devinrent des spécialistes de la guérilla urbaine.



Toulouse, février 1943. Un camion allemand grenadé par la Brigade place du Capitole.

La Guérilla urbaine

La 35^{ème} Brigade FTP-MOI Marcel Langer était composée de membres de la MOI (main d'œuvre immigrée) et de FTP (francs-tireurs et partisans). Sabotages de centrales téléphoniques, destructions de pylônes et de matériels utiles aux Allemands, attaques à la grenade de véhicules de la Wehrmacht, destruction à la bombe d'immeubles et locaux occupés par les Allemands, exécutions de miliciens... Toutes ces actions contribuèrent à créer un climat d'insécurité pour l'armée allemande et leurs collaborateurs trop zélés.

Leur situation d'étranger était déjà en soi une raison d'être arrêté. Toutes leurs actions, qualifiées par Vichy et les Allemands de "terrorisme", de la distribution de tracts au sabotage, leur faisaient courir le même risque : l'arrestation, la déportation ou la mort. S'attaquer ouvertement aux Allemands et aux forces répressives de Vichy engendra de nombreuses pertes au sein de la brigade plusieurs fois décimée... et reconstituée.

MARCEL LANGER, VENGÉ PAR SA BRIGADE



Boris Frenkel

1922-1944



Le soir de la mort de Marcel Langer, Boris Frenkel, étudiant en médecine, exécute un soldat allemand rue Bayard à Toulouse.

Boris Frenkel est arrêté le 25 août 1943 à Toulouse. Il est intercepté alors qu'il vient d'exécuter un avertissement à l'encontre d'un franc-garde de la Milice. Il est jugé par la Cour spéciale de justice de Toulouse en février 1944. Ses juges le condamnent "prudemment" à 20 ans de travaux forcés pour meurtre. Mais livré aux Allemands, il est déporté et meurt au camp de Mauthausen en mars 1945.



Enzo Lorenzi est désigné pour exécuter après avertissement, via Radio

Londres, l'avocat général (procureur) le 10 octobre 1943. C'était un message clair de la Résistance pour la sanction que cet homme avait réclamée avec acharnement contre Marcel Langer. Le message a été entendu par les juristes toulousains qui jugent par la suite avec plus de clémence les "terroristes". Ce qui n'empêche pas la justice française de livrer aux Allemands les prisonniers une fois jugés...

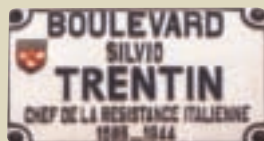
Printemps 1944 : la police démantèle la brigade

En avril 1944, une minutieuse enquête de la police française neutralise la 35^{ème} Brigade. Une grande partie de ses membres est arrêtée et déportée dans le convoi du "Train fantôme". Néanmoins la brigade se reconstitue et parvient à poursuivre le combat jusqu'à la Libération.



Silvio Trentin

1885-1944



Du refus du fascisme à la Résistance

Opposant résolu à Mussolini, Silvio Trentin, député italien, s'exile dès 1926 dans notre région. C'est à Toulouse en 1934, dans l'arrière salle de sa petite librairie de la rue du Languedoc que naîtra un mouvement de Résistance unique en France. Le combat d'une vie : Libérer et Fédérer.



Plaque au 46 rue du Languedoc.

En 1942, le mouvement de Résistance Libérer et Fédérer se crée autour de Silvio Trentin et de l'élaboration d'un journal clandestin. Le journal était publié grâce à un réseau de personnes de bonne volonté pour imprimer, porter, cacher les exemplaires, les diffuser. Le mouvement s'organise solidement, en contact direct avec les Britanniques. Des groupes de résistants peuvent être équipés et armés par des parachutages et, en 1944, des maquis sont créés dans tout le département.



L'exil

Universitaire, Professeur de droit, élu député en 1919 au parlement italien, Silvio Trentin était un défenseur convaincu de la nécessité d'unir les pays européens au sein de ce qu'il appelait les "Etats-Unis d'Europe". Quand Mussolini arrive au pouvoir, il est contraint à l'exil. Comme nombre de ses compatriotes, il trouve refuge dans le Gers où il s'installe dans une ferme avec toute sa famille.



Silvio Trentin et sa famille dans le Gers où ils se sont réfugiés en 1926.



La Librairie de Silvio Trentin au 46 rue du Languedoc.

Contre le fascisme, fédérer les nations d'Europe

Après huit années à la campagne, Silvio Trentin parvient à ouvrir une petite librairie rue du Languedoc. Elle devient rapidement le lieu de débats, de réunions, de rencontres des intellectuels réfugiés à Toulouse. Professeurs, scientifiques, philosophes, écrivains, journalistes et syndicalistes viennent écouter Silvio Trentin, fin analyste des méthodes fascistes et des luttes pour la liberté.

Après la défaite et sous le régime de Vichy,

Silvio Trentin ne baisse pas les bras et ses discours encouragent la poursuite du combat et les actions de résistance. Ses idées d'union dans la lutte contre le fascisme sont construites autour de la fédération des nations dans un idéal commun.

L'engagement jusqu'au bout

Silvio Trentin était un précurseur en matière d'union des pays pour lutter contre toutes les formes de fascisme. Ses idées sont partagées et suscitent la création du mouvement de Résistance unique, Libérer et Fédérer, en juillet 1942. La priorité est d'informer et de montrer qu'un combat existe. La chute de Mussolini décide Silvio Trentin à rentrer en Italie afin d'y poursuivre le combat en septembre 1943. Il organise la Résistance en Italie du Nord contre les Allemands et leurs alliés fascistes. Il est arrêté à Padoue aux côtés de son fils. Ils sont emprisonnés et relâchés faute de preuve mais les conditions de sa détention ont gravement dégradé son état de santé. Silvio Trentin meurt à Trévise le 12 mars 1944, sans avoir vu la libération de son pays ni l'accomplissement de ce qu'il chérissait.



Silvio Trentin pendant la guerre.

Jean Cassou

1897-1986

Ecrivain et poète aux origines béarnaise et andalouse, c'est un intellectuel de la génération d'Aragon, d'Eluard et de Sartre. Engagé dans le combat contre les fascistes dès 1940 à Paris, il est poursuivi par la police et se réfugie à Toulouse. Homme au charisme incontestable, forçant le respect, De Gaulle le choisit pour incarner son autorité dans la région toulousaine après la Libération.



Buste de Jean Cassou au Jardin des Plantes.

De Paris à Toulouse

Conservateur au musée du Luxembourg à Paris, il participe aux opérations d'évacuation des objets d'art du patrimoine national. En septembre 1940, il est démis de ses fonctions par le gouvernement de Vichy. Profondément anti-fasciste, il entre dans le combat clandestin à Paris, mais son réseau, le Groupe du Musée de l'Homme, est démantelé par la Police. Sept résistants sont fusillés.

En avril 1941, Jean Cassou parvient à s'enfuir. Il passe la ligne de démarcation et rejoint Toulouse. Là, il retrouve très vite le chemin du combat contre le fascisme. Il devient un habitué de la librairie de Silvio Trentin et s'engage dans un petit groupe de résistance, le Réseau Bertaux.



Clichés anthropométriques, 1941.
Pierre Bertaux (en haut) - Jean Cassou (en bas)

Enfermé au secret

La police démantèle le réseau Bertaux et, cette fois, Jean Cassou n'y échappe pas. Il est arrêté en décembre 1941 avec ses camarades. Enfermés à la prison militaire de Furgole, ils sont mis au secret en attendant leur jugement. C'est du fond de son cachot que Jean Cassou conçoit sans papier ni crayon ses "33 sonnets composés au secret" publiés début 1944 sous le nom de Jean Noir avec une préface de François La Colère (Aragon). Les membres du réseau sont jugés en juillet 1942 par un tribunal militaire français. Jean Cassou est condamné à un an de prison. Certains de ses camarades dont Francisco Nitti subissent une autre peine en raison de leur nationalité et sont internés au camp du Vernet d'Ariège.

Le combat jusqu'à la Libération

Libéré en juin 1943, Jean Cassou reprend la lutte clandestine au sein des Mouvements Unis de la Résistance. Après la disparition de François Verdier, il est désigné pour lui succéder comme Commissaire de la République pour la région de Toulouse. Il est chargé par le Général de Gaulle de préparer l'après libération : combler de manière organisée le vide laissé par l'administration de Vichy, choisir les nouveaux préfets issus de la Résistance pour le rétablissement de la République.

Mais la présence nazie à Toulouse reste dangereuse jusqu'à la fin.

Blessé grièvement dans la nuit du 19 au 20 août 1944, il est laissé pour mort par les Allemands. Dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions de Commissaire de la République, il est remplacé le jour de la Libération par Pierre Bertaux.



Jean Cassou, 19 août 1945 :
1^{re} cérémonie commémorative de la Libération de Toulouse.

François Verdier, dit "Forain"

1900-1944



A l'image de Jean Moulin au niveau national, François Verdier est celui qui en 1943 parvient à unifier les multiples groupes de Résistance de la région.

Dénoncé, arrêté, torturé par la police allemande, il meurt lâchement assassiné en forêt de Bouconne, sans avoir livré un seul de ses secrets.

Derrière le commerçant affable et bon vivant se cache une puissante personnalité très tôt engagée dans le combat humaniste, à travers la Ligue des Droits de l'Homme et dans le soutien actif aux Républicains espagnols.

C'est sous le pseudonyme de "Forain", en référence au peintre du même nom, qu'il entre dans le combat débutant de la Résistance.

Après la défaite française et l'installation du régime de Vichy, François Verdier se voit confisquer son siège au Tribunal de Commerce en raison de son appartenance à la franc-maçonnerie. En 1940, il entre



dans la Résistance par l'intermédiaire d'un confrère qui partage ses idées, Roger Bataille. Ses premières actions se font au sein d'un petit groupe appelé Vérité, créé pour informer la population comme anesthésiée.

“Forain”, le Chef régional de la Résistance

Après l'invasion de la zone sud par les nazis (novembre 1942), l'heure est à l'organisation pour la Résistance. Au niveau national, Jean Moulin prépare la création des Mouvements Unis de la Résistance (MUR), qu'il faut concrétiser sur le terrain. La tâche n'est pas simple dans la région : les groupes de Résistance sont éparpillés, cachés, leur sécurité exigeant une grande discrétion, composés d'une extrême diversité de personnalités et d'engagements. Il fallait un homme admis et respecté de tous pour conduire vers l'unité des groupes si différents. En juin 1943, “Forain” est nommé Commissaire de la République et chef des MUR en R4. Tout est à faire. Il doit d'abord choisir les personnes de confiance, puis organiser et coordonner dans la plus grande discrétion les informations et les actions, le renseignement et le contact avec les Alliés, le recrutement et la gestion quotidienne des résistants passés dans la clandestinité... Tout en maintenant un semblant de vie normale.

Décembre 1943, “l'Opération de Minuit”

Depuis quelques semaines, la police allemande, la Gestapo, prépare dans le plus grand secret une vaste opération contre la Résistance régionale. Un coup d'éclat dans cette guerre de l'ombre... Verdier est arrêté chez lui dans la nuit du 13 au 14 décembre 1943. Au même moment, dans tout le département, les Allemands surprennent à leur domicile plus d'une centaine de personnes. Cette opération, soigneusement préparée par la Gestapo avait pour nom de code “l'Opération de Minuit”. Enfermé à la prison Saint Michel pendant un mois et demi, il est interrogé avec acharnement, torturé par des officiers nazis déterminés parce qu'ils savent qui est entre leurs mains. Mais Forain ne parle pas. Malgré les pires sévices, malgré les pressions psychologiques -sa femme est arrêtée et déportée- François Verdier ne délivre aucun de ses secrets.



Dessin de François Verdier de la prison St-Michel, où il fut emprisonné pendant plus d'un mois et demi, entre les séances de torture perpétrées au siège de la Gestapo.



Mémorial François Verdier en forêt de Bouconne où une cérémonie a lieu le dimanche 27 janvier ou le dimanche qui suit. En mémoire de son combat et de son courage, une station du métro toulousain a été baptisée François Verdier.

Forêt de Bouconne, 27 janvier 1944

Son statut de chef de la Résistance régionale et l'absence de révélations auraient dû le conduire en Allemagne ou à Paris. C'est étrangement en forêt de Bouconne qu'il est discrètement conduit par la Gestapo.

Le long d'un chemin isolé, ses bourreaux l'exécutent d'une balle dans l'abdomen. Peut-être pour effacer toutes traces de leur barbarie ou au contraire pour accentuer le degré d'horreur, les deux policiers de la Gestapo font exploser la tête du chef de la Résistance avec une grenade. Son corps est découvert le jour même par un garde forestier alerté par le bruit de la détonation. Aucune arrestation ne suivit la mort de “Forain”, ce qui a permis à son organisation de tenir jusqu'à la Libération, sept mois plus tard.

Raymond Naves, dit “Leverrier”

1902-1944



Professeur, il entre dans le combat clandestin aux côtés des ses étudiants avant de prendre la tête de l'organisation militaire de la Résistance dans la région. Chef charismatique du Parti socialiste clandestin, il avait été choisi pour être le maire de Toulouse après la victoire. Malgré le danger, Raymond Naves refuse d'abandonner ses élèves et continue d'enseigner. Arrêté sur le chemin de la Faculté de Lettres par la Gestapo, il meurt à Auschwitz en mai 1944.



Un enseignant humaniste et pacifiste

Raymond Naves était professeur à la Faculté de Lettres de Toulouse, spécialiste du 18^{ème} siècle. Lieutenant de réserve, il est mobilisé en septembre 1939. Malgré ses convictions pacifistes, il part rejoindre le front. La rapidité de la

défaite, l'esprit de capitulation, l'affectent profondément lorsqu'il réintègre son poste à la rentrée 1940. Ses cours sur le Siècle des Lumières lui permettent de parler de liberté et de respect de la personne à une heure où ces notions sont bannies de la société.

Avec l'aide d'Henri Docquier, son secrétaire, Raymond Naves met en place un journal clandestin “le Populaire du Sud-Ouest”. Raymond Naves en donne l'esprit dans l'éditorial. Le journal est clandestinement imprimé chez les frères Lion.



Vive la Liberté !

Refusant le régime de Vichy et la collaboration, il participe en 1941 au groupe Vive la Liberté formé de jeunes étudiants. Ce groupe publie une revue clandestine tirée à 300 exemplaires. Le groupe est démantelé par la police en décembre 1941, ses quatre animateurs sont arrêtés et sévèrement condamnés.

Un grand chef de la Résistance

En 1941, Raymond Naves prend la tête d'une petite organisation politique clandestine avec des socialistes souhaitant rompre avec les parlementaires qui avaient voté pour Pétain en juillet 1940. Des réunions de quelques personnes se tiennent discrètement dans les arrières boutiques du centre de Toulouse. Progressivement, les contacts se font avec d'autres organisations de zone sud et avec les Anglais. Raymond Naves organise dans la région le mouvement France au Combat, intégré par la suite au sein de l'Armée secrète.



Plaque fixée à l'entrée du lycée Raymond Naves, route d'Albi.

Choisi pour être le maire de Toulouse libérée

En 1943, les responsables de la Résistance le choisissent comme futur maire de Toulouse à la Libération. Après l'arrestation de François Verdier, Raymond Naves est convoqué à Paris où il se voit confier l'organisation militaire et la coordination des mouvements de Résistance dans la région. De retour à Toulouse, alors qu'il devrait entrer dans une complète clandestinité pour se protéger, il continue d'enseigner, ne voulant pas abandonner ses étudiants à quelques mois des concours...

Au matin du 24 février 1944, il se dirige à pied vers la Faculté de Lettres... Il est arrêté dans la rue par deux agents de la Gestapo. Conduit à la prison St-Michel, il est transféré à Compiègne.

Raymond Naves fut déporté au camp d'Auschwitz où il meurt le 15 mai 1944.

Jean Phillipe

1905-1944



Jean Phillipe est l'un des très rares hauts fonctionnaires de police en France à avoir eu une attitude aussi courageuse pendant l'Occupation.

Commissaire de Police, Jean Phillipe démissionne en écrivant à sa hiérarchie : "Je refuse... de persécuter des israélites qui, à mon avis, ont droit au bonheur et à la vie, aussi bien que Monsieur Laval lui-même". Chef régional du réseau Alliance, il est capturé par les SS et fusillé le 1^{er} avril 1944 à Fribourg avec 14 membres de son réseau.



"Toulouse, le 13 janvier 1943,
Monsieur le Commissaire central.

J'ai le regret de vous rendre compte de ce que la politique actuellement suivie par notre gouvernement n'étant pas conforme à mon idéal, je ne saurais désormais servir avec fidélité.

Je refuse - et sous mon entière responsabilité - de persécuter des israélites qui, à mon avis, ont droit au bonheur et à la vie, aussi bien que M. Laval lui-même. Je refuse d'arracher, par la force, des ouvriers français à leur famille : j'estime qu'il ne nous appartient pas de déporter nos compatriotes et que tout français qui se rend complice de cette infamie, se nommerait-il Philippe Pétain, agit en traître.

Je connais l'exacte signification des mots que j'emploie.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous informer de ce que, par le même courrier, ma démission est transmise à Monsieur l'Intendant Régional de Police.

Permettez-moi de vous exprimer ma gratitude pour l'extrême bienveillance dont vous fîtes toujours preuve à mon égard et veuillez agréer l'expression de mon respectueux dévouement.

Signé : Phillipe,
Ex-commissaire du 7^{ème} arrondissement"



Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Le Réseau Alliance

Il entre rapidement en relation avec des membres du réseau Alliance. Ce réseau s'est créé en octobre 1940 dans la région de Pau avec des officiers militaires et des policiers déçus par Vichy. Le réseau transmet des renseignements à Londres par des postes émetteurs qui lui ont été envoyés et met en place des filières d'évasion. Marqué par de nombreuses arrestations, le réseau continue néanmoins à prospérer et s'étend désormais à tout le territoire. A partir de juillet 1941, le réseau est dirigé, à l'insu des Anglais, par une femme, Marie-Madeleine Fourcade.

Un commissaire de police au service de la Résistance

Jean Phillippe assure la direction du réseau Alliance dans la région. Muté de Lourdes à Toulouse, il prend la direction du commissariat du 7^{ème} arrondissement. Sa place lui permet d'être au cœur du dispositif vichyste et de pouvoir prévenir à temps de nombreux résistants menacés d'arrestation. En janvier 1943, le commissaire Phillippe refuse d'obéir aux consignes de Vichy concernant l'arrestation systématique des Juifs. Il démissionne plutôt que de livrer aux Allemands la liste de tous les Juifs recensés à Toulouse. Il s'installe alors dans le Tarn-et-Garonne où il continue de coordonner les actions du réseau Alliance. Mais l'imprudence de deux agents de liaison le fait repérer. Il est arrêté le 28 janvier 1943 par la police allemande.

La fin tragique du réseau

Après des interrogatoires violents au siège de la Gestapo de Toulouse, il est envoyé à Paris. D'autres camarades du réseau ont aussi été arrêtés. Envoyé à Fribourg, Jean Phillippe comparait devant un tribunal militaire allemand qui le condamne à mort. Il est fusillé le 1^{er} avril 1944



Colection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Originaire de Lyon, Jean Phillippe est commissaire au Creusot en Bourgogne. Lorsque la guerre éclate, il est envoyé dans l'infanterie coloniale jusqu'à l'armistice de juin 1940. Revenu à la vie civile, il est affecté au commissariat de police de Lourdes et entre de suite en relation avec les premiers groupes de Résistance.

avec 14 autres membres du réseau Alliance. Sa femme fut quant à elle déportée en Allemagne. En septembre 1944, 108 membres d'Alliance sont massacrés par les SS au camp de Struthof.

Marie-Louise Dissard, dite "Françoise"

1881-1957

Résistante de la première heure, militante révoltée et insoumise, Marie-Louise Dissard, fut l'une des rares femmes en France à avoir dirigé un réseau de Résistance. Cerveau d'un des plus importants réseaux d'évasion de la région, elle fit sans arrêt preuve de courage, d'ingéniosité, de sang-froid et d'audace pour faire passer les Pyrénées à des centaines d'aviateurs alliés.



Collection Jean Dieuzeide.



Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.



Avertissement très explicite... Habile et rusée, "Françoise" a su utiliser son aspect physique et sa condition de femme âgée pour tromper allégrement les Allemands.

Femme exceptionnelle d'indépendance, Marie-Louise Dissard a beaucoup contribué à l'émancipation des jeunes filles par l'apprentissage. Un lycée professionnel porte son pseudonyme de résistante, "Françoise", depuis 1957.

Un dévouement complet à la Résistance

Marie-Louise Dissard commence son combat en diffusant des journaux et des tracts gaullistes. Sous le pseudonyme de "Victoire", elle récolte des renseignements pour le réseau Bertaux. Mais, en décembre 1941, le réseau est disloqué par la police. Tous ses membres sont arrêtés et emprisonnés à la prison militaire de Furgole. Marie-Louise Dissard se débrouille alors pour apporter régulièrement des colis de ravitaillement à ses camarades enfermés. Très active et toujours aussi déterminée, elle entre en contact avec le réseau d'évasion Pat O'Leary, à la recherche de lieux d'hébergement dans Toulouse.

En mai 1942, âgée de 61 ans, elle devient l'adjoint du Docteur Guérisse "Pat O'Leary", officier belge, chef du réseau, en relation avec les Britanniques. Sous le pseudonyme de "Françoise" elle installe le PC du réseau chez elle, 12 rue Paul Mériel.

Le Réseau Françoise

A partir de juillet 1942, Marie-Louise Dissard se consacre exclusivement au réseau d'évasion. Elle s'occupe personnellement de la réception, de l'hébergement, du camouflage (elle était une spécialiste du déguisement) et du convoyage des aviateurs alliés pour les remettre à des passeurs.

En mars 1943, "Pat O'Leary" et la majorité des membres du réseau sont arrêtés par les Allemands. "Françoise" a pu échapper au coup de filet nazi. Elle réorganise le réseau, reprend contact avec les Anglais, trouve de nouveaux abris et de nouveaux passeurs. Ses relations lui permettent de trouver des lieux d'hébergement sûrs, des passeurs et des guides de confiance, en tout, une cinquantaine d'agents en Haute-Garonne et en Ariège.

L'efficacité, le courage, la détermination, le dévouement et le sang-froid avec lesquels Marie-Louise Dissard a dirigé son réseau ont permis à environ 700 aviateurs alliés et résistants de franchir les Pyrénées et poursuivre le combat.

UNE PERSONNALITÉ HORS DU COMMUN.



Couturière de talent, Marie-Louise Dissard commence sa carrière comme inspectrice de couture dans les écoles de jeunes filles de la Ville de Toulouse. Indépendante et volontaire, elle démissionne pour ouvrir une boutique de couture appelée "À la poupée moderne" 40 rue de la Pomme.

Profondément anti-fasciste, révoltée par les conditions de l'Armistice avec l'Allemagne nazie, elle ne cache pas ses opinions. Parlant de De Gaulle à qui veut l'entendre, Marie-Louise Dissard suscite l'intérêt de la police française qui ouvre une enquête sur cette étrange femme... En septembre 1941, le rapport de police conclut au déséquilibre mental de Marie-Louise Dissard. Cette dernière entretient et accentue chaque jour cette réputation d'excentrique : elle peut ainsi agir plus tranquillement.



Marie-Louise Dissard face au général de Gaulle (ici à Toulouse après la Libération)



Maurice Jacquier, dit “Ambroise”

1903-1965

Maurice Jacquier a travaillé pour de multiples organisations de la Résistance régionale. Spécialiste des passages à travers la zone interdite des Pyrénées, il produit des faux papiers tout en participant à l'action de groupes armés. Dénoncé, il est arrêté par la Gestapo et déporté.

Commerçant en machines à écrire, Maurice Jacquier participe dès 1940 à des actions de résistance et va, jusqu'en 1943, multiplier les contacts avec différents groupes.

Très actif, il se voit confier la direction du réseau Gallia dans la région de Toulouse en mars 1943. Ce réseau était spécialisé dans les évasions et centralisait les informations pour les transmettre aux autorités de la France Libre à Alger.

Maurice Jacquier organise les passages vers l'Espagne aux côtés des réseaux Pat O'Leary et Françoise et participe à la mise en place du Maquis de la



Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Montagne Noire, avec le groupe de Revel. Au sein des groupes Vény du Lot, dirigés par Pierre Bourthoumieux, il coordonne et participe à des sabotages dans Toulouse. En 1943, la Gestapo arrête le chef national du réseau d'évasion Gallia, Paul Fortoul, et Maurice Jacquier doit en assumer le remplacement. Mais il est arrêté à son tour le 10 octobre 1943, interrogé puis déporté en Allemagne. Survivant des camps de la mort, il est rapatrié en juin 1945.



Les Réseaux d'évasion

Toulouse était le noyau central d'une zone stratégique autant pour les nazis que pour les Alliés. Pour les premiers, la zone pyrénéenne était un corridor entre les deux mers à protéger en cas de débarquement. Pour les Alliés, elle était un moyen de récupérer les aviateurs tombés en territoire ennemi et de pallier ainsi au manque de personnel expérimenté. Il y avait deux voies principales, l'une passant par Pau pour rejoindre Madrid et l'autre par Salies-du-Salat et Saint-Girons. D'autres itinéraires empruntaient les chemins de l'Andorre et de l'Ariège. Des milliers de personnes traquées se sont laissées guider par des centaines de passeurs pour entreprendre la difficile et dangereuse traversée des Pyrénées.



Frontière du Perthus.
Les Pyrénées étaient étroitement surveillées.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

L'hôtel de Paris

Toulouse était un centre de rassemblement pour les milliers de fugitifs belges, hollandais, français, anglais ou américains. À deux pas du Capitole, l'Hôtel de Paris, rue Gambetta, leur servait de lieu d'hébergement avant le départ pour la traversée des Pyrénées.

Stanislas Mongelard et son épouse, Augustine, propriétaires de l'Hôtel de Paris, étaient exposés en permanence au danger. Il fallait

être plus que courageux pour héberger et assumer les risques encourus par la proximité des nazis.

Dénoncés, ils furent tous deux arrêtés en décembre 1943 et déportés. Stanislas Mongelard n'a pas survécu.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

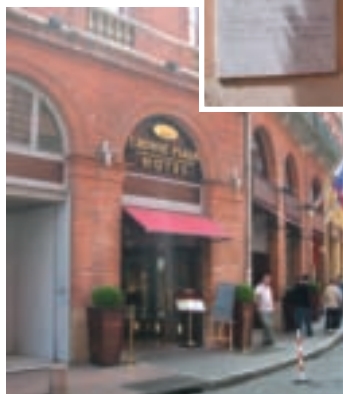


Stanislas Mongelard



Casablanca. Centre d'accueil de l'Union des Evadés de France.

Plaque située dans la cour intérieure de l'hôtel. A sa droite, un 'objet de mémoire', mouchoir confectionné au camp de concentration par Augustine Mongelard.



Maurice Dide

1873-1944

Spécialiste en psychiatrie de renommée internationale, haut fonctionnaire à la retraite, le docteur Maurice Dide ose se rebeller et s'engager dans le combat clandestin. Des évasions par les Pyrénées au sabotage minutieux des services de l'administration vichyste, dont il organisait le noyautage, Maurice Dide s'investit sans compter dans le combat de la Résistance. Courageux, il le fut jusque dans la boue du camp de concentration de Buchenwald.



Grand médecin et professeur renommé

“Aliéniste, penseur de la psychiatrie du XX^{ème} siècle”, selon l’expression du Docteur Caroline Mangin-Lazarus, Maurice Dide a dirigé pendant près de 30 ans l’asile de Braqueville (aujourd’hui hôpital Marchant).

Homme cultivé, Docteur ès Lettres, il enseigne la psychologie à la Faculté de Lettres de Toulouse.

En 1939, âgé de 66 ans, il est à la retraite depuis deux ans, mais demande quand même son affectation sur le front. Il est envoyé dans les Vosges à Vesoul où il prend la direction d’un hôpital psychiatrique.

Des évasions au noyautage de l'administration

De retour à Toulouse en 1940, Maurice Dide est déterminé à poursuivre la lutte. Il fréquente les milieux anti-fascistes comme la Librairie du Languedoc, tenue par Silvio Trentin.

Pendant l'hiver 1940-1941, il aide les officiers polonais et britanniques à passer les Pyrénées. Montagnard averti, il a de nombreux contacts pour faciliter les passages. Son réseau est rapidement contacté par les autres réseaux d'évasions (Pat O'Leary, Buckmaster...).

Parallèlement, il officie discrètement pour le mouvement Combat qui le charge du noyautage des administrations dans toute la région. Il doit dès lors coordonner toutes les activités résistantes dans les services de l'administration publique (Police, PTT, préfectures, mairies).



La déportation

En 1943, la répression policière s'intensifie tandis que la Résistance est en train de s'unifier. Les actions de sabotage sont de plus en plus nombreuses, les dénonciations aussi.

Le réseau de Maurice Dide n'y échappe pas.



A la veille d'une série de sabotages prévus par le NAP (Noyautage des Administrations Publiques) en juin 1943, Maurice Dide, sa femme et d'autres résistants sont arrêtés à la suite d'une dénonciation.



*Montagnard expérimenté,
il met sa connaissance des Pyrénées au service des Alliés.*

*Maurice Dide a connu la "Der des der",
la guerre 1914-1918, qui devait être la dernière...
Plus de 20 ans après, il retourne au front.*

Maurice Dide est conduit à la prison militaire de Furgole puis à la prison St-Michel. En janvier 1944, il est déporté au camp de concentration de Buchenwald. Courageux jusqu'au bout, il meurt le 26 mars 1944, mordu par les chiens des gardes SS pour avoir porté secours à un déporté en bravant l'interdiction faite aux médecins prisonniers de soigner des malades.

Pierre Bourthoumieux, dit “Bonnard”

1908-1945

Pharmacien à Toulouse, Pierre Bourthoumieux fournissait gratuitement des médicaments aux personnes démunies tandis que se tenaient dans son arrière boutique des réunions clandestines conduites par Raymond Naves. Dénoncé en 1943, il poursuit son action dans le Lot jusqu'à ce que sa route croise celle de la Gestapo de Lyon.



*Pierre Bourthoumieux sur le front en 1940.
Revenu blessé, il est profondément meurtri
de voir son pays sombrer ainsi dans l'abîme.*

Originaire du Lot, élu au conseil municipal de Cabors, Pierre Bourthoumieux officiait à Toulouse en tant que pharmacien.

Mobilisé en 1940, il est envoyé dans l'est de la France dont il revient blessé et profondément meurtri.

Après une période de repos en Ariège, il reprend ses activités de pharmacien et apporte une aide bénévole aux personnes dans la misère en leur distribuant vivres et médicaments.

Il s'engage dès 1940 dans la Résistance aux côtés de Raymond Naves, avec qui il crée une structure clandestine du parti socialiste, interdit par Vichy.

Toulouse, 122 avenue de Muret

De 1941 à 1943, Pierre Bourthoumieux parvient à cumuler vie officielle et activités clandestines autour de Raymond Naves et de la création du Groupe Froment. Les résistants se réunissent clandestinement dans l'arrière boutique de son officine. Henri Docquier, secrétaire de Raymond Naves, raconte dans son livre, "Eglantine et Vert-de-gris", sa première visite chez Pierre Bourthoumieux en septembre 1942. *"J'entre dans la pharmacie : c'est une officine de quartier toulousain, assez exigüe et moderne avec des rayonnages clairs... Je laisse servir deux ou trois clients qui ont pris leur tour avant moi, mais je donne le mot de passe au préparateur, petit et brun, sur un ton d'insouciance qui laisse percer, sans doute, quelque émotion. Je fais ainsi mes premiers pas dans la vie inconnue et secrète de l'univers clandestin en franchissant la porte d'une arrière-boutique - mi-bureau, mi-resserre - où quatre personnages, parmi lesquels je reconnais mes voisins du tramway, sont assis autour de la pièce et parlent tranquillement avec le maître de maison, à sa table de travail, semblant attendre que tout le monde soit là pour ouvrir la séance. Il est en blouse blanche de travail et je suis frappé surtout par son beau visage de Don Juan méridional, où l'éclat des yeux et des dents s'oppose mystérieusement à la chevelure poivre et sel, presque blanche"*.

Ces allées et venues sont repérées dans le quartier et la Gestapo en est informée. Elle perquisitionne sa maison mais Pierre Bourthoumieux parvient à échapper à la police allemande. Furieux, les hommes de la Gestapo volent, pillent et incendient sa maison.

La souricière de Lyon

Ses fonctions le conduisent à participer aux réunions clandestines organisées à Paris ou à Lyon. C'est en se rendant à l'une d'elles, le 1^{er} avril 1944, que Pierre Bourthoumieux tombe dans les rets de la Gestapo lyonnaise, au fait de la tenue de cette réunion des chefs de la Résistance. Arrêté, interrogé et torturé, il est emprisonné au Fort de Montluc durant trois mois, avant d'être déporté, via le camp de Compiègne, à Neuengamme.

Au terme d'une longue agonie dans des conditions effroyables (le froid, la boue, les parasites...) Pierre Bourthoumieux disparaît à quelques jours seulement de la libération du camp.



Plaque au 122 avenue de Muret, à l'emplacement de son officine, aujourd'hui disparue.

Poursuite du combat dans le Lot

Prévenu à temps par un intendant de police, Pierre Bourthoumieux a pu fuir Toulouse en juin 1943 et entrer dans une complète clandestinité. Il rejoint le Lot, sa terre natale, où, en relation avec le réseau Brutus, il organise des groupes d'action armée, les Groupes Vény.

Les Frères Lion,

imprimeurs de la Résistance

Quantité de faux papiers, tout comme les grands titres de la presse clandestine, sont sortis des ateliers de la rue Croix-Baragnon, appartenant à Henri Lion. Quand la tâche était trop grande, on imprimait aussi rue Romiguières, chez son frère Raoul.

Les réseaux de Résistance, des personnalités comme Monseigneur Saliège, font appel aux services de ces deux artisans, pour cette facette indispensable de l'activité clandestine. Dénoncés en février 1944, les deux frères mourront en déportation entre septembre et octobre de la même année.



HENRI LION
1895-1944



LA PRESSE CLANDESTINE

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.



Sonner de Jean Cassou composé lors de son emprisonnement "Au secret" et imprimé chez Henri Lion en 1943.



La presse clandestine : on venait de loin, pour bénéficier du travail, du sérieux et du dévouement d'Henri Lion.



Artisans au service de la clandestinité

Maîtres imprimeurs, les Frères Lion, Henri et Raoul, avaient chacun une imprimerie prospère dans Toulouse. Henri avait son atelier au 23 rue Croix-Baragnon et Raoul rue Romiguières. En 1941, ils mettent tous deux leurs ateliers au service de la Résistance tout en continuant à assurer leurs commandes officielles. Ils impriment des journaux clandestins des mouvements de Résistance comme le Populaire du Sud-Ouest, Libérer et Fédérer, Libération...

Henri Lion travaille pour le réseau Brutus.

Il réalise de faux papiers vierges, de faux extraits de livrets de famille, des tracts...

L'archevêque Saliège fait aussi appel aux services d'Henri Lion pour produire de fausses cartes d'identité et de faux certificats de baptême. Efficaces, les ateliers des Frères Lion sont aussi sollicités par des résistants d'autres régions, en panne d'imprimeurs.



Plaque située à l'emplacement de l'imprimerie Lion, 23 rue Croix-Baragnon.

La souricière de la rue Croix-Baragnon

Le 4 février 1944, la Gestapo perquisitionne l'imprimerie suite à une dénonciation. Tout le personnel est arrêté et une souricière y est tendue pendant trois jours. Toutes les personnes qui se présentent à l'atelier d'Henri Lion sont immédiatement arrêtées. Plus de 40 personnes sont interpellées, internées à la prison St-Michel, parmi lesquels un jeune apprenti imprimeur, Georges Séguy, futur secrétaire général de la CGT. Tous déportés, les hommes sont envoyés au camp de Mauthausen et les femmes au camp de Ravensbrück. Henri meurt en octobre 1944 ; Raoul est décédé en septembre 1944 ; son fils, déporté lui aussi, disparaît en 1945. Après trois semaines d'enquête, la police allemande remonte jusqu'au chef, Raymond Naves, qui est arrêté le 24 février 1944.

Collection Institut d'Histoire sociale de la CGT



Octobre 1945, Georges Séguy inaugure la plaque sur la façade de l'imprimerie, rue Croix-Baragnon.

Georges Séguy, apprenti en Résistance

Georges Séguy, 15 ans, en contact avec les FTPF, est embauché à l'imprimerie d'Henri Lion en novembre 1942 comme apprenti conducteur-typographe. Il devient rapidement agent de liaison auprès des différentes organisations de la Résistance, utilisant les services de l'imprimerie. Il est chargé d'imprimer des tracts et des textes clandestins et effectue des "livraisons" à bicyclette dans les rues de Toulouse.

Arrêté et déporté, il passe plus d'un an au camp de Mauthausen d'où il fut sorti par un convoi sanitaire fin avril 1945. Georges Séguy fut l'un des rares rescapés de "l'affaire Lion".

Louis Pélissier, dit "Carton"

1901-1944



Cet officier de l'Armée française de 39 ans n'avait pas pour habitude de désobéir. Pourtant le Capitaine Louis Pélissier refuse de servir un Etat soumis au nazisme.

Droit et courageux, il sert sa patrie clandestinement en devenant l'organisateur d'une armée de l'ombre : l'Armée secrète.

Présent sur le terrain, déguisé en gendarme ou la pelle à la main pour camoufler des armes, Louis Pélissier a constamment bravé le danger.

Il est fusillé par les Allemands, deux jours après le débarquement en Normandie, sur la place d'un petit village du Lot.



Louis Pélissier dans
les années 1930

Officier d'infanterie, le capitaine Pélissier fut grièvement blessé lors des combats de mai 1940.

Il est rapatrié à Toulouse au sein du 23^{ème} régiment d'infanterie stationné au palais Niel. Aussitôt remis de ses blessures, il refuse de rester sans réagir à la défaite.



Militaire, Louis Pélissier n'en adopte pas moins les techniques imposées par la clandestinité. Ici, les papiers de sa vie officielle de militaire mis en congé, reconverti dans les assurances et sa fausse carte de police, passe partout de sa vie clandestine.

Pélissier a participé à de nombreuses opérations du Réseau Morhange, comme celle où, déguisé en gendarme, il neutralise une équipe de la Gestapo le 2 janvier 1944, sur la commune de Deyme (Haute-Garonne). Cette opération permet au réseau de saisir une partie des archives de la Gestapo toulousaine.

Désobéir pour préparer la revanche

Mesurant la gravité des conditions d'Armistice, il entreprend avec d'autres militaires de camoufler du matériel de l'armée française afin de le soustraire à l'armée allemande. Des stocks d'armes, de munitions, d'essence sont enterrés ou dissimulés chez des particuliers ou dans des terrains discrets, à la campagne ou dans Toulouse. Ainsi, le garage Pêcheur, avenue de Lespinet, sert-il de cache aux véhicules et matériels camouflés. Le propriétaire, Jules Pêcheur, réfugié alsacien, en contact avec les Alliés, fait entrer Louis Pélissier dans les rangs de l'Armée secrète.

Saint Céré

Le 8 juin 1944, il se rend dans le Lot avec son jeune adjoint de 19 ans Jean Cressot dit "Chenier", pour récupérer du matériel sur un terrain de parachutage. Pélissier se trouve à bord d'une voiture suivie d'un camion transportant six hommes. Au retour, le camion s'arrête pour prendre un passager. La voiture le distance. Quelques kilomètres plus loin elle est stoppée par une colonne allemande. Pélissier, son jeune adjoint et un autre résistant sont arrêtés et embarqués par la colonne qui entre dans Saint Céré. Les Allemands sans autre motif que leur nervosité, mitraillent les murs. Ils font sortir les 3 résistants et les fusillent sur la place du village.

PSEUDONYME "CARTON"



Expérimenté, organisé et déterminé, Louis Pélissier qui a adopté le pseudonyme de "Carton" est désigné chef régional des corps-francs de l'Armée secrète. Il organise et coordonne l'action des maquis et des groupes clandestins dans toute la région de Toulouse.



Sa femme, Alice Pélissier, avait elle aussi rejoint les rangs du réseau Morhange et de la Résistance. Le rôle des femmes dans la Résistance a été reconnu avec parcimonie, pourtant elles ont été des éléments déterminants dans la réussite du combat clandestin.

Marcel Taillandier, dit “Morhange”

1911-1944

Marcel Taillandier était le chef d'un réseau de Résistance hors norme : le réseau Morhange. Infiltrés dans les milieux nazis et fascistes, les résistants réunis autour de Morhange prirent des risques extrêmes pour informer et protéger la Résistance. Marcel Taillandier est un véritable professionnel de la clandestinité et du contre-espionnage. L'expression “guerre de l'ombre” qualifie pleinement son action face à la Gestapo toulousaine.

Juin 1940

Marcel Taillandier, sous-officier des Services Spéciaux de la Défense Nationale est installé avec son service au château de Brax près de Toulouse. Resté à Brax après l'Armistice, Marcel Taillandier travaille avec d'autres militaires chargés de camoufler des armes et du matériel de l'armée française pour les soustraire aux Allemands.

Un premier réseau se crée progressivement, composé de militaires, dont le capitaine Pélissier et le colonel Pointurier.

La traction-avant Citroën fut largement utilisée par le réseau Morhange. Les activités et les contacts établis dans tous les milieux par Marcel Taillandier lui permirent de se procurer véhicules, stocks d'essence, armes, faux papiers...



Un autre visage de Marcel Taillandier : cette photo figurait sur ses faux papiers et sur l'avis de recherche de la police allemande en juillet 1944.

Le Frascati, allées Jean-Jaurès

Début 1943, sous le pseudonyme de "Ricardo", il prend la gérance d'un bar, le Frascati, allées Jean-Jaurès. C'est là qu'avec Lili, sa compagne, il reçoit les résistants, à deux pas d'un hôtel réquisitionné par les Allemands. Dénoncés en juin 1943, les habitués du Frascati et sa femme sont arrêtés. Il seront tous déportés, sauf Lili, enceinte... que Taillandier réussira à faire évader de prison.

Morhange "les chasseurs de traîtres"

Face à la répression, Morhange se spécialise dans la neutralisation des agents les plus dangereux pour la Résistance : Français au service de la Gestapo, dénonciateurs ou fonctionnaires trop zélés.

Sur ordre d'Alger ou dans l'urgence, Morhange faisait enlever les suspects dans la rue, discrètement. Ils étaient ensuite conduits au château de Brax et jugés par un tribunal clandestin, composé de vrais magistrats. Reconnus coupables, ils étaient exécutés. Aucune autre solution n'était envisageable.

Morhange fut d'une efficacité redoutable contre les nazis. Non seulement il "neutralisait" l'ennemi, mais, en organisant l'infiltration jusqu'au sein même de la Gestapo toulousaine, il alimentait en renseignements de nombreux réseaux résistants.

Saint Martin du Touch

Le 11 juillet 1944, Marcel Taillandier se rend à une réunion de la Résistance dans le Gers. Il part en voiture accompagné de deux autres résistants, dont Léo Hamard. Contrôlés au barrage de la Feldgendarmrie à Saint Martin du Touch, les gendarmes allemands les font patienter... le temps de prévenir la Gestapo toulousaine. Cette dernière avait en effet réussi à identifier "Morhange".

Marcel Taillandier, sans arme, tente de s'enfuir à travers les rues du village. Rattrapé, il est abattu près de l'église. Ses compagnons sont arrêtés et conduits au siège de la Gestapo pour subir les terribles séances d'interrogatoire des nazis...

LE REPAIRE : LE CHATEAU DE BRAX



Le lieu de refuge de Morhange, le château de Brax, au cœur du village.

C'est au château de Brax, sous le pseudonyme de "Morhange" qu'il reconstruit une nouvelle équipe. Avec détermination, en liaison avec Alger, il concentre son activité sur le renseignement. Il recrute des militaires, des policiers et des civils, infiltrés dans les administrations, les partis collaborationnistes et même les services allemands.



Jacques Combatalade, "X-5" dans le réseau Morhange, aux côtés de la grande dame de la Résistance Marie-Madeleine Fourcade, chef du Réseau Alliance. Ici lors d'une cérémonie en hommage aux 19 résistants du groupe Morhange tombés pendant la guerre.

Achille Viadieu, dit "Ginou"

1911-1944



La tourmente des Années noires révèle parfois quelques destins exceptionnels. La vie d'Achille Viadieu est, en apparence, celle d'un homme tranquille. C'est en réalité une double vie extrêmement dangereuse que mène celui qui est officiellement un responsable régional de premier rang d'un parti politique fasciste et ultra-collaborationniste.

Achille Viadieu était en réalité "X-2", l'adjoint de Morhange. Intégré au coeur du dispositif nazi et vichyste, ce chef de la collaboration récupérait, au péril de sa vie, des informations capitales pour la Résistance.



La position stratégique d'Achille Viadieu lui permettait d'obtenir des cartes de toutes les organisations collaborationnistes ainsi que les indispensables Ausweiss, les laissez-passer permettant de circuler. Achille Viadieu fournissait en faux-papiers les membres du groupe Morhange, comme ici Pierre Rous "X-3". Les milieux nazis de Toulouse furent ainsi infiltrés par la Résistance (cette méthode fut également utilisée par la Gestapo pour infiltrer la Résistance...).

Le double jeu au service de la Résistance

Né à Castelnaud-Durban, dans l'Ariège, Achille Viadiou exerçait, avant la guerre, la profession de comptable à la Gare Matabiau. Maître du double jeu, il parvient à infiltrer un parti d'extrême droite appelé RNP (Rassemblement National Populaire) et à en prendre la tête dans le département de l'Ariège. Après un stratagème mis au point par "Morhange", Achille Viadiou devient le chef régional du RNP. Ses contacts fréquents avec les responsables allemands lui donnent accès à des informations de tout premier ordre. Informations communiquées à "Morhange" qui transmet les renseignements stratégiques à Alger. Les précieux renseignements qu'il obtient sur la Résistance ont permis de prévenir de nombreuses arrestations imminentes. Mais cette double vie n'est pas sans risque. Ses nombreux déplacements, notamment à Barcelone où se trouvait l'antenne des services spéciaux français, ne passent pas inaperçus.



Plaque située à l'endroit précis où Achille Viadiou fut abattu par les Allemands, 65 rue Achille Viadiou.



Jacques Combatalade "Jacky", "X-5".

La dernière opération

Le 2 juin 1944, Achille Viadiou doit partir pour Barcelone. Finalement le départ est reporté au lendemain. Achille, accompagné de Jacques Combatalade ("X-5"), un policier du réseau Morhange, retrouve leurs camarades dans un café de la Place du Fer à Cheval. Ils sont en train de préparer une opération pour le soir même visant à neutraliser un ancien résistant de l'Armée secrète devenu agent de la Gestapo qui dénonçait ses anciens camarades.

Le rendez-vous est fixé sous l'horloge de la Place du Capitole. Achille Viadiou et Jacques Combatalade ne sont là que pour assurer la surveillance depuis leur Traction. Découvrant la présence de miliciens cachés sous les arcades, ils font le tour de la place pour prévenir les autres membres de l'opération. La Gestapo, dissimulée aux côtés des miliciens, a reconnu Achille Viadiou. La voiture des deux résistants est aussitôt mitraillée et pourchassée dans les rues de Toulouse. Jacques Combatalade, au volant, essaie de semer les poursuivants. Sa Traction dérape au carrefour de la rue des Récollets. Achille Viadiou a à peine le temps de sortir de la voiture. Une rafale de mitrailleuse le tue sur le coup.

Jacques Combatalade, gravement blessé, est conduit à l'hôpital Purpan puis à la prison St-Michel. Le réseau parviendra à le libérer quelques semaines plus tard.

Le Lycée de Garçons,

pépinière de la Résistance

Des élèves aux professeurs, en passant par le personnel, le Lycée de Garçons de Toulouse, aujourd'hui le Lycée Pierre de Fermat, fut un vrai nid de la Résistance. On n'y trouvait pas d'organisation structurée, mais plutôt une multitude d'actions individuelles.



Classe 1940-1941

Les élèves de terminale entourent leur professeur de mathématiques, Paul Debauges, dit "Ducarre" dans la Résistance.



Paul Debauges (1901-2001)

Des professeurs...

Au lycée, certains professeurs sont activement engagés dans la Résistance. Certains préviennent leurs élèves juifs de ne pas venir en cours les jours où les risques d'arrestations sont trop élevés. Les professeurs de mathématiques, Raymond Badiou et Paul Debauges sont des responsables de la Résistance, ainsi que Jean-Pierre Vernant, professeur de philosophie. René Figarol, professeur d'éducation physique, rejoint le mouvement Libérer et Fédérer ; Claude-Henri Lauth intègre le réseau Françoise ; le maître d'internat, Henri Docquier, devient le secrétaire de Raymond Naves. Mener des actions interdites imposait une grande prudence et peu d'élèves soupçonnaient l'activité résistante de leurs professeurs.

...aux élèves

Si une quinzaine d'élèves, au moins, s'engagent dans la Milice, d'autres font preuve d'un grand courage et abandonnent tout pour rejoindre le combat clandestin.

Pendant l'été 1942, les fils de Raymond Naves, Francis, de Silvio Trentin, Bruno, et d'Eugène Viguier, Philippe, créent avec d'autres camarades le GIF, Groupe Insurrectionnel Français. Ils se réunissent dans une cave désaffectée chez les Trentin, où ils fabriquent des tracts qu'ils distribuent au lycée. Ils détruisent les affiches de propagande et repeignent les murs avec des slogans gaullistes. Ils sont surpris en pleine action dans la nuit du 10 décembre 1942 par des policiers de Vichy, rue des Arts. Traduits en justice, ils sont accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Condamnés à des amendes et à quelques jours d'emprisonnement, ils sont définitivement exclus du lycée.

Le prix de l'engagement

Le Maquis Bir-Hakeim

D'autres élèves, brillants étudiants des classes préparatoires, s'engagent dans les maquis. Edmond Guyaux et Jacques Sauvegrain rejoignent le maquis Bir-Hakeim dans l'Hérault pendant l'été 1943. Ils sont blessés et faits prisonniers par les Allemands en septembre 1943. Ramenés à Toulouse, ils sont condamnés à mort par le tribunal militaire allemand et fusillés à Bordelongue le 9 novembre. Marcel de Roquemauvel est tué au maquis de Bir-Hakeim le 28 mai 1944.



Jacques Sauvegrain (1921-1943)

Claude Charvet dit "Jean Souris"

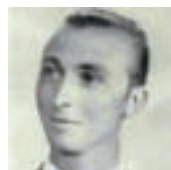
Ancien chef Scout, Claude Charvet suivait les cours de philosophie de Jean-Pierre Vernant en 1942. La même année, il rejoint les groupes francs de Combat. Audacieux et téméraire, Claude Charvet réussit de nombreuses actions qui lui confèrent rapidement d'importantes responsabilités. Arrêté le 26 mai 1944, il est torturé par la Gestapo et enfermé à la prison Saint Michel. Il en est extrait le 27 juin 1944 et conduit avec d'autres résistants dans un bois près de Castelmaurou. Il y est fusillé par des soldats allemands après avoir été contraint de creuser sa propre tombe. Il avait 22 ans.



Claude Charvet (1922-1944)

André Bousquairol

Prix d'excellence en première, André Bousquairol entame des études de médecine. En 1943, chef d'un groupe franc, il travaille aux côtés de François Verdier. Sous la direction du Docteur Baudot, il organise le service de santé des maquis. Il rejoint le maquis de St-Lys le 8 juin 1944. Le 12, le maquis est attaqué par une importante colonne de la division SS "Das Reich" et doit se disperser précipitamment. André Bousquairol est abattu en portant secours à un blessé qu'il venait d'apercevoir.



André Bousquairol (1923-1944)

Jean Cressot dit "Chenier"

Engagé dans l'aviation à 19 ans, il reprend ses études en classe préparatoire en 1941 puis abandonne tout pour rejoindre la Résistance. Il tient un rôle très important dans l'organisation des maquis. En mission dans le Lot, avec le Capitaine Pélissier, il est arrêté le 8 juin 1944 par une colonne allemande. Jean Cressot et Louis Pélissier sont fusillés sur la place du village de Saint Céré.



Jean Cressot (1921-1944)



Monument des Martyrs de Bordelongue.

Une fosse commune de 28 corps fut retrouvée à cet endroit après la Libération. Une plaque rend hommage aux résistants exécutés, dont Jacques Sauvegrain et Edmond Guyaux.



Jean-Pierre Vernant, dit “Berthier”

1914-2007

Célèbre anthropologue, spécialiste de la Grèce Antique, Jean-Pierre Vernant était reconnu à ce titre dans le monde entier. Il fut également l'artisan de la Libération de Toulouse. Professeur de philosophie le jour, il était dans l'ombre le chef de l'Armée secrète en Haute-Garonne.



Un grand-père directeur d'un journal républicain et anticlérical, un père agrégé de philosophie, une enfance avec son frère sans parents (son père meurt quand il a un an et sa mère quand il en a 8) firent de lui un homme engagé au service de la liberté et de la vérité.

Il rejoint d'ailleurs très tôt, par antifascisme, les jeunesses communistes et affronte, jeune homme, les chemises noires dans le Quartier Latin.

L'engagement

Reçu premier à l'agrégation de philosophie à la Sorbonne en 1937, il est mobilisé comme sergent chef dans l'Infanterie. En 1939, il épouse Lida Nahimovitch, d'origine russe, de famille juive non pratiquante. Il est démobilisé en août 1940, alors qu'il se trouve à Narbonne avec son frère. Tous deux s'engagent immédiatement dans la lutte clandestine. Ils achètent une petite imprimerie portative pour diffuser des tracts appelant à la résistance. Jean-Pierre Vernant est nommé professeur de philosophie au Lycée de Garçons de Toulouse. Il y rencontre Paul Debauges, Raymond Badiou et surtout Ignace Meyerson, anthropologue. Il fréquente alors les cercles de réflexion antifasciste animés par de grands intellectuels comme Georges Friedmann, Vladimir Jankélévitch, Paul Dottin, Raymond Naves, Jeanne Modigliani...

Le combat clandestin

Par l'intermédiaire de son frère, Jacques, installé à Clermont-Ferrand, il entre en contact avec le mouvement de Résistance, Libération-Sud. Un peu plus tard, Raymond et Lucie Aubrac le chargent de prendre le commandement des groupes francs de Libération-Sud en Haute-Garonne.

*Jean-Pierre Vernant aux côtés du
Professeur Ignace Meyerson 1944.*



Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Chef de l'Armée secrète

Après l'invasion de la zone sud par les allemands en novembre 1942, Vernant prend la tête de l'Armée secrète dans le département.

Il organise tout : le transport des armes, des matériels, donne des cours de maniement des armes et des explosifs, dirige les sabotages et les destructions, les neutralisations d'agents au service de la Gestapo, la récupération de renseignements et d'archives de l'administration de Vichy, comme la liste des hommes destinés au STO. En mai 1944, les multiples forces de la Résistance sont réunies au sein des FFI dont Vernant prend le commandement en Haute-Garonne.

Il vit avec sa femme et sa petite fille, ainsi que la mère de sa femme, pendant cette période, puis les envoie dans un lieu connu de lui seul à la campagne.

Il poursuit cette intense activité clandestine en assumant son poste de professeur et ce n'est que contraint par la menace d'une arrestation (dont il est prévenu par des lettres anonymes), qu'il entre dans une totale clandestinité en mai 1944.

En août 1944, aux côtés du colonel Ravanel, Vernant élabore les plans de l'insurrection de Toulouse. Il fait passer toute la gendarmerie dans les rangs de la Résistance. Le 19 août, il entre dans Toulouse à la tête de ses hommes.

Il reste encore quelques mois à Toulouse comme responsable régional des FFI puis retourne enseigner la philosophie à Paris.

Un anthropologue reconnu dans le monde entier

Après la guerre, en contact avec le sociologue Louis Gernet, Jean-Pierre Vernant se tourne vers l'anthropologie de la Grèce Antique. Il se consacre dès lors pleinement à l'étude et à l'analyse de la pensée grecque. Ses travaux révolutionnent la connaissance de la Grèce Antique. Son parcours fait de lui un helléniste et un anthropologue reconnu dans le monde entier. Jean-Pierre Vernant n'en reste pas moins toute sa vie un homme engagé, que ce soit contre la guerre d'Indochine ou contre la torture en Algérie, aux côtés de son ami Pierre Vidal-Nacquet. Jean-Pierre Vernant est mort le 10 janvier 2007 à Paris.



François Guad, Conseil Général de la Haute-Garonne.

Serge Ravanel, Jean-Pierre Vernant et Raymond Aubrac. Forêt de Bouconne, 1999, cérémonie annuelle en hommage à François Verdier. Aujourd'hui, une école de Toulouse porte le nom de Lucie Aubrac, et une école et un collège, celui de Jean-Pierre Vernant.

Les tragédies de l'Armée secrète

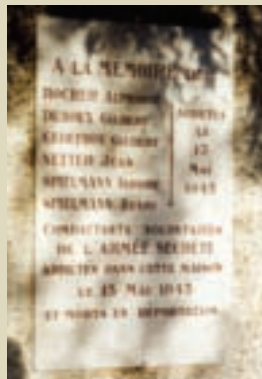
Dans Toulouse, des maisons, des entreprises, des hangars, toutes sortes de lieux discrets servaient de “planques” à l'Armée secrète. A plusieurs reprises, les résistants de l'AS payèrent le prix fort de leur engagement. En première ligne, les groupes francs de l'AS subirent les foudres de la police allemande ou de la Milice, au cours d'opérations ou victimes de dénonciations.

“L'Armée des Ombres”

L'Armée secrète est née de la fusion des formations paramilitaires des mouvements de Résistance Combat, Libération et Franc Tireur. Elle était dirigée au niveau national par le général Delestraint. Le général De Gaulle, par l'intermédiaire de Jean Moulin, voulait séparer les actions militaires des instances politiques et les contrôler depuis Londres. A Toulouse, c'est le mouvement Combat qui prédomine. Sur le terrain, l'AS est composée de groupes francs spécialisés dans l'action immédiate, coups de mains et sabotages.

13 mai 1943, avenue de Lespinet : La réserve de l'Armée secrète est prise au piège

Entrepreneur, Jules Pêcheur quitte Nancy au moment de l'invasion allemande et se réfugie à Toulouse. Dès son arrivée, il remonte une affaire de transports automobiles, qui sert progressivement de couverture à un groupe du mouvement Combat. L'activité croissante de la Résistance transforme le lieu en dépôt d'armes et de matériel. En 1943, débordantes d'activités, les entreprises Pêcheur sont dénoncées. Cet endroit, autant parc automobile de l'AS que lieu de transit pour les réfugiés en instance de passage à travers les Pyrénées, est cerné par la police allemande le 13 mai 1943. Jules Pêcheur parvient à s'échapper en tirant sur les policiers allemands. Six membres du groupe sont arrêtés. Tous sont interrogés par la Gestapo et torturés. Certains sont déportés au camp de Mauthausen, d'autres ont disparus. Aucun d'entre eux n'est revenu. Quant à Jules Pêcheur, il trouve refuge dans un maquis des Landes et ne revient à Toulouse qu'à la Libération.



Histoire d'une plaque

Le 13 mai 1946, cette plaque fut apposée sur les murs des anciens “Etablissements Pêcheur, société de transports automobiles des Hautes-Vosges”. Quand les vieux bâtiments ont été détruits, la plaque fut retrouvée dans les gravats par Jules Pêcheur et portée au Musée départemental de la Résistance. En 2001, la plaque fut de nouveau placée à cet endroit sur un immeuble d'habitations.

19 octobre 1943, impasse St-Aubin : Arrestation de l'état major régional de l'AS

Suite à l'interpellation d'un agent de liaison de l'AS, la police parvient à remonter jusqu'à l'adresse d'un local situé impasse St-Aubin. Au matin du 19 octobre 1943, la police de Vichy met en place une souricière dans cet endroit où l'état-major de l'Armée secrète avait établi sa base. Jean-Pierre Vernant raconte ainsi cette opération : *"Tour à tour furent arrêtés, sitôt la porte franchie, deux jeunes femmes, Jeanne Modigliani et Hélène, une secrétaire, et trois membres de la direction militaire de la Résistance pour la Région dite R4 (les neuf départements du Sud-Ouest). Les documents saisis sur place ne laissaient aucun doute sur les formes d'organisation de l'Armée secrète, son rôle, ses objectifs, et sur les responsabilités qu'y assumaient chacun des suspects"*. Maurice Rousselier "Rivier", chef régional de l'AS et Jean-Pierre Vernant, chef départemental, rescapés du traquenard de la police, menacent le préfet régional Chéneaux de Leyritz de représailles de la Résistance et de Londres si le dossier de l'Armée secrète était livré aux Allemands. Le préfet appliqua la consigne à la lettre et la Gestapo ne fut pas mise au courant du dossier.

Avec la complicité de policiers toulousains, membres du réseau Ajax, et le talent de faussaire d'Henri Lion, Vernant et Rousselier parvinrent à faire libérer tous leurs camarades de la citadelle de Sisteron.

Les jeunes martyrs de l'AS

17 mars 1944, Sept Deniers



René Galache.

Deux jeunes résistants, René Galache dit Rigal, 24 ans et René de Raymond dit Cabuzac, membres des groupes francs de l'AS, partent en mission aux Sept-Deniers. Ils sont chargés de récupérer des armes et du matériel dans un garage qui servait de dépôt. Victimes d'une dénonciation, les deux résistants furent surpris par la Gestapo et abattus.

René Galache travaillait dans un atelier de l'Aéro-Sud-Est, rue des Récollets (aujourd'hui rue Achille Viadieu) où une plaque a été apposée par ses camarades.



28 juin 1944, la Roseraie

Sept jeunes résistants de l'Armée secrète vont eux aussi récupérer des armes dans un dépôt situé dans une maison du quartier de la Roseraie, au 22 avenue Joseph Le Brix. Dénoncés, ils tombent dans une souricière tendue par la Gestapo. Ils sont tous immédiatement fusillés.



La dramatique opération des Variétés



Le 1^{er} mars 1944, un commando de la 35^{ème} brigade Marcel Langer est chargé de réaliser une action exemplaire contre la propagande nazie. Il s'agit de déposer une bombe au cinéma "Les Variétés", réputé pour ses films pro-allemands et les conférences des orateurs nazis ou vichystes que le cinéma reçoit. L'opération qui voulait n'être qu'un avertissement tourne au drame : le but des résistants étaient de détruire le cinéma, pas de tuer...

UN ODIeux ATTENTAT
dans une salle de cinéma de Toulouse
Une bombe explose, tuant deux spectateurs
et en blessant plusieurs grièvement
LES DÉGÂTS SONT CONSIDÉRABLES

Le cinéma était l'une des rares distractions autorisées. Les projections avaient l'intérêt d'être précédées d'informations qui, bien que censurées, étaient un moment attendu par les spectateurs.



Collection Gemme Channel

L'opération tourne au drame

Le 1^{er} mars 1944, dans l'après-midi, trois jeunes résistants de la 35^{ème} Brigade FTP-MOI se fondent parmi les spectateurs de la séance précédente. Rosina Bet, 20 ans, David Freimann, 26 ans et Enzo Godéas, 19 ans, composent le commando.

Muni d'un engin explosif artisanal équipé d'une minuterie, David Freimann s'installe au balcon, Rosina Bet à ses côtés. Enzo Godéas se place devant eux. David place sous son siège une bombe prévue pour exploser 45 minutes après la mise à feu. En effet, l'attentat a uniquement pour objectif de détruire un endroit symbolique en ne causant que des dégâts matériels. La bombe avait été théoriquement conçue pour exploser entre les deux séances.

Mais, lorsque David Freimann enclenche le système à retardement vers la fin de la projection, la bombe explose instantanément. Elle tue sur le coup David Freimann et un spectateur. Rosina Bet est très grièvement blessée (elle a eu la jambe arrachée) ainsi que deux autres spectateurs. Enzo Godéas est sévèrement brûlé, il parvient à quitter la salle de cinéma éventrée. Arrêté sur le trottoir, il est conduit avec Rosina Bet à l'Hôtel Dieu. Malgré leur état, ils sont violemment interrogés par la police mais aucun des deux ne parle. Rosina meurt le lendemain, sans même avoir révélé sa véritable identité. Elle est enterrée au cimetière de Terre Cabade sous son nom clandestin, Paulette Cavérac.



La brigade veut marquer sa réprobation à la soirée spéciale du 29 février 1944 organisée au cinéma par la Milice pour la présentation du film antisémite le "Juif Süss".



Rosina Bet, 20 ans, jeune femme d'origine italienne, réfugiée dans le Lot-et-Garonne.



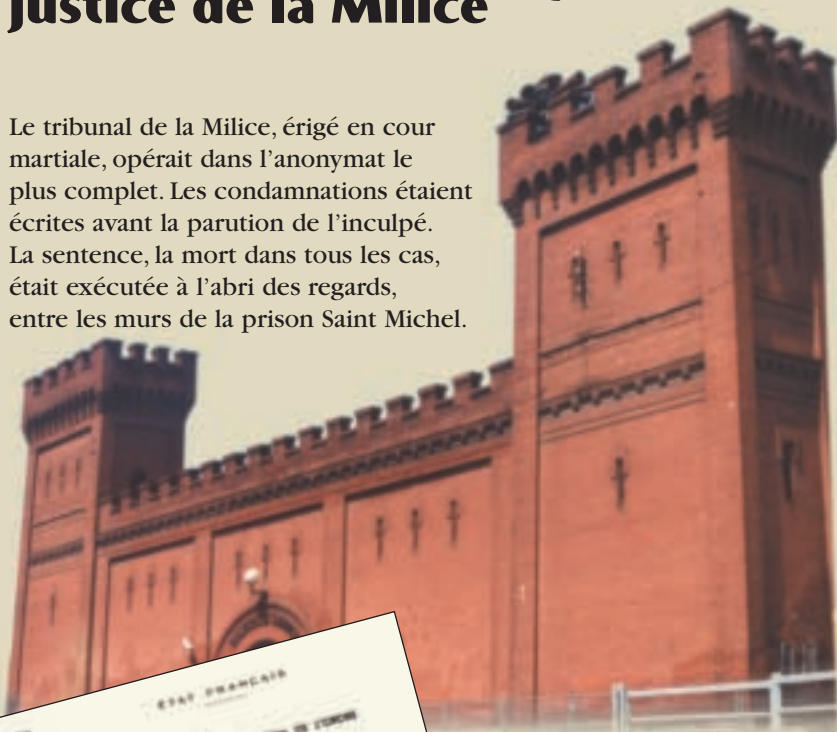
David Freimann, 26 ans, d'origine roumaine, nommé "Burdacq" dans la Résistance.

Prison Saint Michel

le simulacre de justice de la Milice



Le tribunal de la Milice, érigé en cour martiale, opérait dans l'anonymat le plus complet. Les condamnations étaient écrites avant la parution de l'inculpé. La sentence, la mort dans tous les cas, était exécutée à l'abri des regards, entre les murs de la prison Saint Michel.



Daté du 19 juin 1944, 3 jours avant la parodie de justice subie par Enzo Godéas, cet avis d'exécution montre que la sentence était décidée bien avant le passage devant la cour martiale. Les cours martiales ont été instituées le 20 janvier 1944 par Joseph Darnand, secrétaire Général au Maintien de l'Ordre et chef de la Milice. Composées de 3 miliciens anonymes, le verdict était sans appel et exécuté dans l'heure qui suivait.

Enzo Godéas

1925-1944



Blessé dans l'attentat du cinéma des Variétés le 1^{er} mars 1944, Enzo Godéas est arrêté et livré à la Milice. Rapidement identifié, il est torturé puis jeté dans un cachot de la prison Saint Michel. Il est laissé sans soin pendant plus de 3 mois. C'est dans un état physique

épouvantable qu'il est jugé dans la cour de la prison. Ses juges sont cachés derrière l'anonymat des cagoules.

Incapable de marcher, il est traîné par ses bourreaux, puis attaché sur une chaise. Enzo Godéas, 19 ans, est fusillé par un peloton de policiers français appelés GMR (groupes mobiles de réserve).

Jacques Grignoux

1926-1944



Membre de la 35^{ème} Brigade, Jacques Grignoux dit "André Broussin" dans la Résistance, est arrêté le 7 février 1944. Il rentre d'une mission à bicyclette avec l'un de ses camarades. Les deux jeunes résistants sont arrêtés à un banal contrôle de gendarmerie à Grenade-sur-Garonne. Ils sont aussitôt conduits à la gendarmerie. Jacques Grignoux tente alors de s'échapper en lançant une grenade dans la cour de la gendarmerie. Mais elle n'explose pas et il est neutralisé.

Conduit à la prison Saint Michel, il est jugé le 16 mars 1944 par la cour martiale. Condamné à mort, il est fusillé le jour même dans la cour de la prison.

Louis Sabatié

1924-1944



Jeune résistant (FTP) de Montauban, il est arrêté par la police française le 3 février 1944. Il est accusé d'avoir tué un gardien de la paix.

Transféré à la prison Saint Michel, il est jugé par la cour martiale de la Milice et condamné à mort le 17 février 1944.



“ Dans une demi-heure, je serai mort, on vient de me lire la sentence. Sachez que je meurs dignement, purement, sans trembler. Je regrette d'avoir tué ce pauvre Agent, mais c'est la fatalité... ”

Cher Papa, au nom de ton héroïsme lors de la dernière guerre, j'implore ton pardon, j'ai cru et je crois avoir fait mon devoir. Il est pénible... ”

Extrait de la lettre adressée à ses parents. Louis Sabatié avait 20 ans.

4^{ème} partie
Libérer

L'été 1944



Le dernier été de l'Occupation fut sans doute le plus terrible. La population civile est victime des exactions commises sur ordre du Führer. Le déchaînement de violence est sans limite. La Résistance, quant à elle, a eu le signal tant espéré : le débarquement Allié. La libération est en marche...

Les maquis

Le débarquement Allié en Normandie donne le signal de la mise en place de l'Insurrection Nationale pour la Résistance. En liaison avec l'Etat-Major FFI, des maquis se forment et s'organisent dans les forêts de la région. Pour les jeunes hommes de 20 à 23 ans, la clandestinité du maquis est une alternative au service du travail obligatoire.

Les effectifs des maquis augmentent à l'approche du mois d'août, mais les moyens en armes et en matériel ne suivent pas. Les armes sont parachutées avec une très grande parcimonie par les Alliés. Les maquisards doivent le plus souvent faire avec le matériel trouvé sur place.

Terreur et représailles

En juin et juillet 1944, la répression est à son comble. La collaboration entre Allemands et Français au service de Vichy atteint son paroxysme. L'été 1944 est marqué par une série de massacres perpétrés dans la région. Les attaques de maquis se multiplient. Les nazis y mettent les moyens. Il faut anéantir la Résistance et dissuader toute forme de soutien de la population. Au mois de juillet 1944, le commandement militaire allemand en France annonçait à ses supérieurs la mort de 7 900 résistants depuis le Débarquement, dont 4 000 à l'actif de la seule 2^{ème} division blindée des Reich. La liste des massacres de civils est longue : Oradour-sur-Glane, 642 habitants assassinés ; Maillé en Indre et Loire, 124 victimes ; Tulle en Corrèze, 99 civils perdus dans toute la ville...

En France, entre 12 000 et 15 000 personnes, résistants et civils, ont trouvé la mort dans la lutte armée contre les maquis.

En juillet 1944, René Vidal, policier du réseau Morhange fut pendu sur la place du village de Calmont après avoir été exécuté. Il fut exposé pendant 4 jours avec un écriteau autour du cou "je suis un déserteur de la police française et j'ai combattu avec les terroristes".



Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

La division Das Reich

Installée dans la région après l'hécatombe du front russe, la division blindée SS Das Reich est utilisée comme "unité d'alerte" en renfort de la Wehrmacht contre les maquis des Pyrénées.

Division d'élite, forte de 15 500 hommes, la division SS Das Reich a déjà une sinistre expérience de la répression contre les civils en Russie où elle a massacré 20 000 personnes dans la ville de Kharkov. A l'annonce du Débarquement, une grande partie de la division Das Reich tente de remonter vers la Normandie. Sur son passage, deux villes martyres : le 9 juin, 99 otages sont pendus aux balcons de la ville de Tulle et plus de 200 personnes déportées ; le 10 juin, la division encercle la petite ville d'Oradour-sur-Glane près de Limoges.



642 habitants sont massacrés. Les hommes sont fusillés dans les granges, les femmes et les enfants assassinés dans l'église. Le village est totalement anéanti, brûlé par les nazis.

Le sinistre itinéraire des 10-12 juin 1944

Des éléments de la division Das Reich sont restés dans la région. Le 10 juin, une colonne de 600 hommes quitte Toulouse à l'aube en direction du sud de la Haute-Garonne. Marsoulas, un petit village, subit le même déchaînement de fureur qu'Oradour. 27 habitants du village sont assassinés. Parmi eux, 14 enfants sont fusillés, dont un bébé de 3 mois, assassiné dans son berceau... La fureur n'a pas de limite. La colonne poursuit son sinistre itinéraire. 27 autres personnes sont fusillées le même jour dans les champs et les villages de Betchat, Mazères, Saint-Martory, Cazères...

Le lendemain, 11 juin, les mêmes assassinent 57 personnes dans la région de Bagnères de Bigorre. Le 12 juin, de retour vers Toulouse, la colonne, bien informée, anéantit le tout jeune maquis de Saint-Lys et massacre douze habitants du village.

Aux yeux des Allemands, les résistants étaient des "terroristes" et non des combattants. Tout était permis dans la guerre contre les partisans, y compris les meurtres de civils, dont l'entière responsabilité était attribuée aux "terroristes".



Collection Commune de Marsoulas

Collection Commune de Marsoulas

Enfants de Marsoulas assassinés le 10 juin 1944 par les soldats de la division SS Das Reich.

Paulette et Gaston Cazenave (photo de gauche).
Claude et Michel Barbe (photo de droite).

Le maquis de Saint Lys

Neuf rues portent dans Toulouse les noms des résistants du maquis de Saint Lys tombés le 12 juin 1944. Une colonne de la division SS Das Reich rentre d'une opération d'anéantissement de la Résistance dans le sud de la Haute-Garonne et les Hautes-Pyrénées. Le tout jeune maquis de Saint Lys se trouve sur son passage. Neuf maquisards toulousains sont tués et douze civils massacrés.



Monument de Bonrepos sur Aussonelle retraçant la journée du 12 juin 1944.

Jean Chaubet

1900-1944



Le maquis de Saint Lys, né du travail clandestin des années précédentes, devait son existence à la pugnacité d'une poignée d'hommes dont Jean Chaubet.

Instituteur, il est révoqué par Vichy en raison de ses opinions politiques et philosophiques. Il se consacre dès 1940 à la création d'un groupe de résistance qu'il développe progressivement au contact des autres organisations.

Jean Chaubet a été l'un des membres fondateurs des Mouvements Unis de la Résistance aux côtés de François Verdier et Raymond Naves.



Un maquis pulvérisé

Le 12 juin, une colonne de la Division SS Das Reich arrive aux abords de Saint Lys. Ce sont 600 hommes équipés de canons et de mitrailleuses qui surprennent villageois et maquisards. Le maquis de Saint Lys est attaqué alors que la grande majorité de ses hommes sont partis s'installer quelques kilomètres plus loin pour plus de sécurité.

Les derniers maquisards encore présents sont totalement surpris par l'arrivée des Allemands qui se sont introduits dans le parc du château, moteurs éteints. La plupart des résistants sont sans armes. Ils sont anéantis par la puissance de feu allemande.

Chasse à l'homme

Trois maquisards qui protégeaient la fuite de leurs camarades tombent près du château : Abel Autofage, Lucien Lafforgue et André Cavagnol. Un étudiant en médecine, André Bousquairol, est abattu alors qu'il tente de rejoindre le bois. Les Allemands encerclent le parc et le bois. La chasse à l'homme s'organise : Eugène Lozes, Joseph Vié, Jean Micoud et Jean Chaubet en seront les quatre victimes. Alertés par les tirs de mitrailleuses, les maquisards installés sur le nouveau site peuvent se disperser avant l'arrivée des camions allemands. Malgré tout, l'un d'entre eux, Felipe Léonce Gonzales, Républicain espagnol, est abattu alors qu'il tentait de rejoindre ses compagnons.

Après l'assaut, les nazis fouillent les environs. Douze personnes, habitant des fermes environnantes, sont massacrées par la division SS.

NAISSANCE DU MAQUIS DE SAINT LYS

Au printemps 1944, Jean Chaubet organise un maquis qui s'installe à Saint Lys deux jours après le débarquement en Normandie. En quelques jours il compte 160 volontaires.

Parmi eux, beaucoup de Toulousains : ouvriers de la Cartoucherie ou de l'ONIA, employés de la Mairie de Toulouse, Républicains espagnols... Devant l'affluence des volontaires, le manque d'armes et de munitions est patent. Le maquis attend le message de Radio Londres devant annoncer un parachutage 24 heures plus tard. Mais le 12 juin le message "le poêle est un moteur" ne s'est toujours pas fait entendre sur les ondes.



Les restes du château de Gagon qui hébergeait le maquis de Saint Lys, après le passage des Allemands.

Le Train Fantôme

Fantôme... Ce qualificatif fut donné à ce convoi si particulier en raison d'une errance de 8 semaines dans le sud de la France. 57 jours de souffrances et d'horreur pour 700 déportés partis de Toulouse le 3 juillet 1944 et arrivés à Dachau le 28 août 1944. Une odyssée infernale pendant la canicule de l'été 1944...

Le 3 juillet 1944, les derniers internés du camp du Vernet d'Ariège et des prisonniers de Saint Michel sont conduits par les Allemands à la gare Raynal de Toulouse pour être déportés en Allemagne. 640 hommes et 62 femmes sont entassés à plus de 70 dans des wagons à bestiaux. Les prisonniers sont tellement nombreux qu'ils ont du mal à tous tenir assis. La chaleur est caniculaire, l'air des wagons aux ouvertures bouchées, irrespirable. Il n'y a aucune hygiène et les détenus n'ont pas le droit de sortir des wagons...

L'horreur au quotidien

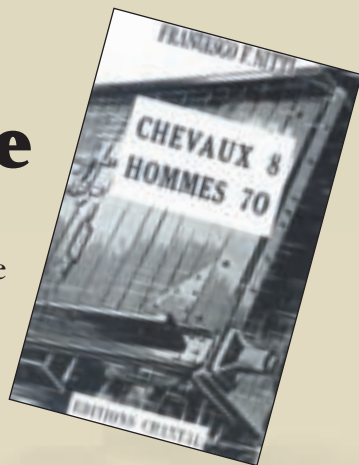
Le convoi se dirige tout d'abord vers Angoulême pour rejoindre l'Allemagne mais le réseau ferré est totalement désorganisé. Les voies et les ponts sont en partie détruits par les résistants et les Alliés. Pendant près d'un mois, le convoi est arrêté à Bordeaux et les prisonniers enfermés dans la synagogue. Dix prisonniers en sont extraits et fusillés par les Allemands.

Le 9 août, le convoi repart en direction de la Vallée du Rhône via Toulouse puis Lyon. Stoppé des journées entières sur des voies mortes, il subit les mitraillages alliés ignorant la présence de prisonniers.

Une lueur d'humanité...

Le 18 août, les détenus sont évacués du train et doivent rejoindre à pied 17 km plus loin un autre train en gare de Sorgues, près d'Avignon. Les habitants voient défiler sous le soleil caniculaire cette sinistre colonne de prisonniers exténués, assoiffés et matraqués par leurs gardiens. Malgré la violence des Allemands, une aide précaire et courageuse s'organise. Des civils ou la Croix-rouge apportent un peu d'eau et de nourriture. Les cheminots de Sorgues profitent du désordre ambiant pour aider une trentaine de déportés à s'évader. Au cours du trajet, des déportés parviennent à s'évader par le plancher du wagon en se laissant tomber entre les rails. Au terme d'une odyssée de 57 jours, les déportés "rescapés" arrivent au camp de Dachau près de Munich le 28 août 1944.

Après l'horreur de ce trajet, les attendait l'inimaginable.



Francisco Fausto Nitti, Résistant antifasciste italien, interné au camp du Vernet, fut déporté dans ce convoi. Il s'évade le 25 août par le plancher du wagon alors que le train se trouve à proximité de la frontière allemande. Une trentaine de déportés parvient à s'évader cette nuit-là. Son livre, "Chevaux 8, hommes 70", publié en 1945 est un témoignage précis et émouvant de cette terrible odyssée.



Mémorial du Train Fantôme inauguré à Sorgues en 1991

Albert Lautmann dit "Langeais"

1908-1944



Albert Lautmann était professeur de philosophie à la Faculté de Lettres de Toulouse. Officier de réserve, il est fait prisonnier en 1940 mais parvient à s'évader pour rejoindre Toulouse. Révoqué par le gouvernement de Vichy, il noue des contacts avec des militaires résistants, dont le Capitaine Pélissier. Éprouvé aux techniques d'évasion, il rejoint le réseau Pat O'Leary et aide de nombreux aviateurs et agents alliés à passer clandestinement la frontière franco-espagnole. En 1943, Albert Lautmann rejoint les rangs de l'Armée secrète puis le maquis Roger aux côtés d'Albert Carovis. Il est arrêté le 15 mai 1944 alors qu'il allait porter des provisions à son frère interné à la prison Saint Michel. Déporté dans le convoi du Train Fantôme, il fait partie de la liste des prisonniers sortis de la synagogue de Bordeaux.

Fusillé le 1^{er} août 1944

Francisco Nitti témoigne des derniers instants d'Albert Lautmann à la synagogue de Bordeaux. *"Un jour, vers quatre heures, un des chefs de l'escorte lut à haute voix une liste de dix noms. Il y avait Lautmann parmi ces noms. On ordonna à nos camarades de préparer leurs bagages. Le silence était absolu. Nous les vîmes partir, ils passèrent parmi nous en étreignant des dizaines de mains qui se tendaient vers eux. Je vis Lautmann traverser la salle, se diriger vers la sortie d'un pas rapide et d'un air calme et serein. (...) Amenés au fort du Hâ, nos camarades firent partie d'un groupe de 46 prisonniers de la Gestapo fusillés au camp de Souge".*



Robert Borios 1919-1944

Policier, résistant de Libérer et Fédérer, Robert Borios fut lui aussi sorti de la synagogue de Bordeaux et fusillé aux côtés d'Albert Lautmann.



Jacob Insel dit "Jacques"

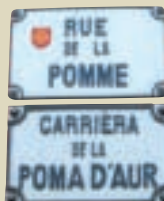
1909-1944



Jacob Insel a un parcours proche de celui de Marcel Langer : fuite des persécutions antisémites en Pologne, exil en Palestine puis en France, engagement dans les brigades internationales en Espagne, le camp de Gurs et la lutte au sein de la 35^{ème} Brigade FTP-MOI. Arrêté en décembre 1943 après une action de sabotage, Jacob Insel est emprisonné à Saint Michel jusqu'au 3 juillet 1944.

Tué dans le mitraillage du train

Ignorant la présence de prisonniers, le train est sévèrement mitraillé le 19 août 1944 en gare de Pierrelatte, près de Montélimar. Les déportés, à l'aide de vêtements passés à travers les ouvertures, préviennent les aviateurs alliés de leur présence. Mais l'attaque a été meurtrière dans les wagons. Dix prisonniers trouvent la mort cette nuit-là. Jacob Insel est tué aux côtés de François Lafforgue, 20 ans, comme lui résistant de la 35^{ème} Brigade.



La souricière du 11 rue de la Pomme



A un mois de la Libération, en pleine période de recrutement intensif de maquisards, des résistants tombent dans les mailles de la Milice.

L'appartement situé 11 rue de la Pomme, à Toulouse, est loué par Ariane Fiksman, résistante d'origine russe. Cet endroit discret sert à la fois de boîte aux lettres et de cache pour les résistants ainsi que, depuis l'annonce du Débarquement, de lieu de transit pour les hommes cherchant à rejoindre le maquis. Le 22 juillet 1944, Ariane Fiksman s'y rend, en compagnie du résistant Raoul Léons, chef de secteur des maquis du Tarn (Montagne Noire). Ils ont avec eux les faux papiers nécessaires aux nouvelles recrues désireuses de rejoindre le maquis. Renseignée, la Milice est à l'intérieur de l'appartement.



Thomas BAUER 1918-1944

Arrivé le premier au rendez-vous, Thomas Bauer est immédiatement arrêté. Lorsque Ariane Fiksman entre dans l'appartement, elle remarque son camarade tenu en joue par les miliciens. Une bagarre éclate entre résistants et miliciens : Thomas Bauer se saisit d'une bouteille vide qui traînait sur le sol pour assommer l'un des francs-gardes de la Milice. Un milicien tire et c'est Ariane qui est touchée en plein cœur. Thomas Bauer, grièvement blessé, parvient à s'enfuir mais il est rattrapé par les miliciens. Interrogé et torturé, il meurt le lendemain au cours d'une intervention chirurgicale à l'Hôtel-Dieu. Seul Raoul Léons, blessé à la jambe, est parvenu à s'échapper.



En 1940, Ariane choisit de devenir Sarah et de se convertir à la religion juive à une heure où l'antisémitisme est à son apogée.

UN DESTIN EXCEPTIONNEL

Ariane Scriabine Fiksmán

1906-1944



Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

De nationalité russe, fille d'Alexandre Scriabine, brillant pianiste et compositeur russe, Ariane Fiksmán est née en exil, en Italie, à Bodigliasco. D'un tempérament vif et passionné, elle est dotée d'une très forte personnalité très tôt renforcée par de terribles épreuves (décès accidentel de son père en 1915, puis de son jeune frère ; exils forcés à Kiev en 1919, puis à Paris en 1920).

1940 : Sarah

A Paris, Ariane fréquente les cercles littéraires et artistiques russes installés dans les cafés du quartier Montparnasse. Elle y devient également écrivain et publie à cette époque un recueil de poèmes.

En 1935, elle rencontre un poète juif russe, dénommé "David Knout", en réalité David Fiksmán. Elle l'épouse et se convertit au judaïsme le 30 mars 1940. Passionnée pour la cause des Juifs, intransigeante, elle tente avant guerre, avec David Fiksmán, de mobiliser l'opinion française sur le sort des Juifs en organisant des conférences. En 1940, son mari est mobilisé et envoyé à Toulouse où Ariane et ses trois enfants le suivent.

L'Armée juive

Tous deux créent à Toulouse l'AJ (l'Armée Juive "Armand Jules") qui devient rapidement l'OJC (Organisation Juive de Combat). Sous le nom de "Régine", Ariane participe à des actions de résistance en n'hésitant pas à prendre de gros risques (enceinte, elle transporte des armes camouflées sous sa robe).

En 1943, elle envoie son quatrième enfant en Suisse où est réfugié son mari depuis fin 1942. Déterminée, Ariane poursuit quant à elle son combat aux côtés de la Résistance toulousaine jusqu'au 22 juillet 1944.

Albert Carovis, dit “Jean”

1908-2002



Albert Carovis fut le “patron” de la Résistance civile à la Libération. Dès 1940, il avait réagi au régime de Vichy. Il réunit autour de lui un groupe d’amis qui se structure et devient progressivement l’un des maquis les plus actifs et les mieux organisés de la Haute-Garonne.

Du refus au maquis

Mobilisé comme officier de réserve, il est blessé au front en 1940. De retour en Haute-Garonne, il se rétablit à Grenade-sur-Garonne. Refusant la défaite et la collaboration, il organise très tôt un petit groupe d’opposants. Fin 1941, ce groupe rejoint les rangs du mouvement Combat par l’intermédiaire de Paul Marcouire dit “Serge” puis fusionne, un an plus tard, avec d’autres groupes au sein de l’Armée secrète. Son groupe prend alors le nom de Maquis Roger et couvre le secteur nord-ouest du département, jusqu’aux limites du Gers.

“Jean” à la tête du Comité départemental de Libération

Ses qualités d’organisateur le font désigner président du CDL de Haute-Garonne par le Gouvernement Provisoire d’Alger. La Libération de Toulouse achevée, il faut rapidement reprendre le contrôle de la ville, rétablir la loi républicaine et appliquer le programme établi par la Résistance.

Albert Carovis est chargé de réorganiser la vie quotidienne des habitants de Haute-Garonne (administration, approvisionnement, transports, industries, épuration des collaborateurs, etc.). Ce travail colossal s’inspire des idées nouvelles issues de la Résistance, comme celle concernant la participation des travailleurs à la gestion de l’entreprise (futurs comités d’entreprise). Albert Carovis en obtient l’application dans le secteur de l’Aéronautique.



Collection Jean Barraud, septembre 1944.



La revue R4

Albert Carovis fut l’initiateur d’une revue baptisée Revue R4. Face aux attaques contre la mémoire de la Résistance, cette revue avait choisi de répondre par l’histoire en rassemblant témoignages et travaux d’historiens.

12 numéros de septembre 1977 à juin 1980.

LE MAQUIS ROGER

Armée secrète, secteur 1

Très bien organisé, ses effectifs ne cessent de croître. De 80 hommes au départ, il en compte près de 280 en août 1944. Le maquis Roger rassemble des gens de toutes opinions. Actions, coups de main et sabotages se multiplient en 1943 et 1944. Des consignes strictes de sécurité et de cloisonnement sont appliquées. La lutte contre les maquis et ceux qui les soutiennent est l'objet de la plus grande attention des occupants.

Le maquis le plus organisé du département

Albert Carovis, à la tête du maquis, organise méthodiquement les activités clandestines et la vie au maquis. Il monte un service de renseignement et d'enquête et multiplie les transmissions et les contacts avec les autres groupes de Résistance. Il supervise les sabotages, produit de faux papiers, accueille les personnes traquées ou les réfractaires au STO. Le maquis a constitué des stocks d'essence et un parc automobile qui sont camouflés dans des fermes aux alentours. Ce stock est particulièrement sollicité vu la pénurie de véhicules et d'essence. Les parachutages étaient très rares. Le maquis d'Albert Carovis n'en bénéficie que d'un seul dans la nuit du 12 au 13 juillet 1944 à Cox. Cette nuit-là, un avion britannique déverse quelques containers d'armes et de provisions près du village sur un terrain balisé par les maquisards de l'AS.

1944, les coups durs

Début 1944, Albert Lautmann "Langeais", membre du réseau Françoise, devient l'adjoint de Carovis. Il est chargé de l'implantation et de l'organisation du maquis dont il doit être le chef de camp. Mais Albert Lautmann est arrêté le 15 mai 1944 alors qu'il allait voir son frère à la prison St-Michel. Déporté dans le convoi du Train Fantôme, il est fusillé à Bordeaux en août 1944. Le 19 juin, les Allemands en recherche d'un logement autour de Grenade surprennent Paul Marcouire "Serge" en train de rédiger un courrier pour la Résistance. Il est arrêté en même temps que Germain Carrère "Buisson", Jean Bartoli et deux autres résistants. Ils sont transférés à la prison St-Michel.

Le 18 juillet 1944, le maquis Roger subit l'attaque d'une colonne allemande conduite par un milicien, en représailles d'une action dont il avait été la cible la veille. Le maquis perd deux de ses hommes, Emile Mène, 28 ans et Pierre Jarré, 29 ans. Jusqu'à la Libération, le maquis est contraint de changer plusieurs fois de cantonnement.

Intégré au sein des FFI du Colonel Ravel et de Jean-Pierre Vernant, le groupe d'Albert Carovis est le premier à entrer dans Toulouse le 19 août 1944. Sa mission est de protéger les endroits stratégiques comme l'aérodrome ou la Cartoucherie de la politique de terre brûlée des nazis en fuite.



Albert Carovis s'adresse à ses hommes.



Le sabotage. Nuire à l'occupant, le ralentir par tous les moyens, même rudimentaires.



Photos : Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

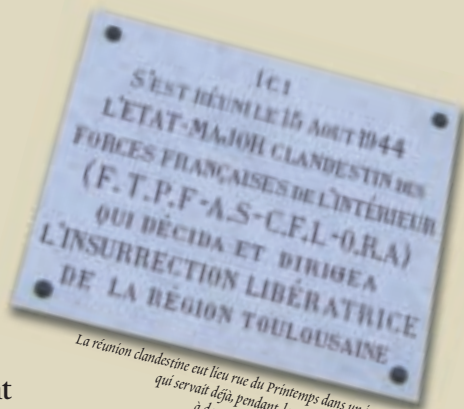
"Coups de main" indispensables à la survie du maquis. Ici, le 29 juillet 1944, arraisonnement de voyageurs sur la ligne du train Toulouse Samatan.

Les FFI

Les Forces Françaises de l'Intérieur

Nées du processus d'unification de la Résistance, les Forces Françaises de l'Intérieur sont créées en mai 1944. Elles unissent les principales forces combattantes de la Résistance sous l'autorité du général Koenig en zone Sud. En R4, la région de Toulouse, les FFI sont commandées par le jeune colonel Serge Ravel.

L'unification militaire de la Résistance a été un processus long et difficile. Il a fallu regrouper des chefs à forte personnalité, faire face à la disparition des grands responsables comme François Verdier, Raymond Naves ou Louis Pélissier pour enfin, au printemps 1944, parvenir à la création des FFI, conformément au programme du Conseil National de la Résistance.



La réunion clandestine eut lieu rue du Printemps dans un immeuble qui servait déjà, pendant la guerre de lieu de refuge à des personnes traquées et à des résistants.



Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Les composantes des Forces Françaises de l'Intérieur

Les FFI rassemblaient l'ensemble des forces combattantes de la Résistance. Dans la région, elles regroupaient **les francs tireurs et partisans français (FTP)**, les corps francs et maquis de l'Armée secrète (AS) et les combattants de l'**Organisation de Résistance de l'Armée (ORA)**. Une analyse des archives FFI estime que les effectifs régionaux s'élevaient à environ 43 000 combattants à la Libération (*Revue d'histoire de la Seconde Guerre Mondiale, n°99, 1975*). Selon cette étude, les FTPF comptaient près de 16 000 combattants ; l'AS, intégrée au sein **des CFL (Corps francs de la libération)**, rassemblait plus de 14 000 combattants dans la région à la Libération. L'ORA était commandée localement par André Pommiès. Officier de carrière, le commandant Pommiès avait fondé en 1942 un groupe, **le Corps Franc Pyrénéen (CFP)**, sur un mode de fonctionnement rigoureusement militaire. En liaison directe avec Londres, le CFP était bien équipé en armes et comptait en août 1944 environ 9 400 hommes.

Aux principales organisations de la Résistance s'ajoutaient aussi les **Guérilleros espagnols**, rattachés aux FFI en mai 1944. Comptant quelques 3 500 hommes en R4, les Guérilleros participèrent très activement aux combats de la Libération.

Les forces combattantes de la Résistance étaient unies au sein des FFI dans un objectif commun : "Lutter contre l'envahisseur et les traîtres de Vichy". Le commandement de cette armée d'union était exercé par des représentants de chaque mouvement. Toutefois, sur le terrain, chaque groupe ou maquis conservait une certaine autonomie, favorisée par les difficultés de communication. Le problème du ravitaillement et des parachutages n'est pas réglé. Il existe des écarts de moyens entre ceux qui sont régulièrement et correctement livrés tandis que les autres, en particulier les FTPF, doivent faire face à un manque de moyens.

SERGE RAVANEL DIT "HEXAGONE" CHEF RÉGIONAL DES FFI



Collection Jean Diermeik

Né en 1920, Polytechnicien, Serge Ravel entre dans la Résistance dès 1941. Membre de Libération-Sud à Lyon, il est nommé à la tête des Groupes Francs des MUR. En octobre 1943, l'un de ses groupes francs attaque la fourgonnette de la Gestapo qui transportait Raymond Aubrac. En juin 1944, il est nommé par le Général Koenig chef régional de l'ensemble des forces militaires régionales. Colonel FFI, Serge Ravel coordonne avec une grande efficacité les combats de la Libération. Nommé commandant de la Région Militaire de Toulouse, il organise les FFI en unités régulières, dans l'idée d'une armée nouvelle.

Serge Ravel alerte le général Koenig sur la situation dans un télégramme adressé début juillet 1944.

"Me permettez d'attirer votre attention sur la situation tragique Résistance R4 -stop- Avec rudimentaire armement, groupes peu nombreux et souvent inexpérimentés, moyens liaisons nuls, avons réussi cependant à créer une armée nationale d'esprit jeune et neuf plaçant ennemis dans climat d'insécurité extrême -stop- Essayons créer autour de nous Unités de toutes forces vives du pays -stop- Voyons nos hommes se faire tuer sans armes et renouvelant plus hautes traditions militaires françaises -stop- (...)"

Le départ des Allemands

Le 15 août 1944, les Alliés débarquent sur les côtes de Provence. La panique envahit l'armée allemande déjà persuadée d'être encerclée par les maquisards. L'ordre de repli est donné le 18 août 1944. Pressés par le temps, les Allemands et leurs "sbires" détruisent toutes traces de leur barbarie et de leur lâcheté, des archives aux êtres humains.



Les derniers Allemands quittent Toulouse le 19 août.

Collection Jean Diezraide.

C'est dans l'urgence que la Wehrmacht prépare son départ dès le 17 août. Les très grandes difficultés de communication - grâce à l'efficacité des sabotages - auxquelles s'ajoute la peur d'être encerclés, décident les Allemands à rejoindre au plus vite leur Etat-Major dans la vallée du Rhône via Carcassonne.

Le 19 août au matin, et tout au long de la journée, les colonnes de l'armée allemande quittent Toulouse, embarquant avec eux certains de leurs complices français. C'est une véritable débâcle, les soldats allemands partent dans la précipitation, réquisitionnent tout ce qui peut rouler... Ils n'ont plus aucun moyen de communication entre eux et voient des maquisards partout... La Résistance a réussi, les Allemands paniquent. Avant de partir, ils incendient les archives du Consulat d'Allemagne et de la Gestapo, détruisent les installations téléphoniques, les stocks de matériel et de nourriture... et font disparaître les témoins.



Toulouse le 19 août. Explosion au central téléphonique.

Collection Jean Diezraide.

La fureur nazie : Buzet-sur-Tarn, 17 août 1944

Le 17 août 1944 au matin, une cinquantaine de détenus de la prison Saint Michel sont sortis de leurs cellules et conduits à 25 km au nord-est de Toulouse, en forêt de Buzet-sur-Tarn. Les prisonniers sont fusillés et brûlés sur des bûchers.

Sur 54 victimes présumées, seules 19 personnes sont aujourd'hui identifiées. Il s'agissait en majorité de résistants comme Francisco Ponzan Vidal, Républicain espagnol du réseau Pat O'Leary, capturé en 1943.

Ne pouvant plus les déporter, les Allemands se sont débarrassés de témoins gênants. Les 35 victimes restées anonymes font partie des milliers de personnes portées disparues et jamais retrouvées en France pendant les Années Noires. Une partie des cendres du charnier de Buzet sont aujourd'hui conservées au sein du Monument de la Résistance.



1945, Buzet-sur-Tarn.
Première cérémonie sur
les lieux du massacre.



Francisco Ponzan Vidal, 33 ans.

Acharnement de la Milice



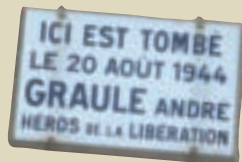
Sûre de son pouvoir, même à la veille de la débâcle allemande, la Milice poursuit les résistants jusqu'au dernier moment. Le 18 août, Jacques Guillemin-Tarayre est assassiné après avoir été torturé par des francs-gardes.

Jacques Guillemin-Tarayre, 30 ans, avait été désigné par la Résistance pour diriger le journal "La République" après la Libération.



Jacques Guillemin-Tarayre, 30 ans.

La Libération de Toulouse 19-20 août 1944



Au matin du 19 août, les groupes de résistants sont à pied d'œuvre. C'est une journée particulière pour Toulouse.

A Matabiau, un groupe de résistants se forme, sous la direction de Georges Malgouyres, 25 ans, composé de nombreux cheminots et appelé Groupe Matabiau.

Il s'agit d'appliquer les consignes d'insurrection préparées dans la clandestinité par l'Etat-major FFI : gêner le départ des Allemands, les empêcher de pratiquer la politique de la "terre brûlée" à Toulouse, défendre et prendre le contrôle des points stratégiques de la ville.

Des accrochages entre FFI et soldats allemands ont lieu toute la journée dans divers quartiers : aux entrées de la ville et autour des ponts, à Saint Cyprien, aux Minimes, à Saint Michel, dans le centre-ville et autour de la Gare Matabiau.

Des hommes meurent encore sous les balles allemandes et de petites plaques commémoratives rappellent aujourd'hui les noms des victimes. 35 FFI sont tombés dans les combats de la Libération les 19 et 20 août 1944.



19 août 1944, 18h



Collection Jean Dieuzeide.

20 août 1944



Collection Jean Dieuzeide.



Collection Jean Dieuzeide.



Collection Géraldine Charnaf.



Collection Jean Dieuzeide.

Place Wilson, 19 août 1944, 18h20



Collection Géraldine Charnaf.

Place St-Etienne, 20 août 1944

MÉMOIRE DE RUES

La dernière réunion clandestine

Dans la soirée du 19 août 1944, alors que les combats entre FFI et soldats allemands en repli n'ont pas cessé, les chefs de la Résistance se rencontrent rue d'Orléans près du boulevard de Strasbourg.



21 rue d'Orléans.
Une maison anonyme a abrité
la dernière réunion cachée de
la Résistance.

Le Comité Départemental de Libération (CDL)

Le CDL avait été minutieusement mis en place par la Résistance pendant l'occupation. Un programme avait été élaboré par le Conseil National de la Résistance pour qu'une nouvelle société émerge après la libération du pays.

Le soir du 19 août 1944, tous les grands responsables sont présents pour déterminer les détails de la succession de pouvoir après la Libération. Il s'agit en effet de ne pas laisser le désordre s'installer dans la ville et reprendre au plus vite les rênes du pouvoir, abandonnées par Vichy, en fuite avec les Allemands ou prisonniers des FFI.

Une fin de soirée dramatique pour la Résistance

La réunion terminée, vers minuit, Jean Cassou, commissaire de la République, repart vers le centre-ville à bord d'une traction arborant les fanions de la Résistance. Accompagné de trois autres résistants, Jean Cassou part préparer sa prise de fonction à la Préfecture. Mais Toulouse n'est pas entièrement libérée, l'atmosphère est pesante et des Allemands circulent encore en ville.

La voiture est interpellée à un barrage allemand. Une fusillade éclate et tue sur le coup Lucien Cassagne et le chauffeur Guillaume Courtinade. Jean Cassou, assommé à coups de crosse, est laissé pour mort tandis que le 4^{ème} résistant, blessé, parvient à s'échapper. Dès le 20 août, les nouvelles autorités étaient en place et, en quelques jours, la République Française retrouvait sa place et sa légitimité à Toulouse.



Plaque située à l'endroit précis où eut lieu l'accrochage avec les Allemands, à l'angle du Boulevard de Strasbourg et de la rue Roquélaîne.



Lucien Cassagne 1891-1944



Musicien, soliste au Théâtre du Capitole, il était professeur au Conservatoire de Toulouse. Révolté par l'Armistice, il prend part à la propagande contre Vichy. Il participe aux actions réalisées en liaison avec l'Intelligence Service et aux

missions de passages en Espagne. Il participe activement à la mise en place du CDL aux côtés de Jean Cassou et d'Albert Carovis.

Dès le 20 août, les nouvelles autorités étaient en place, et en quelques jours, la République Française retrouvait sa place à Toulouse.

Toulouse libérée

Une armée sans uniforme sort de l'ombre !

Après plus de 20 mois d'occupation, Toulouse est totalement libérée du joug nazi le 20 août 1944. Les combattants de la Résistance unis au sein des Forces Françaises de l'Intérieur sortent au grand jour. Une période de trois ou quatre jours marque la transition entre l'État Français, le régime de Vichy, et la République Française.

Le calme revenu, les nouvelles autorités reprennent rapidement les rênes du pouvoir pour rétablir la légalité républicaine.



Collection Germano Charnel.

Dans la nuit du 20 au 21 août, à l'appel du colonel Ravanel, les combattants de la Résistance arrivent de toute la région : Maquis du Lot, Bataillon de l'Armagnac, Brigade du Cramaussel du Corps Franc Pommiers, Corps francs de la Libération du Tarn et du Tarn-et-Garonne... Des barricades sont dressées aux points stratégiques de la ville. Les hommes du Maquis Roger prennent position sur les ponts. En fin de journée, Toulouse est entièrement contrôlée. La fuite des Allemands est cependant marquée par de nouveaux massacres. Dix-neuf habitants de Villaudric entre Toulouse et Fronton sont fusillés devant le café du village dans l'après-midi du 20 août. D'autres drames

marquent toute la région, comme à Rimont en Ariège, village anéanti le 21 août.

Toulouse reste une zone sensible pendant quelques jours en raison des colonnes allemandes, venant des Landes ou des Pyrénées, qui tentent de remonter vers la vallée du Rhône. Arrêtés par les FFI, les Allemands vont progressivement être enfermés dans les camps où quelques semaines auparavant, des Juifs, des étrangers et tous les opposants étaient séquestrés.

Des échanges de coup de feu ont encore lieu : "on" tire des toits, des miliciens sont encore dans Toulouse... Pendant quelques jours, jusqu'au 25 août, Toulouse vit une phase de transition. Mais, une fois installées, les nouvelles forces de l'ordre reprennent les choses en main. La légende de "Toulouse la rouge" est une rumeur infondée et mensongère. Les nouvelles autorités issues de la Résistance ont rapidement rétabli la légalité républicaine.



Collection Germaine Quémener

Toulouse en liesse

La foule se réunit le 21 août 1944 pour fêter avec les nouvelles autorités la libération de Toulouse.

Collection Germaine Quémener



5^{ème} partie
Se souvenir :
les lieux de la mémoire

Le siège de la Gestapo



La villa du 2 rue Maignac (aujourd'hui rue des Martyrs de la Libération) fut réquisitionnée par les Allemands en novembre 1942 et attribuée à un service de la police nazie, appelé Gestapo dans le langage courant. Cette demeure fut le témoin des pratiques nazies et des tortures infligées aux résistants.



La Gestapo (Geheimstaat Polizei) était un service de police spécialement chargé de traquer et d'éliminer tous les ennemis du III^{ème} Reich. Ce service de la police de sûreté nazie était composé de policiers allemands particulièrement redoutés pour leurs méthodes d'une extrême violence. Manquant d'hommes et d'informations, ce service employait également des agents français. Ces derniers étaient rémunérés par la Gestapo et logés 1 rue Maignac, dans l'immeuble d'en face.

C'est dans cet antre de la barbarie nazie qu'un grand nombre de résistants de la région ont été interrogés et torturés. Beaucoup ont laissé la vie dans cet endroit discret. Ceux et celles qui en sont revenus ont pu témoigner de l'acharnement des policiers nazis.

Certains corps furent retrouvés dans le jardin de la villa après la libération dont ceux de :

Lucien Béret - 36 ans



Employé des PTT, il interceptait le courrier destiné à la Gestapo. Dénoncé, il est arrêté le 9 octobre 1943. Il est torturé plusieurs jours dans cette demeure, il ne parlera pas.



Les nazis ont pris le soin d'incendier leurs archives avant de partir. Ici les restes des caves après l'incendie.

Léo Hamard - 25 ans



Jeune inspecteur de police, il avait rejoint le réseau Morhange sous le nom de code "X-6". Passé à la clandestinité totale, il est arrêté le 11 juillet 1944 à Saint Martin du Touch. Morhange (Marcel Taillandier) est abattu et Léo Hamard conduit rue Maignac. Il y est abominablement torturé pendant plus d'une semaine. Son corps a été découvert dans le jardin de la villa à côté de celui de Marcel Taillandier.



Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Entrée des sinistres caves où étaient enfermés les résistants.



Collection Jean Bourcard.

*19 août 1944,
2 rue Maignac la foule ose s'approcher.*

Les prisons St-Michel et Furgole

La prison St-Michel et la prison Furgole furent pour un grand nombre de résistants et résistantes l'antichambre de la mort ou de la déportation.

La prison St-Michel

Aux détenus de droit commun emprisonnés à St-Michel se sont progressivement substitués des résistants ou opposants au régime de Vichy, mais aussi des personnes arrêtées pour différentes infractions aux lois de l'Occupation. À partir de novembre 1942, la prison est divisée en deux quartiers : l'un gardé par des Français, l'autre par les soldats allemands. Les prisonniers avaient très peu de contacts entre eux, hormis ceux qui partageaient la même cellule. Et même dans ce cas, la plus grande méfiance régnait : les prisonniers, qui souvent ne se connaissaient pas, redoutaient les "moutons" de la Gestapo...

Après de longs séjours en cellule, de nombreux prisonniers du quartier allemand disparurent, conduits dans des lieux discrets comme Bordelongue ou les forêts de Bouconne et de Buzet-sur-Tarn.



Vue aérienne de la prison St-Michel.



Poteau d'exécution dans la cour intérieure. Une cérémonie a lieu chaque année dans la cour de la prison.

Prison militaire Furgole

La prison militaire de Furgole, tout comme celle de la caserne Caffarelli, n'existent plus.

Particulièrement sinistre, la prison Furgole fut utilisée pour enfermer sous contrôle français puis allemand les hommes et les femmes arrêtés pour des actes contre l'occupant ou pour délits de trafic, de sabotage, d'insoumission... Les "terroristes" - les résistants - jugés très dangereux étaient mis au secret. Les prisonniers n'avaient, dès lors, aucun contact entre eux ou

avec l'extérieur. Les autres, entassés à 30 par cellule, attendaient dans des conditions très difficiles "l'heure du jugement" ou le départ pour Paris, Dachau ou Mauthausen.



Collection du Musée d'État de la Résistance et de la Déportation.

Cellule de la prison Furgole. La vie des détenus était organisée heure par heure et sévèrement contrôlée. Aucun écart n'était toléré.



Collection du Musée d'État de la Résistance et de la Déportation.

Albert Braun, dessin de l'évasion de la prison Furgole.



L'évasion du 31 juillet 1943

Albert Braun, toulousain de 19 ans, est arrêté en mai 1943 alors qu'il transporte des armes pour son groupe de résistance. Enfermé à la prison Furgole, il remarque dès son arrivée une tâche noire dans le coin du plafond de sa cellule...

Patiemment, pendant des semaines, se faisant passer pour malade afin de rester seul dans sa cellule, il a creusé les liteaux de chêne du plafond à l'aide d'un couteau. Avec la complicité de deux de ses camarades résistants, Albert Braun parvient à percer le plafond donnant sur le grenier de la prison.

Le plan de l'opération préparé, après 60 jours de patience, de détermination et de risques, les trois hommes organisent leur évasion. Dans la nuit du 31 juillet 1943, ils passent par le toit de l'église mitoyenne et disparaissent dans les rues de Toulouse.

19-20 août : Cérémonies du souvenir

Les 19 et 20 août, deux moments forts du Souvenir dans Toulouse :
- A la Gare Matabiau, entre le Pont Raynal et la gare, un hommage est rendu aux cheminots tombés dans les combats de la Libération.

- Au Commissariat central de Police, on se souvient des policiers morts pour la France pendant les Années Noires.

Matabiau, haut lieu de Mémoire de la Libération

L'action des cheminots fut déterminante pendant l'Occupation, vu le rôle essentiel des chemins de fer pour les Allemands comme pour les Alliés. La

Résistance organisa le noyautage et le sabotage des services. Lors de la Libération, les plans de sabotage des voies ferrées et les actions menées par les cheminots furent décisifs.



Chaque 19 août, dans la matinée, une manifestation a lieu entre le Pont Raynal et la Gare Matabiau en hommage aux cheminots tombés dans les combats de la Libération.



Collection Jean Durando.

Groupe Matabiau aux côtés des Alliés après la Libération de Toulouse.

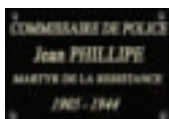
Le Commissariat de Police

Le commissariat central se trouvait pendant les Années Noires rue du Rempart St-Etienne. Si la police de Vichy a été particulièrement nuisible à l'action de la Résistance, certains policiers ont su faire preuve à Toulouse d'un engagement clandestin précoce et intense. Un monument situé dans la cour intérieure du nouveau commissariat, boulevard de l'Embouchure, rend hommage aux policiers tués pendant la guerre. Des plaques éparpillées dans l'immeuble honorent la mémoire de policiers résistants courageux qui ont perdu la vie en combattant dans la Résistance.



Monument "Aux policiers morts pour la France, victimes du devoir".

Des policiers au service de la Résistance



Commissaire Jean PHILLIPE, 39 ans
Rare haut fonctionnaire à avoir démissionné plutôt que d'appliquer les mesures prises par le gouvernement de Vichy contre les Juifs. Chef régional du réseau Alliance, fusillé à Fribourg en avril 1944.



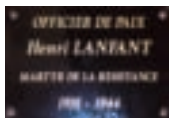
Léo HAMARD, 25 ans
Inspecteur de police à la Sûreté de Toulouse. "X-6" du réseau Morhange. Arrêté le 13 juillet 1944 et torturé pendant 8 jours par la Gestapo.



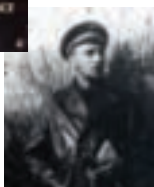
René VIDAL, 29 ans
Il est arrêté au cours d'une mission, sur dénonciation, le 16 juillet 1944 à Calmont. Exécuté d'une balle dans la nuque, son corps est exposé à un réverbère de Calmont durant trois jours (voir page 61).



Louis MENE dit "Magny", 22 ans
Membre du maquis Roger, il est tué lors de cette même attaque allemande contre le maquis de l'Armée secrète le 18 juillet 1944.



Henri LANFANT, 26 ans
Officier des Groupes Mobiles de réserve d'Aquitaine, il rejoint le maquis de l'Armée secrète à Quérigut en Ariège. Il travaille également avec le réseau Morhange. Il est arrêté en même temps que son collègue René Vidal et Louis Calvet, garagiste. Ils sont surpris dans leur sommeil et exécutés.



Pierre JARRÉ dit "Joseph", 29 ans
Engagé au maquis Roger, il est blessé le 18 juillet dans le violent accrochage entre les Allemands et les maquisards de l'Armée secrète à Drudais près de Cadours (au nord-ouest de Toulouse). Fait prisonnier, il est fusillé en bordure de forêt à Buzet-sur-Tarn le 20 juillet 1944.

Maurice ESPITALIER, X-13 Réseau Morhange

Policier des Renseignements Généraux, Maurice Espitalier travaille rapidement pour la Résistance. Mis en contact avec Marcel Taillandier par son collègue Léo Hamard, il fournit les informations recueillies aux RG.



Espitalier rejoint l'équipe du réseau Morhange en juin 1943 et participe alors à l'action directe sous le code, "X-13". Repéré par la Gestapo, il est inscrit sur la liste de gens à arrêter durant "l'Opération de Minuit". Maurice Espitalier parvient à s'enfuir avec son fils de 16 ans, Freddy, alors que la Gestapo est à la porte chez lui, mais sa femme est arrêtée et déportée au camp de Ravensbrück. Un avis de recherche est lancé contre lui. Espitalier vit caché dans un des repaires du réseau Morhange. Il participe à toutes les actions du réseau jusqu'en juillet 1944 puis rejoint un maquis du Gers jusqu'à la Libération.

Préserver la mémoire



Deux monuments sont entièrement consacrés à la Résistance et aux Années noires dans Toulouse. Esplanade Alain Savary, face à l'ancien siège de la Gestapo, le Monument à la gloire de la Résistance se dresse dans un hommage architectural laissant libre cours à l'imagination avec ses mâts pointant vers le ciel. Allées des Demoiselles, le Musée départemental de la Résistance et de la Déportation a une vocation pédagogique de sauvegarde de la Mémoire.



Le Monument à la gloire de la Résistance

Situé face à l'ancien siège de la Gestapo, le monument de la Résistance est une oeuvre architecturale collective initiée par Louis Bazerque, maire de Toulouse de 1958 à 1971, et inaugurée le 19 août 1971. Le monument abrite une crypte dont l'obscurité et la mise en scène plongent le visiteur dans l'atmosphère sombre des Années noires. "Litinéraire souterrain évoque l'activité clandestine, la souffrance et l'espoir au bout du tunnel de ceux qui ont tout risqué et souvent tout donné pour que la France soit libre". Le passage souterrain mène au Jardin des Plantes face à la plaque de la 35ème brigade Marcel Langer et aux bustes de Jean Cassou et de Jean Moulin.

Le Musée départemental de la Résistance et de la Déportation



Le musée a été créé en 1994 pour regrouper et préserver les fragments de mémoire dispersés, témoins des années d'occupation. Des expositions permanentes retracent l'histoire de cette époque avec une multitude de photographies et d'objets de la Résistance.

Une salle est réservée à la déportation et à la solution finale, constituée de documents rares, transmis par des témoins, de la tenue de déporté aux dessins réalisés dans les camps. Une plongée dans l'enfer des camps de la mort et dans les Années noires avec des objets concrets pour mieux comprendre le combat de la Résistance.

www.musee-resistance31.fr

Mémoire au fil des rues...

Plus de 150 rues, places, boulevards, avenues, ronds-points, squares ou impasses de Toulouse ont un nom en lien avec les Années Noires et la Résistance. La première voie fut inaugurée dès 1944.

Renommer certaines des rues de Toulouse fut l'une des premières actions des nouvelles autorités de la Résistance à la Libération. Acte symbolique, cette décision eut néanmoins toute son importance. Ainsi quelques jours après la Libération, il fut décidé de donner à trois grandes avenues de Toulouse le nom des Alliés de la France : URSS, Grande-Bretagne et Etats-Unis.

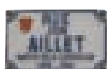
La nomenclature des rues de la ville, d'est en ouest, du nord au sud, des quartiers les plus anciens aux plus récents, honore la Résistance et évoque la Seconde Guerre Mondiale : Roosevelt, De Gaulle, Jean Moulin, Missak Manouchian, Bertie Albrecht ou Oradour-sur-Glane, quelques-uns des noms porteurs de mémoire attribués aux voies de Toulouse de 1944 à nos jours. Entre 1944 et 1947, 54 noms de voies ont été attribués à des résistants. Les noms de rues concernant des résistantes sont plutôt rares, même si on constate une amélioration depuis les années 2000.

Plus d'une centaine de rues concernent spécifiquement l'histoire locale, révélant ainsi la diversité et surtout la richesse de la Résistance toulousaine. En voici la liste, qui ne se prétend pas exhaustive en raison des difficultés pour trouver, parfois, les informations, mais qui dresse un aperçu de l'histoire de la Résistance à Toulouse.



Henriette ACHIARY (Rue, 1947)

Henriette et Léon Achiary faisaient partie des résistants socialistes regroupés autour de Raymond Naves. En octobre 1943, repéré et traqué par la Gestapo, le couple Achiary se réfugie à Lyon, puis à Paris. Mais, en juillet 1944, la Gestapo les retrouve. Léon Achiary a le temps de s'enfuir, mais pas Henriette, qui est arrêtée. On ne l'a plus jamais revue.



Jean AILLET (Rue, 1947)

1918-1944 - Dessinateur de profession, Jean Aillet s'engage au sein des FFI. Capitaine, il participe aux actions insurrectionnelles du 19 août 1944. Il est tué lors des combats de la Libération, rue Matabiau.



Roger ARNAUD (Place, 1945)

1913-1944 - Il est "Mort pour la France" le 8 avril 1944.



Vincent AURIOL (Rue, 1982)

1884-1966 - Député de Haute-Garonne (Muret), il est le seul parlementaire sur les 8 que comptait le département à refuser les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain le 10 juillet 1940 à Vichy. Sur 569 parlementaires, seuls 80 ont voté "contre". Vincent Auriol fut Président de la République de 1947 à 1954.



Abel AUTOFAGÉ (Rue, 1945)

1919-1944 - Sapeur pompier de Toulouse, il rejoint le maquis de St-Lys comme armurier et instructeur. Il est tué lors de l'attaque allemande du 12 juin 1944. Voir page 74



Frédéric-Jean BABY (Impasse, 1955)

1911-1944 - FFI, Frédéric-Jean Baby participe aux combats de la Libération au sein du Groupe Matabiau, dans le secteur de la gare Raynal. Il est tué avenue de Lyon le 19 août 1944.

Mémoire au fil des rues...



Raymond BADIOU (Avenue, 1997)

1905-1996 - Raymond BADIOU, professeur de mathématiques au lycée Fermat, était responsable de l'organisation militaire de la Résistance socialiste. Après l'arrestation de Raymond Naves en février 1944, il fut désigné pour être le président du Comité local de Libération. Maire de Toulouse de 1944 à 1958.



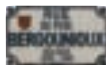
Antoine BAYES (Rue, 1947)

1906-1944 - Sous-lieutenant engagé dans les Forces de la France Libre, il trouve la mort, à Cisterna, en Italie, le 12 mai 1944.



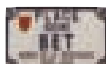
Lucien BERET (Square, 1990)

1907-1943 - Employé des postes, il faisait partie du réseau Brutus. En des temps où la délation était fréquente, avec les conséquences que l'on sait pour les victimes, Lucien Bérét avait pour mission d'intercepter le courrier destiné à la Gestapo. Dénoncé, il meurt sous la torture sans avoir livré aucun de ses secrets. Voir page 95



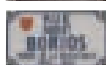
Père Frédéric-Marie BERGOUIGNOUX (Rue, 1988)

1900-1983 - Franciscain, professeur d'anthropologie à l'Institut Catholique de Toulouse, il profite de sa mission officielle pour effectuer des liaisons clandestines.



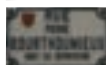
Rosina BET (Place, 1947)

1924-1944 - Voir page 66



Robert BORIOS (Rue, 1945)

1919-1944 - Voir page 77



Pierre BOURTHOUMIEUX (Rue, rond-point, 1955)

1908-1945 - Voir page 50



André BOUSQUAIROL (Rue, 1945)

1923-1944 - Voir page 61



André BROUSSIN (Rue et impasse, 1983)

1922-1944 - "André Broussin" était le pseudonyme du jeune résistant qui en réalité s'appelait Jacques Grignoux. Voir page 69



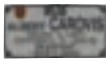
Pierre CABANIE (Rue, 2006)

1881-1974 - Colonel de gendarmerie, place Lafourcade, il rejoint la Résistance en 1943 et se met au service du réseau Morhange. Le 2 janvier 1944, il participe à l'action de Morhange contre la Gestapo. Déguisés en gendarmes, les résistants ont intercepté et neutralisé des agents de la Gestapo, qui, chargés de toutes leurs archives, rejoignaient Nice.



René CABAU (Impasse, 2004)

1922-2002 - Agent de liaison pour un maquis, René Cabau est arrêté par les Allemands en juin 1944. Interrogé, il refuse de parler, malgré les coups. Face à son silence, la Gestapo le conduit à Pompertuzat et l'exécute de deux balles dans la poitrine et d'une balle dans la tête. Son corps est laissé dans un fossé où il est retrouvé vivant deux jours plus tard. Soigné, il est caché jusqu'à la Libération.



Albert CAROVIS (Rue, 2003)

1908-2002 - Voir page 80



Lucien CASSAGNE (Rue, 1944)

1891-1944 - Voir page 89



Jean CASSOU (Esplanade, 1993)

1897-1986 - Voir page 36



André CAVAGNOL (Rue, 1945)

1914-1944 - Rédacteur à la Mairie de Toulouse, membre des Jeunesses socialistes, il rejoint le maquis de St-Lys avec certains de ses collègues. Il est tué lors de l'attaque allemande le 12 juin 1944. Voir page 74

Mémoire au fil des rues...



Jean CHAUBET (Avenue, 1945 ; école)

1900-1944 - Voir page 74



André CLAROUS (Rue, 2002)

1915-1996 - Exploitant forestier, il se sert tout d'abord de son entreprise pour cacher des réfractaires au STO, puis s'engage aux côtés du commandant Delattre au maquis de Rieumes. Son exploitation lui sert alors de couverture pour les opérations de recrutement de combattants clandestins.



Marcel CLOUET (Rue, 1947)

1911-1944 - Le 5 novembre 1940, il participe avec ses camarades des Jeunesses communistes aux lancers de tracts sur le cortège du Maréchal Pétain. Il rejoint par la suite les FTPF dans le Rhône où il est arrêté par Klaus Barbie, chef de la Gestapo de Lyon. Il est fusillé le 16 juin 1944. Voir page 15



Adolphe COLL (Rue, 1947)

1912-1945 - Voir page 45



Corps Franc POMMIÉS (Avenue, 1969)

Le Corps Franc Pyrénéen, devenu Corps Franc Pommies, en raison de la personnalité de son chef, André Pommies (1904-1972), comptait plus de 9 000 hommes dans la région. Ce corps franc, très autonome, en liaison directe avec Londres et Alger, fonctionnait selon un modèle strictement militaire.



Yvonne Lucienne CURVALE (Place, 2000)

1903-1962 - Voir page 27



Sylvain DAURIAC (Rue, 1970)

1894-1969 - Voir page 26



Paul DEBAUGES (Rue, 2003)

1901-2001 - Professeur de mathématiques au lycée Fermat, il s'engage dans la Résistance au sein du réseau Brutus. Il participe activement à l'organisation du Comité départemental de Libération. Paul Debauges était avec Albert Carovis, la mémoire de ce que fut la Résistance en Haute-Garonne. Voir page 60



Pierre DEGON (Rond Point, 2000)

1906-1996 - Chef régional des MUR pour la région de Montpellier, il est arrêté par la Milice en juillet 1943. Il parvient à s'évader en octobre et rejoint Toulouse. Il est désigné pour codiriger les MUR après la mort de François Verdier. A la Libération, il dirige le journal issu de la Résistance "la République".



André DELACOURTIE (Boulevard, 1945)

1922-1943 - Ouvrier ajusteur chez Bréguet, engagé au sein des Jeunesses communistes, il participe à l'action contre la venue de Pétain en novembre 1940. "Arthur" rejoint ensuite les FTPF du Lot-et-Garonne avec qui il organise des groupes dans les usines et dans les villes du département. Il est tué à Agen le 9 octobre 1943. Voir page 15



Henri DESBALS (Rue, 1947)

1904-1944 - Conseiller municipal socialiste de Toulouse de 1935 à 1940, Henri Desbals rejoint le mouvement Libérer et Fédérer. Arrêté, il est déporté au camp de Buchenwald où il meurt le 4 mars 1944.



DEUX MAI 1944 (Rue, cité, 1948)

En 1944, Toulouse fut bombardée 4 fois par l'aviation alliée. L'objectif était la destruction des industries de guerre (aéronautique, cartoucherie, poudre). Dans la nuit du 2 mai, une centaine d'appareils bombardent la Poudrerie d'Empalot et les usines de Saint-Martin-du-Touch. Face aux tirs de défense et aux stratagèmes allemands, les bombes s'écrasent sur des quartiers d'habitation de la rive droite de la Garonne. 45 civils sont tués et 65 blessés.



Louis-Omer et Charles-Henri DEVIC (Rue, 1947)

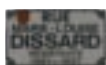
Père et fils, résistants du Lot-et-Garonne, furent enfermés à la prison St-Michel, côté allemand. Le père, Louis-Omer, 46 ans, et le fils, Charles-Henri, 19 ans, ont été fusillés dans la cour de la prison, à une heure d'intervalle, le 24 avril 1944.

Mémoire au fil des rues...



Maurice DIDE (Rond Point, 1995)

1873-1944 - Voir page 48



Marie Louise DISSARD dite "Françoise" (Rue, 2000, lycée, 1957)

1881-1957 - Voir page 44



DIX NEUF AOUT 1944 (Esplanade, 2004)

Cette date marque la Libération de Toulouse, que la mémoire collective salue comme l'une des "Deux glorieuses" de l'histoire de la ville. Voir page 86



Paul DOTTIN (Rue, 1974)

1895-1965 - Doyen de la faculté de Lettres, il fréquentait assidûment la librairie de Silvio Trentin. Il mettait ses fonctions et son statut au service de la Résistance pour faciliter les évasions et prévenir les résistants.



Joseph DUCUING (Avenue, 1965)

La Résistance avait un allié de poids avec le professeur Ducuing. Il soigna entre autres Jean Cassou, laissé pour mort par les Allemands, dans la nuit du 19 août 1944. Après la guerre, le professeur Ducuing dirige l'hôpital Varsovie, créé par les Républicains espagnols et y développe une médecine à vocation sociale.



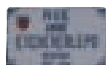
David ELBAZ (Rue, 1985)

1891-1974 - Chef de service à la Cartoucherie, David Elbaz diffuse dans l'usine la propagande de la Résistance et d'incitation au sabotage des machines. Au sein du mouvement Combat, il crée un groupe franc spécialisé dans les sabotages. Maire adjoint de Toulouse de 1954 à 1971.



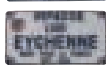
Paul ESCUDIE (Rue, 1945)

1905-1944 - Capitaine FFI du groupe Matabiau tué le jour de la Libération de Toulouse. Une plaque rappelle sa mémoire à la fin de la rue la Concorde "Ici le 19 août 1944, le Capitaine Paul Escudie est héroïquement tombé sous les balles allemandes en disant : Je meurs pour la France".



André ETCHEVERLEPO (Rue, 1996)

1912-1944 - Syndicaliste, responsable de la CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens), il est tué par la Milice à Montauban.



Louis EYCHENNE (Impasse, 1994)

1911-1944 - "Mort pour la France"



Paul FARRANDO (Rue, 2004)

1919-2003 - Résistant déporté au camp de Dachau, Paul Farrando fut président départemental de la Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP).



Daniel FAUCHER (Rue, 1976)

1882-1970 - Géographe, ami de Silvio Trentin, il s'emploie à cacher des Juifs et des étudiants pour leur éviter la déportation. Doyen de la faculté de Lettres à la Libération.



Maurice FONVIEILLE (Rue, 1945)

1896-1945 - Voir page 27



Julien FORGUES (Rue, 1981)

1888-1970 - Secrétaire de l'Union des Syndicats ouvriers CGT de Haute-Garonne, il constitue un groupe de Résistance dès l'automne 1940. Il participe activement à la création du mouvement Libération-Sud. Arrêté en avril 1942 par les gendarmes français pour distribution de tracts, il est assigné à résidence. Il rejoint le maquis en 1944.



Enzo GODEAS (Rue, 1989)

1925-1944 - Voir page 69

Mémoire au fil des rues...



Léonce-Felix GONZALES (Rue, 1947)

1917-1944 - Combattant républicain pendant la Guerre d'Espagne, réfugié en France lors de la Retirada, il s'engage dans la Résistance française. Il est tué au maquis de St-Lys le 12 juin 44. Voir page 74



Général Joseph GUILLAUD (Place, 1992)

1895-1944 - Chef de l'ORA (Organisation de la Résistance Armée) de l'Hérault, il est arrêté en mai 1944 à Toulouse avec d'autres résistants. Enfermé à St-Michel, il est extrait de la prison le 27 juin 1944 et conduit dans un bois près de Castelmaurou. Il est fusillé après avoir été contraint de creuser une fosse.



Jacques GUILLEMIN TARAYRE (Rue, 1947)

1914-1944 - Voir page 71



Edmond GUYAUX (Rue, 1945)

1922-1943 - Etudiant en classe préparatoire au lycée Fermat, il est fusillé à 21 ans par les Allemands. Voir André Vasseur et page 61



Léo HAMARD (Rue, 1985)

1919-1944 - Voir page 95



Jacques INSEL (Rue et impasse, 1990)

1909-1944 - Voir page 77



Maurice JACQUIER (Rue et place, 1947)

1903-1965 - Voir page 46



Pierre JARRÉ (Rue, 1996)

1914-1944 - Voir page 99



Madeleine KAHN-KLEIN (Rue, 2002)

1910-1974 - Agent de liaison, "Catherine" prend de gros risques pour transmettre les informations entre les maquis du Gers, des Hautes-Pyrénées et Toulouse. Recherchée par la police, elle échappe de peu à l'arrestation en mai 1944. Après la Libération, elle s'investit dans un centre d'accueil pour les déportés à Paris.



Lucien LAFFORGUE (Rue, 1947)

Ouvrier en chaussures, FTPF, il était un véritable spécialiste des sabotages. Il est tué lors de l'attaque du maquis de St-Lys le 12 juin 1944. Voir page 74



Paul LAMBERT (Rue, 1967 – impasse, 1970)

1905-1965 - Chef de bureau à la Préfecture, il est bien placé pour informer la Résistance. Sous le pseudonyme d'"Ossau", il intègre le réseau Ajax, spécialisé dans le renseignement. Il est arrêté en juin 1944 et déporté au camp de Neuengamme. Il est libéré par les troupes alliées en avril 1945.



Henri LANFANT (Rue, 1945)

1918-1944 - Voir page 99



Marcel LANGER (Rue, 1945)

1903-1943 - Voir page 30



Jean LLANTE (Rond Point, 2005)

1914-1985 - Ouvrier dans une usine chimique, Jean Llante, jeune militant communiste, participe aux côtés d'Yves Bettini à l'ingénieuse action de propagande contre la venue de Pétain à Toulouse en novembre 1940. Arrêté, il n'en poursuit pas moins son activité clandestine au service de la Résistance jusqu'à la Libération.

Mémoire au fil des rues...



Henri Claude LAUTH (Rue, 2007)

1918-2002 - Etudiant en licence d'anglais, il s'engage dans la Résistance dès 1940 comme agent de liaison pour les Britanniques. Il rejoint ensuite le réseau Française et participe aux opérations d'évasion. Arrêté en juillet 1943, il est déporté au camp de Buchenwald puis à Dora. Il y organise alors une autre forme de résistance en sabotant méthodiquement le matériel de l'usine où on le fait travailler. Dénoncé et arrêté, il est libéré en avril 1945 par les troupes anglaises.



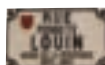
Albert LAUTMANN (Rue, 1945)

1908-1944 - Voir page 77



Frères LION (Rue, 1947)

Henri (1895-1944) Raoul (1897-1944) - Voir page 52



Pierrette LOUIN (Rue, 1999)

1920-1945 - Membre des services spéciaux, elle participait aux actions de renseignement sous les pseudonymes de "Lesaint" ou de "Pierrette Salina". Elle est arrêtée et déportée au camp de Ravensbrück. Elle y meurt le 18 janvier 1945.



Eugène LOZES (Rue, 1945)

1906-1944 - Employé à la Mairie de Toulouse, socialiste et franc-maçon, il entre dans la Résistance dès 1940. Membre du Noyautage des Administrations Publiques, il rejoint le maquis de St-Lys en juin 1944. Il est tué lors de l'attaque du maquis par l'armée allemande le 12 juin 1944. Voir page 74



Georges MALGOUYRES (Espace, 2006)

1919-1996 - Cheminot, engagé au sein des FTPF, il déclenche l'insurrection à la Gare Matabiau le 19 août 1944.



MARTYRS DE BORDELONGUE (Impasse / Chemin, 1955)

Ce chemin conduit à un monument érigé à l'endroit où fut découvert un charnier de 28 corps en septembre 1944. La plupart de ces hommes ont été fusillés après condamnation du tribunal militaire allemand ou comme otages choisis parmi les détenus de la prison St-Michel.



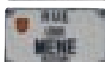
MARTYRS DE LA LIBERATION (Rue, 1945)

Voir page 94



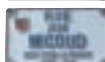
Louis MASSÉ (Rue, 1947)

"Héros de la Libération" porté "Mort pour la France"



Louis MENE (Rue, 1996)

1922-1944 - Voir page 99



Jean MICOUD (Rue, 1947)

1898-1944 - Chef de section à la Mairie de Toulouse, militant socialiste et franc-maçon, ancien combattant de la Première Guerre Mondiale, il est tué au maquis de St-Lys le 12 juin 1944. Voir page 75



Roger MOMPEZAT (Rue, 1984)

1899-1958 - Expert-comptable, Roger Mompezat, dit "Quercy" ou "Commandant Roger", entre en résistance dès 1940. Avec le soutien des Alliés, il co-fonde en avril 1944 le Corps franc de la Montagne Noire (Aude, Tarn et Haute-Garonne). Ce dernier atteint un effectif d'un millier de maquisards, bien équipés et encadrés.



Epoux MONGELARD (Rond-point, 2007)

"De 1940 à 1944, sous l'occupation allemande, l'Hôtel de Paris fut l'asile et le centre de ralliement des combattants belges, polonais, anglais, américains et français luttant pour la libération de l'Europe. Ses courageux propriétaires Augustine Mongelard et Stanislas François Mongelard furent arrêtés le 26 février 1943 et déportés en Allemagne. Stanislas François Mongelard n'est pas revenu des camps de la mort". Texte de la plaque dans la cour intérieure de l'ancien Hôtel de Paris. Voir page 47

Mémoire au fil des rues...



Groupe MORHANGE (Avenue, 1974)

Créé par Marcel Taillandier, le Groupe Morhange était un réseau de Résistance exceptionnel. Il comptait 142 agents, dont 82 dits permanents, les autres conservant une vie officielle. 24 membres du réseau Morhange furent tués entre juin 1943 et août 1944. Voir page 56.



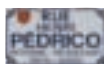
Abbé Julien NAUDIN (Rue, 1994)

1882-1968 - Curé des Sept-Deniers, il ouvre son presbytère aux résistants traqués et héberge les personnes qui transitent par Toulouse pour s'évader par l'Espagne. Il est arrêté en janvier 1944 par la police allemande et interné à la prison St-Michel. Il est déporté à Neuengamme puis à Dachau d'où il est libéré par les Américains en mai 1945.



Raymond NAVES (Avenue, 1945)

1902-1944 - Voir page 40



Henri PEDRICO (Rue, 2003)

1914-2000 - Toulousain, il est fait prisonnier à Dunkerque en 1940 et tente par trois fois de s'évader. Il refuse de travailler pour les Allemands et sabote le matériel. Envoyé dans un camp en Ukraine, il est libéré par les troupes russes en 1945. Après la guerre il contribue à perpétuer le souvenir, en créant l'association des porte-drapeaux de la Haute-Garonne.



Louis PELISSIER (Rue, 1945)

1901-1944 - Voir page 54.



Marcel PETIT (Rond Point, 1995)

1898-1986 - Directeur de l'école vétérinaire de Toulouse, il intègre en 1942 le réseau britannique de renseignement et d'action, Prunus, aux côtés de l'agent anglais, Maurice Pertschuck. La Gestapo infiltre le réseau et le démantèle totalement à Toulouse en avril 1943. Marcel Petit est déporté avec ses camarades à Buchenwald puis Ravensbrück. Maurice Pertschuck fut pendu à Buchenwald à l'âge de 23 ans.



Jean PHILLIPE (Rue, 1947)

1905-1944 - Voir page 42



Louis PLANA (Rue, 1947)

1909-1945 - Responsable de France au Combat, socialiste, il est arrêté et interné à la prison St-Michel. Il est déporté au camp de Mauthausen où il meurt le 11 février 1945.



Colonel René POINTURIER (Rue, 1947)

1901-1944 - Officier d'active, il entreprend le camouflage du matériel militaire avec d'autres militaires. Il intensifie le camouflage lors de l'arrivée des Allemands en zone sud. Dénoncé en juin 1943, il est arrêté et enfermé à la prison militaire de Furgole avant d'être déporté. Il meurt au camp de Mauthausen le 15 juin 1944.



Yves PREPOGNOT (Rue, 1955)

1926-1944 - Postier à Toulouse, il rejoint les FTPF et le maquis de Betchat en Ariège. Le maquis du capitaine Max est attaqué par les Allemands en juin 1944. Yves Prépognot est grièvement blessé. Il meurt le 27 juillet 1944 à l'hôpital de Saint Gaudens.



Paule RAYMONDIS (Rue, 2002)

1899-1971 - C'est dès juillet 1940 que Paule Raymonds s'engage dans la Résistance. Elle est du premier noyau fondateur du groupe Liberté-Egalité-Fraternité puis du mouvement Libération-Sud à Toulouse. Sa maison, rue Matabiau, sert autant de dépôt de matériel et de journaux clandestins que de refuge pour les résistants traqués.



Maurice RIBIS (Rond-point, 2006)

Chauffeur mécanicien à Toulouse, il rejoint le maquis de Léon Teboul dit "Capitaine Casa". Lors des combats du 19 août, Ribis tombe blessé d'un toit de la rue Ozenne. Il meurt faute de soins rapides le 21 août 1944.



René RODO (Impasse, 2002)

1908-1994 - Ingénieur, il est mobilisé en 1939. Fait prisonnier par les Allemands, il s'évade et revient à Toulouse. Il s'engage immédiatement dans la Résistance au sein du MNPGD (Mouvement National des Prisonniers de Guerre et Déportés) aux côtés de Charles Strickler et Jean Naudy.

Mémoire au fil des rues...



Cardinal Jules Géraud SALIEGE (Square, 1956)

1870-1956 - Voir page 22



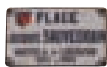
Abbé Joseph SALVAT (Impasse, 1974)

1889-1972 - Enseignant à l'Institut catholique, ardent défenseur de la langue occitane, il fit partie d'une des listes d'otages, des notables, préparées sur ordre d'Himmler en prévision du débarquement allié. Les arrestations eurent lieu simultanément dans toute la France, dans la nuit du 8 au 9 juin 1944. Une trentaine de personnalités de la région, "déportés d'honneur", furent ainsi envoyées à Compiègne puis en Allemagne en août 1944. L'abbé Salvat fut déporté au camp de Neuengamme jusqu'en avril 1945.



Maurice SARRAUT (Allées, 1958)

1869-1943 - Maurice Sarraut est assassiné le 2 décembre 1943. L'exécution avait été organisée par les milieux miliciens et fascistes parisiens qui voulaient se débarrasser du directeur de La Dépêche jugé gênant. Une équipe de la Milice toulousaine fut désignée. Maurice Sarraut fut exécuté à la mitrailleuse devant son domicile.



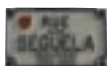
Jacques SAUVEGRAIN (Place, 1945)

1921-1943 - Etudiant en classe préparatoire au lycée Férmat, il meurt à 22 ans fusillé par les Allemands. Voir André Vasseur et page 61



Alain SAVARY (Esplanade, 1989)

1918-1988 - Mobilisé dans la Marine, il rejoint Londres dès juin 1940 et s'engage dans les Forces navales françaises libres. Commandant d'escadron de fusiliers marins, il participe à la Campagne d'Italie, au débarquement de Provence et à la Campagne des Vosges. Commissaire de la République à Angers, il poursuit une brillante carrière politique après la guerre (député de Haute-Garonne, puis président du Conseil régional Midi-Pyrénées et ministre de l'Éducation Nationale en 1981).



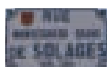
Jean SEGUELA (Rue, 2003)

1924-1945 - Engagé dans le 38ème régiment d'infanterie, il est tué au combat le 15 avril 1945.



SIX AVRIL 1944 (Cité, 1948)

Dans la nuit du 5 au 6 avril 1944, vers minuit, une quarantaine d'avions alliés bombardent les usines aéronautiques de Saint-Martin-du-Touch, Blagnac et Montaudran. Une centaine de maisons furent détruites et 75 civils furent tués. Cette cité fut construite en 1948 pour reloger les sinistrés de ce bombardement.



Mgr Bruno DE SOLAGES (Rue, 1998)

1895-1983 - Recteur de l'Institut Catholique, il accueille réfugiés politiques, juifs, et antifascistes traqués. Arrêté le 9 juin 1944 comme "déporté d'honneur", il est envoyé au camp de Neuengamme puis en Bohême au camp de Theresienstadt, d'où il fut libéré en mai 1945.



Camille SOULA (Allées, 1963)

1888-1963 - Professeur à la faculté de Médecine de Toulouse, fréquentant assidûment la librairie de Silvio Trentin, avec qui il participe à la création du mouvement Libérer et Fédérer. Il n'hésite pas à faire les aller-retour entre Lyon et Toulouse. Repéré, il est arrêté et interné par les autorités avant d'être assigné à résidence à Rieumes.



Charles STRICKLER (Rue, 1988)

1906-1980 - Prisonnier le 17 juin 1940, il s'évade en 1942. Il se spécialise dans les passages par l'Espagne. Sa connaissance de l'allemand lui permet de rédiger de faux papiers pour rapatrier des prisonniers de guerre. Chef régional du Mouvement National des Prisonniers de Guerre et Déportés (MNPGD).



Henri TAGNERES (Rue, impasse, 1947)

1899-1944 - Tué le 23 août 1944. Une plaque commémorative a été fixée sur sa maison, au 14 rue Tagnères.



Marcel TAILLANDIER (Avenue, 1975)

1911-1944 - Voir page 56



Silvio TRENTIN (Boulevard, 1945)

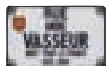
1885-1944 - Voir page 34

Mémoire au fil des rues...



René VAISSE (Rue, 1947)

1926-1944 - René Vaisse, 18 ans, avait rejoint les groupes francs de l'Armée secrète. Le 28 juin 1944, au cours d'une opération de récupération d'armes dans un dépôt du quartier de la Roseraie, il est arrêté avec 4 de ses camarades. Dénoncés, la Gestapo les surprend sans difficulté. Les jeunes gens sont fusillés le même jour.



André VASSEUR (Rue, 1945)

1922-1943 - Sous le pseudonyme de Jaxerre, ce jeune étudiant de 20 ans rejoint le groupe Bir-Hakeim, sorte de maquis d'entraînement. Attaqué par les Allemands en septembre 1943, le maquis ne peut résister. André Vasseur, Jacques Sauvegrain, Edmond Guyoux et Hubert Arnaud sont blessés et faits prisonniers. Tous sont condamnés à mort par le tribunal militaire allemand et fusillés le 9 novembre 1943 à Bordelongue.



François VERDIER (Allées, 1944)

Le nom du résistant et son pseudonyme de guerre, "Forain", viennent remplacer celui du Maréchal Pétain dès le mois de septembre 1944. François Verdier avait choisi ce pseudonyme par affection pour les œuvres de Jean-Louis Forain (1852-1931). Voir page 38



Julien VERGNE (Place, 2002)

1927-1988 - Résistant toulousain, décoré de la Croix du Combattant Volontaire de la Résistance.



Achille VIADIEU (Rue, 1945)

1911-1944 - Voir page 58



Joseph Vié (Rue, 1947)

(1901-1944) - Ouvrier chaudronnier, militant syndicaliste, il diffusait activement la propagande de la Résistance. Il rejoint le maquis de St-Lys avec son fils Jean. Il y est tué aux côtés de Jean Chaubet et d'Eugène Lozes le 12 juin 1944. Voir page 74

“

La mémoire de la Résistance devrait transmettre, plus que tout, le sentiment et la conscience de la dette. Une dette immense, irréparable, que nous devons sans fin aux femmes et aux hommes hors du commun qui ont permis la survie de l'âme de la nation, une dette que seule notre fidélité pourra en partie acquitter.

”

Pierre Laborie

In Dictionnaire historique de la Résistance, 2006

Remerciements

**Je remercie toutes les personnes qui m'ont accompagnée et encouragée
tout au long de ce projet éditorial,
en particulier :**

Monsieur Pierre Cohen, *Député-maire de Toulouse*, d'avoir souhaité
la réédition augmentée de cet ouvrage qui m'a permis de mettre en lumière
d'autres visages, d'autres parcours, d'autres combats.

Monsieur Guillaume Agullo, *Conservateur du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation*

Monsieur Michel Barthe, *Mairie de Toulouse, service de la voie publique*

Madame Angèle Bettini, *Présidente de l'Association des Internées du camp de Brens*

Monsieur François Bordes, *Directeur des Archives municipales de Toulouse*

Monsieur Djamal Boukaïs

Monsieur Marc Carballido

Madame Paqui Chaumel

Monsieur Henri Clavé

Monsieur Pierre Coll, *Amicale des Déportés de Maulbausen*

Madame Paule Curvale

Monsieur Jacques David

Madame Jean Dieuzaide

Monsieur Jean Durand, *Président du Conseil départemental de la Résistance*

Monsieur Charles Epstein, *Amicale de la 35^{ème} Brigade Marcel Langer*

Monsieur Lucien Esposito, *Président départemental de l'Union Nationale des Combattants*

Madame Sylvette Gaillard, *Fédération Nationale des Déportés et Internés de la Résistance*

Monsieur Michel Goubet

Monsieur Daniel Latapie

Monsieur Pierre Léoutre

Monsieur Henri Lozes, *Secrétaire Général de la Fédération Nationale des Anciens de la Résistance*

Madame Caroline Mangin-Lazarus

Monsieur Serge Marty, *Directeur départemental de l'Office National des Anciens Combattants*

Monsieur Jean-Jacques Mirassou, *Sénateur de la Haute-Garonne*

Monsieur Jean-Luc Moudenc, *Ancien Maire de Toulouse*

Monsieur Michel Pech, *Conseiller Municipal Délégué*

Monsieur Olivier Rauch, *Proviseur du Lycée Pierre de Fermat*

Madame Michèle Ruelle, *Fédération Nationale des Anciens de la Résistance*

Monsieur Alain Verdier, *Président du Mémorial Forain-François-Verdier-Libération-Sud*

Elérika Leroy

elerika@wanadoo.fr

Bibliographie indicative

Sources

- Archives de la Dépêche du Midi.
- Archives départementales de Haute-Garonne.
- Archives municipales de Toulouse.
- Fonds Daniel Latapie.
- Musée Départemental de la Résistance et de la Déportation, Toulouse.

Ouvrages généraux sur la Résistance et les Années Noires

- AZEMA Jean-Pierre, WIEVIORKA Olivier, Vichy, 1940-1944, éditions Perrin, 2004.
- BARCELLINI Serge, WIEVIORKA Annette, Passant, souviens toi ! Les lieux de souvenir de la Seconde Guerre Mondiale en France, Graphein, 1999.
- BELOT Robert, Les Résistants, l'histoire de ceux qui refusèrent, Larousse et Ministère de la Défense, Direction de la Mémoire du Patrimoine et des Archives 2003.
- COURTOIS S., PESCHANSKI D., RAYSKI A., Le sang de l'étranger, les immigrés de la MOI dans la Résistance, Paris, Fayard, 1989.
- DELARUE Jacques, Trafics et crimes sous l'occupation, Fayard, 1968.
- GUERIN Alain, La Résistance, Chronique illustrée, 1930-1950, Livre Club Diderot, 1973.
- KRIVOPISSKO Guy, La vie à en mourir, Lettres de fusillés (1941-1944), Tallandier, 2003.
- LATOURET Anny, "La Résistance juive en France 1940-1944", Stock 1970.
- LABORIE Pierre, Les Français sous Vichy et l'Occupation, Toulouse, Milan, 2003.
- MARCOT F, LEROUX B, LEVISSSE-TOUZE C, Dictionnaire historique de la Résistance, R. Laffont, 2006.
- ORY Pascal, Les collaborateurs, 1940-1945, Paris, le Seuil, 1980.
- PAXTON R.O., La France de Vichy, 1940-1944, Paris, le Seuil, 1987.
- PESCHANSKI Denis, Des étrangers dans la résistance, Editions de l'Atelier, 2002.
- PESCHANSKI Denis, Vichy 1940-1944, contrôle et exclusion, Editions Complexes, 1997.
- ROUSSO Henry, Les Années Noires, Vivre sous l'Occupation, Découvertes Gallimard, 1992.
- VICKERS Philip, La division Das Reich de Montauban à la Normandie, éditions Lucien Souny, 2000.

Ouvrages spécialisés sur la région toulousaine

- AGULLO Guillaume, "Forain" François Verdier, Editions Loubatières, 2004.
- ARRIGHI Paul, Silvio Trentin, un européen en résistance, 1919-1943, Loubatières, 2007.
- BOURSIER Jean-Yves, La guerre de Partisans dans le Sud-Ouest de la France, 1942-1944. La 35^{ème} Brigade FTP-MOI, L'Harmattan, 1992.
- CASSOU Jean, Une vie pour la liberté, R.Laffont, Paris, 1981.
- DELARUE Jacques, Trafics et crimes sous l'occupation, Fayard, 1968.
- DOCQUIERT Henri, Églantine et vert-de gris, Toulouse, 1970.
- ESTEBE Jean, Toulouse, 1940-1944, Editions Perrin, 1996.
- EYCHENNE Emilienne, Montagnards de la Liberté, les évasions par l'Ariège et la Haute-Garonne 1939-1945, Milan.
- GOUBET Michel - DEBAUGES Paul, Histoire de la Résistance en Haute-Garonne, Milan, 1992
- GOUBET Michel, Images de Toulouse et de la Haute-Garonne dans la guerre 1939-1945, Editions Horvath, 1984.
- GUILLOIN Jean Marie, LABORIE Pierre, sous la dir., Mémoire et Histoire : la Résistance, éditions Privat, 1995.
- LAMAZERES Greg, Bourthoumieux. Vie et mort d'un résistant socialiste, éditions L'Harmattan, 2000.
- LEO Gehrard, Un Allemand dans la Résistance, le train pour Toulouse, Editions Tisérias, 1997.
- LEVY Claude, Les Paris de la Résistance, Paris, Calmann-Lévy, 1970.
- MANGIN LAZARUS Caroline, Maurice DIDE, un psychiatre et la guerre, Editions Erès, Toulouse, 1994.
- MENEGALDO Hélène, "Ariane Scriabine (1906-1944), héroïne de la Résistance française à Toulouse", *Slavica occitania*, 7, 1998, Toulouse.
- NITTI Francesco F., Chevaux 8 Hommes 70, le train fantôme, 3 juillet 1944, *Mare Nostrum*, réédition 2004.
- RAVANEL Serge, L'esprit de la Résistance, Editions du Seuil, 1995.
- REMY, Morhange, les chasseurs de traîtres, Flammarion, Paris, 1975.
- SAINT-LAURENS Pierre, Contes de faits, X-15, Réseau Morhange, Signes du Monde, Toulouse, SALLES Pierre, dictionnaire des rues de Toulouse, Milan, 1989.
- SEGUY Georges, Résister, de Mauthausen à mai 1968, Editions Archipel, 2008.
- SOUJA Henri, Chroniques des Bords de Garonne, le vent des fous, Tome 3, Signes du Monde, 1995.
- TAILLEFER Michel, Nouvelle histoire de Toulouse, Privat, 2002.
- TAUDOU Louis, Libérer Toulouse, témoignage, 2000.
- TREMPÉ Rolande (sous la direction de), La Libération dans le Midi de la France, Eché éditions, 1986.
- VERNANT Jean-Pierre, La Traversée des frontières, Seuil, 2004.
- WEIL Henri, Les valeurs de la Résistance. Entretien avec Serge Ravanel, Editions Privat, 2004.

.../...

Bibliographie indicative

Articles et autres publications

(consultables au Musée Départemental de la Résistance et de la Déportation).

- Fascicule Années de Tourmente dans la région toulousaine, Accord Edition, 2000.
- Fascicule en hommage à la 35^{ème} brigade Marcel Langer, 1983, édité par l'Amicale de la 35^{ème} Brigade.
- 1944-1994, cinquantième de la Libération de la Haute-Garonne, fascicule du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.
- Office National des Anciens Combattants, Août 1944 : la liberté retrouvée. La Libération de la Région Midi-Pyrénées, 2004.
- Résistance R4, n°1 à 12, 1977-1980.
- LABORIE P, "Toulouse la Rouge", L'Histoire, n°179, 1994.
- L'Histoire, Résistants et collaborateurs, n°80, 1985.
- VIGUIER Eugène, Le Maquis de Saint-Lys.

Crédit Photographique



L'auteur et la mairie de Toulouse tiennent à remercier particulièrement le Conseil général de la Haute-Garonne et son président, Pierre Izard, d'avoir autorisé la reproduction de nombreuses photographies appartenant au Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Amicale de la 35^{ème} Brigade FTP-MOI Marcel Langer

Pages 30, 31, 32, 33, 67, 69, 77

Amicale des anciens internés du camp du Vernet Ariège

Page 9

Archives Municipales de Toulouse

Pages 27, 38, 39, 40, 48, 52, 55, 61, 74, 75, 89, 95

Centre de documentation Juive Contemporaine

Page 79

Conseil Général de la Haute-Garonne

Page 63

Germaine Chaumel

Pages 8, 10, 11, 12, 13, 15, 19, 20, 21, 23, 66, 87, 90, 91

Collection Jacques David

Page 61

Jean Dieuzaide

Pages 13, 37, 44, 80, 83, 84, 87, 95, 98

Institut d'Histoire Sociale de la CGT

Page 53

Collection Caroline Mangin Lazarus

Page 49

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation

Pages 14, 15, 18, 22, 23, 24, 26, 31, 34, 35, 37, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 50, 52, 60, 63, 65, 68, 72, 77, 80, 81, 82, 85, 89, 90, 95, 97, 99

Revue "Radici", Racines, N° 12 mars 2004

Pages 34, 35

Collections particulières

Pages 19, 26, 27, 45, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 61, 66, 73, 76, 78, 85, 87, 95, 99

Index

ARAGON Louis	37	DOTTIN Paul	62	MEYERSON Ignace	62, 63
AUBRAC Lucie	63	ESPITALIER Maurice	99	MICOUD Jean	75
AUBRAC Raymond	63	FIGAROL René	60	MINVILLE Alban	20
AUTOFAGE Abel	75	FIKSMAN Ariane	78, 79	MODIGLIANNI Jeanne	62, 65
BADIOU Raymond	8, 60, 62	FIKSMAN David "David Knout"	79	MONGELARD Stanislas et Augustine	47
BARTOLI Jean	81	FONVIEILLE Maurice	27	MUULIN Jean	14, 38, 39, 64
BATAILLE Roger	38	FORTOUL Paul	46	MUSSOLINI Benito	10, 35
BAJER Thomas	78	FOURCADE Marie Madeleine	43, 57	NAKACHE Alfred	20, 21
BAZERQUE Louis	100	FRANCO Francisco	8, 10	NAVES Raymond	26, 40, 41, 50, 51, 60, 62, 74, 83
BERET Lucien	95	FREIMANN David	67	NETTI Francisco Fausto	37, 76, 77
BERTAUX Pierre	37	FRENKEL Boris	33	PECHEUR Jules	55, 64
BET Rosina	67	FRIEDMANN Georges	62	PEUSSIÉ Alice	55
BETTINI Yves	15	GALACHE René	65	PEUSSIÉ Louis	54, 55, 56, 61, 77
BORIOS Robert	77	GODEAS Enzo	67, 68, 69	PETAÏN Philippe	12, 15, 41
BOURTHOUMIEUX Pierre	50, 51	GONZALES Felipe Léonce	75	PHILLIPE Jean	42, 43, 99
BOUSQUAIROL André	61, 75	GRAULE André	86	POINTURIER Colonel	56
BOUSQUET René	19	GRIGNOUX Jacques	69	POMMIÉS André	83
BRAUN Albert	97	GUERISSE Albert-Marie	45	PONZAN VIDAL Francisco	85
CAMBOLIVES Lili	57	GUILLEMIN-TARAYRE Jacques	85	RAVANÉL Serge	63, 82, 83, 90
CAROVIS Albert	77, 80, 81, 89	HUYAUX Edmond	61	RAYMOND DE René	65
CARRERE Germain	81	GAUMARD Léo	57, 95, 99	RIBIS Maurice	86
CASSAGNE Lucien	89	HEINEKEN Markus	24	ROQUEMAUREL Marcel	61
CASSOU Jean	9, 36, 37, 52, 89	HITLER Adolpf	10, 12	ROUS Pierre	58
CAVAGNOL André	75	INSEL Jabob	77	ROUSSELIER Maurice	65
CHARVET Claude	61	JACQUIER Maurice	46	SABATIE Louis	69
CHAUBET Jean	26, 74, 75	JANKÉLEVITCH Vladimir	62	SALIEGE Jules Géraud	22, 23, 24, 52, 53
CHENEAUX DE LEYRITZ	65	JANY Alex	21	SARRAUT Albert	8
COLL Adolphe	27	JARRE Pierre	81, 99	SAUVEGRAÏN Jacques	61
COMBATALADE Jacques	57, 59	KOENIG Pierre général	82, 83	SCRIBAÏNE Alexandre	79
COURTINADE Guillaume	89	LAFFORGUE François	77	SEEL Pierre	19
COURTOIS	10	LAFFORGUE Lucien	75	SEGUY Georges	53
CRESSOT Jean	55, 61	LAMFANT Henri	99	TAILLANDIER Marcel	56, 57, 58, 59, 99
CURVALE Albert	27	LANGER Marcel	9, 30, 31, 32, 33, 77	THEAS Monseigneur	23
CURVALE Yvonne-Lucienne	27	LAUTH Claude-Henri	60	TRENTIN Silvio	9, 27, 34, 35, 49, 60
DALADIER Edouard	8	LAUTMANN Albert	77, 81	VALLÉREY Georges	21
DARNAND Joseph	68	LAVAL Pierre	19, 42	VERDIER François	14, 38, 39, 41, 61, 74, 82
DAURIAÏC Sylvain	26	LEONS Raoul	78	VERNANT Jean-Pierre	60, 61, 62, 63, 81
DE GAULLE Charles	14, 36, 45, 64	LION Henri et Raoul	24, 27, 40, 52, 53, 65	VIADIEU Achille	58, 59
DEBAUGES Paul	60, 62	LORENZI Enzo	33	VIDAL René	72, 99
DEL RIO Angèle	15	LOZES Eugène	75	VIDAL-NACQUET Pierre	63
DIDE Maurice	48, 49	MALGOUVRES Georges	86	VIE Joseph	75
DISSARD Marie-Louise	44, 45, 46	MANGIN LAZARUS Caroline	48	VIGUIER Eugène	60
DOCQUIERT Henri	40, 51, 60	MENE Louis	81, 99		

Lexique des sigles

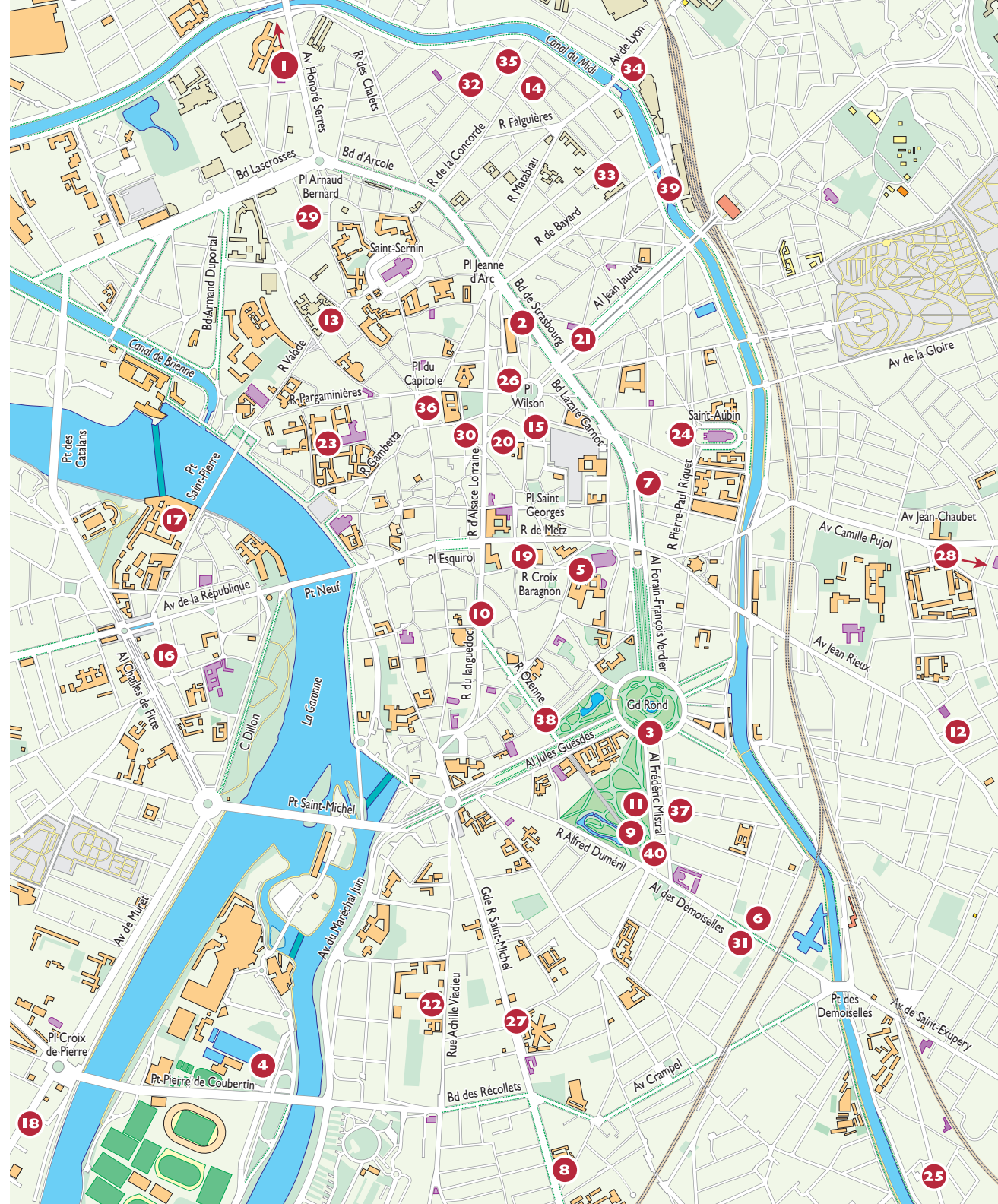
AS - Armée secrète
 CDL - Comité départemental de Libération
 CFL - Corps francs de la libération
 CNR - Conseil national de la Résistance
 FFI - Forces françaises de l'intérieur
 FTPF - Franc tireur et partisan français
 GMR - Groupe mobile de réserve

MOI - Main d'œuvre immigrée
 MUR - Mouvements Unis de la Résistance
 ORA - Organisation de résistance de l'armée
 PPF - Parti populaire français (parti collaborationniste)
 RNP - Rassemblement national populaire (parti collaborationniste)
 R4 - Région militaire de Toulouse (9 départements)
 STO - Service du travail obligatoire

Toulouse, mémoire de rues

Edition : mairie de Toulouse
Conception et réalisation : agence Ballon Rouge
Impression : imprimerie Ménard
Décembre 2008

1	Toulouse Terre d'exil - Avenue des Minimes	8-9
2	Toulouse Ville refuge - Boulevard de Strasbourg	10-11
3	La déportation raciale - Grand Rond	18-19
4	Alfred Nakache - Piscine A. Nakache Parc des Sports	20-21
5	Archevêque Jules Géraud Saliège - Place Saint Etienne	22-23
6	Marcel Hennequin - Allées des Demoiselles	24-25
7	La déportation politique - 10, rue Caraman	26-27
8	Marcel Langer - Gare St-Agne	30-31
9	La 35 ^{ème} Brigade FTP-MOI M. Langer - Jardin des Plantes	32-33
10	Silvio Trentin - Rue du Languedoc	34-35
11	Jean Cassou - Jardin des Plantes	36-37
12	François Verdier - Côte Pavée - Rue du Docteur Ariaud	38-39
13	Raymond Naves - Rue Albert Lautmann	40-41
14	Jean Philippe - Rue du Commissaire Philippe / Rue de la Concorde	42-43
15	Marie-Louise Dissard - Rue Paul Mériel	44-45
16	Maurice Jacquier - Rue Jacquier / Saint Cyprien	46-47
17	Maurice Dide - Hôpital de la Grave	48-49
18	Pierre Bourthoumieux - 122 avenue de Muret	50-51
19	Les Frères Lion - 25 rue Croix Baragnon	52-53
20	Louis Péliissier - Rue Louis Péliissier	54-55
21	Marcel Taillandier - Allée Jean Jaurès	56-57
22	Achille Viadieu - 65 rue Achille Viadieu	58-59
23	Le Lycée de Garçons - Place des Jacobins	60-61
24	Jean-Pierre Vernant - Impasse St Aubin	62-63
25	Les tragédies de l'Armée secrète - Avenue de Lespinet	64-65
26	L'opération des Variétés - Allées Roosevelt / Place Wilson	66-67
27	Prison Saint Michel - Grande Rue Saint Michel	68-69
28	Le maquis de Saint Lys - Ecole Jean Chaubet / Place Victor Basch	74-75
29	Le Train Fantôme - 21 Place des Tiercerettes	76-77
30	La sourcière du 11 rue de la Pomme - Rue de la Pomme	78-79
31	Albert Carovis - 52, Allées des Demoiselles / Musée de la Résistance	80-81
32	Les F.F.I. - 25, rue du Printemps	82-83
33	Le départ des Allemands - Rue Guillemain Tarayre	84-85
34	Combats de la Libération - Avenue de Lyon	86-87
35	La dernière réunion clandestine - 21 rue d'Orléans	88-89
36	Toulouse libérée - Place du Capitole	90-91
37	Le siège de la Gestapo - Rue des Martyrs de la Libération	94-95
38	Les prisons St-Michel et Furgole - Rue Furgole / Rue Ozenne	96-97
39	Cérémonies du souvenir - Gare Matabiau	98-99
40	Préserver la mémoire - Allée F. Mistral / Allée des Demoiselles	100-101



Repères cartographiques

Une histoire et une mémoire du combat de la Résistance se sont écrites au fil des rues de Toulouse. Cette mémoire est toujours présente aujourd'hui dans notre quotidien. Il fallait juste la raviver, éclairer un visage, une histoire, un nom sur une plaque.

